



ÉTATS-UNIS – CERTAINS CRÉDITS D'IMPÔT AU TITRE DE LA LOI SUR LA RÉDUCTION DE L'INFLATION

RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION	12
1.1 Plainte de la Chine.....	12
1.2 Établissement et composition du Groupe spécial	12
1.3 Travaux du Groupe spécial	12
2 ASPECTS FACTUELS	13
2.1 Introduction	13
2.2 Suppression par les États-Unis du crédit d'impôt pour les véhicules propres et retrait par la Chine de ses allégations contre cette mesure	13
2.3 Crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP	14
3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES.....	17
4 ARGUMENTS DES PARTIES	18
5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES	18
6 RÉEXAMEN INTÉIMAIRE.....	18
6.1 Introduction	18
6.2 Pouvoir d'un groupe spécial de réexaminer une conclusion juridique.....	19
6.3 Demandes visant à ce que les arguments des parties soient résumés de manière plus exacte ou détaillée	20
6.4 Mandat	21
6.5 Ordre d'analyse.....	21
6.6 Moyen de défense des États-Unis au titre de l'article XX a) du GATT de 1994	22
7 CONSTATATIONS.....	31
7.1 Introduction et ordre d'analyse	31
7.2 Allégations au titre du GATT de 1994	33
7.2.1 Introduction.....	33
7.2.2 Critère juridique applicable	33
7.2.3 Application aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP	34
7.2.4 Conclusion.....	35
7.3 Allégations au titre de l'Accord sur les MIC.....	35
7.3.1 Introduction.....	35
7.3.2 Critère juridique applicable	36
7.3.3 Application aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP	37
7.3.4 Conclusion.....	39
7.4 Allégations au titre de l'Accord SMC	39
7.4.1 Introduction.....	39
7.4.2 Critères juridiques applicables	39
7.4.2.1 Subvention: Article premier de l'Accord SMC	39
7.4.2.2 Subordination: Article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC.....	41

7.4.3 Application aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP	41
7.4.3.1 Subventionnement.....	41
7.4.3.1.1 Introduction	41
7.4.3.1.2 Crédit aux investisseurs/producteurs	42
7.4.3.1.3 Paiement optionnel.....	43
7.4.3.1.4 Cession de crédit	44
7.4.3.1.5 Conclusion	45
7.4.3.2 Subordination.....	45
7.4.4 Conclusion.....	46
7.5 Moyen de défense des États-Unis au titre de l'article XX a) du GATT de 1994	46
7.5.1 Introduction.....	46
7.5.2 Critère juridique applicable en vertu de l'article XX a) du GATT de 1994.....	47
7.5.2.1 Considérations générales	47
7.5.2.2 Prescription liminaire imposant de montrer qu'une mesure "prot[ège] ... la moralité publique"	48
7.5.2.3 Portée et nature de l'évaluation requise	50
7.5.2.4 Types de valeurs ou d'intérêts pouvant être considérés comme des composantes de la "moralité publique" au titre de l'article XX a).....	54
7.5.2.5 Degré de précision avec lequel la moralité publique alléguée doit être présentée.....	58
7.5.3 Application aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP.....	60
7.5.3.1 Question de savoir si les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures visant "la protection de la moralité publique"	60
7.5.3.2 Nature de la moralité publique alléguée invoquée par les États-Unis	60
7.5.3.3 Éléments de preuve directs concernant les objectifs des mesures en cause.....	67
7.5.3.4 Conception, structure et fonctionnement attendu	71
7.5.3.4.1 Prescription concernant l'acier et le fer.....	71
7.5.3.4.2 Prescription concernant les produits fabriqués	78
7.5.3.5 Conclusion sur la question de savoir si les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures visant "la protection de la moralité publique"	82
7.5.4 Questions restantes concernant le moyen de défense des États-Unis au titre de l'article XX a)	82
7.5.5 Conclusion.....	83
8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	83

LISTE DES ANNEXES**ANNEXE A**

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Tables des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	4

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique intégré des arguments de la Chine	12
Annexe B-2	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	37

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

Tables des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Argentine	65
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments du Brésil	68
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments du Canada	77
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	80
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments de l'Indonésie	82
Annexe C-6	Résumé analytique intégré des arguments du Japon	85
Annexe C-7	Résumé analytique intégré des arguments de la Norvège	88
Annexe C-8	Résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie	92
Annexe C-9	Résumé analytique intégré des arguments de Singapour	98
Annexe C-10	Résumé analytique intégré des arguments de la Suisse	104

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Services financiers	Rapport de l'Organe d'appel <i>Argentine – Mesures concernant le commerce des marchandises et des services</i> , WT/DS453/AB/R et Add.1, adopté le 9 mai 2016
Australie – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel <i>Australie – Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande</i> , WT/DS367/AB/R , adopté le 17 décembre 2010
Brésil – Pneumatiques rechapés	Rapport du Groupe spécial <i>Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés</i> , WT/DS332/R , adopté le 17 décembre 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS332/AB/R
Brésil – Taxation	Rapports du Groupe spécial <i>Brésil – Certaines mesures concernant la taxation et les impositions</i> , WT/DS472/R , Add.1 et Corr.1 / WT/DS497/R , Add.1 et Corr.1, adoptés le 11 janvier 2019, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS472/AB/R / WT/DS497/AB/R
Canada – Automobiles	Rapport de l'Organe d'appel <i>Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile</i> , WT/DS139/AB/R , WT/DS142/AB/R , adopté le 19 juin 2000
Canada – Automobiles	Rapport du Groupe spécial <i>Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile</i> , WT/DS139/R , WT/DS142/R , adopté le 19 juin 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS139/AB/R , WT/DS142/AB/R
Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis	Rapports des Groupes spéciaux <i>Canada – Certaines mesures affectant le secteur de la production d'énergie renouvelable</i> / <i>Canada – Mesures relatives au programme de tarifs de rachat garantis</i> , WT/DS412/R et Add.1 / WT/DS426/R et Add.1, adoptés le 24 mai 2013, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS412/AB/R / WT/DS426/AB/R
CE – Amiante	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant</i> , WT/DS135/R et Add.1, adopté le 5 avril 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS135/AB/R
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Certaines questions douanières</i> , WT/DS315/AB/R , adopté le 11 décembre 2006
CE – Éléments de fixation (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine</i> , WT/DS397/AB/R , adopté le 28 juillet 2011
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)</i> , WT/DS26/AB/R , WT/DS48/AB/R , adopté le 13 février 1998
CE – Préférences tarifaires	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement</i> , WT/DS246/R , adopté le 20 avril 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS246/AB/R
CE – Préférences tarifaires	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement</i> , WT/DS246/AB/R , adopté le 20 avril 2004
CE – Produits dérivés du phoque	Rapports de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque</i> , WT/DS400/AB/R / WT/DS401/AB/R , adoptés le 18 juin 2014
CE – Produits dérivés du phoque	Rapports du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque</i> , WT/DS400/R et Add.1 / WT/DS401/R et Add.1, adoptés le 18 juin 2014, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS400/AB/R / WT/DS401/AB/R
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines</i> , WT/DS231/AB/R , adopté le 23 octobre 2002
CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes et certains États membres – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs</i> , WT/DS316/R , adopté le 1 ^{er} juin 2011, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS316/AB/R
Chine – Contingents tarifaires	Rapport du Groupe spécial <i>Chine – Contingents tarifaires visant certains produits agricoles</i> , WT/DS517/R et Add.1, adopté le 28 mai 2019
Chine – Pièces automobiles	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles</i> , WT/DS339/AB/R / WT/DS340/AB/R / WT/DS342/AB/R , adoptés le 12 janvier 2009
Chine – Pièces automobiles	Rapports du Groupe spécial <i>Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles</i> , WT/DS339/R , Add.1 et Add.2 / WT/DS340/R , Add.1 et Add.2 / WT/DS342/R , Add.1 et Add.2, adoptés le 12 janvier 2009, confirmé (WT/DS339/R) et modifiés (WT/DS340/R / WT/DS342/R) par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS339/AB/R / WT/DS340/AB/R / WT/DS342/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Chine – Publications et produits audiovisuels	Rapport de l'Organe d'appel Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels, WT/DS363/AB/R , adopté le 19 janvier 2010
Chine – Publications et produits audiovisuels	Rapport du Groupe spécial Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels, WT/DS363/R et Corr.1, adopté le 19 janvier 2010, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS363/AB/R
Chine – Terres rares	Rapports du Groupe spécial Chine – Mesures relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène, WT/DS431/R et Add.1 / WT/DS432/R et Add.1 / WT/DS433/R et Add.1, adoptés le 29 août 2014, confirmés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS431/AB/R / WT/DS432/AB/R / WT/DS433/AB/R
Colombie – Bureaux d'entrée	Rapport du Groupe spécial Colombie – Prix indicatifs et restrictions relatives aux bureaux d'entrée, WT/DS366/R et Corr.1, adopté le 20 mai 2009
Colombie – Textiles	Rapport de l'Organe d'appel Colombie – Mesures visant les importations de textiles, vêtements et chaussures, WT/DS461/AB/R et Add.1, adopté le 22 juin 2016
Colombie – Textiles	Rapport du Groupe spécial Colombie – Mesures visant les importations de textiles, vêtements et chaussures, WT/DS461/R et Add.1, adopté le 22 juin 2016, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS461/AB/R
Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf	Rapport de l'Organe d'appel Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée, WT/DS161/AB/R , WT/DS169/AB/R , adopté le 10 janvier 2001
États-Unis – Acier au carbone (Inde)	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde, WT/DS436/AB/R , adopté le 19 décembre 2014
États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2 ^{ème} plainte)	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs (deuxième plainte), WT/DS353/AB/R , adopté le 23 mars 2012
États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2 ^{ème} plainte)	Rapport du Groupe spécial États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs (deuxième plainte), WT/DS353/R , adopté le 23 mars 2012, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS353/AB/R
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde, WT/DS33/AB/R , adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesures affectant la production et la vente de cigarettes aux clous de girofle, WT/DS406/AB/R , adopté le 24 avril 2012
États-Unis – Crevettes (Équateur)	Rapport du Groupe spécial États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur, WT/DS335/R , adopté le 20 février 2007
États-Unis – Énergies renouvelables	Rapport du Groupe spécial États-Unis – Certaines mesures relatives au secteur des énergies renouvelables, WT/DS510/R et Add.1, 27 juin 2019, notification d'une solution mutuellement convenue
États-Unis – EPO	Rapports de l'Organe d'appel États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO), WT/DS384/AB/R / WT/DS386/AB/R , adoptés le 23 juillet 2012
États-Unis – EPO	Rapports du Groupe spécial États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO), WT/DS384/R / WT/DS386/R , adoptés le 23 juillet 2012, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS384/AB/R / WT/DS386/AB/R
États-Unis – Essence	Rapport du Groupe spécial États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules, WT/DS2/R , adopté le 20 mai 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS2/AB/R
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS108/AB/RW , adopté le 29 janvier 2002
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport du Groupe spécial États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS108/RW , adopté le 29 janvier 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/RW
États-Unis – Incitations fiscales	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Incitations fiscales conditionnelles pour les aéronefs civils gros porteurs, WT/DS487/AB/R et Add.1, adopté le 22 septembre 2017
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris, WT/DS285/AB/R , adopté le 20 avril 2005, et Corr.1

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Jeux	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris</i> , WT/DS285/R , adopté le 20 avril 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS285/AB/R
États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures tarifaires visant certains produits en provenance de Chine</i> , WT/DS543/R et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 15 septembre 2020, appel formé le 26 octobre 2020
États-Unis – Produits en acier et en aluminium (Turquie)	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Certaines mesures visant les produits en acier et en aluminium</i> , WT/DS564/R , Add.1 et Suppl.1, distribué aux Membres de l'OMC le 9 décembre 2022, appel formé le 26 janvier 2023
États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro") – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS294/AB/RW et Corr.1, adopté le 11 juin 2009
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction</i> , WT/DS322/R , adopté le 23 janvier 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS322/AB/R
États-Unis – Thon II (Mexique) (article 21:5 – Mexique)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon – Recours du Mexique à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS381/AB/RW et Add.1, adopté le 3 décembre 2015
États-Unis – Volaille (Chine)	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine</i> , WT/DS392/R , adopté le 25 octobre 2010
Inde – Automobiles	Rapport du Groupe spécial <i>Inde – Mesures concernant le secteur automobile</i> , WT/DS146/R , WT/DS175/R , et Corr.1, adopté le 5 avril 2002
Inde – Cellules solaires	Rapport du Groupe spécial <i>Inde – Certaines mesures relatives aux cellules solaires et aux modules solaires</i> , WT/DS456/R et Add.1, adopté le 14 octobre 2016, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS456/AB/R
Inde – Cellules solaires	Rapport de l'Organe d'appel <i>Inde – Certaines mesures relatives aux cellules solaires et aux modules solaires</i> , WT/DS456/AB/R et Add.1, adopté le 14 octobre 2016
Inde – Sucre et canne à sucre	Rapports des Groupes spéciaux <i>Inde – Mesures concernant le sucre et la canne à sucre</i> , WT/DS580/R et Add.1 (Australie) / WT/DS579/R et Add.1 (Brésil) / WT/DS581/R et Add.1 (Guatemala), distribués aux Membres de l'OMC le 14 décembre 2021, appels formés le 24 décembre 2021
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial <i>Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile</i> , WT/DS54/R , WT/DS55/R , WT/DS59/R , WT/DS64/R , adopté le 23 juillet 1998
Indonésie – Matières premières	Rapport du Groupe spécial <i>Indonésie – Mesures relatives aux matières premières</i> , WT/DS592/R et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 30 novembre 2022, appel formé le 8 décembre 2022
Indonésie – Poulet (article 21:5 – Brésil)	Rapport du Groupe spécial <i>Indonésie – Mesures concernant l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS484/RW et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 10 novembre 2020, appel formé le 17 décembre 2020
Indonésie – Produits en fer ou en acier	Rapport du Groupe spécial <i>Indonésie – Mesure de sauvegarde concernant certains produits en fer ou en acier</i> , WT/DS490/R , WT/DS496/R , et Add.1, adopté le 27 août 2018, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS490/AB/R , WT/DS496/AB/R
Indonésie – Régimes de licences d'importation	Rapport du Groupe spécial <i>Indonésie – Importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale</i> , WT/DS477/R , WT/DS478/R , Add.1 et Corr.1, adopté le 22 novembre 2017, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS477/AB/R , WT/DS478/AB/R
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Taxes sur les boissons alcooliques</i> , WT/DS8/AB/R , WT/DS10/AB/R , WT/DS11/AB/R , adopté le 1 ^{er} novembre 1996
Japon – DRAM (Corée)	Rapport du Groupe spécial <i>Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée</i> , WT/DS336/R , adopté le 17 décembre 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS336/AB/R
Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)	Rapport du Groupe spécial <i>Japon – Mesures visant l'importation de pommes – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS245/RW , adopté le 20 juillet 2005
Mexique – Taxes sur les boissons sans alcool	Rapport du Groupe spécial <i>Mexique – Mesures fiscales concernant les boissons sans alcool et autres boissons</i> , WT/DS308/R , adopté le 24 mars 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS308/AB/R
Panama – Mesures à l'importation (Costa Rica)	Rapport du Groupe spécial <i>Panama – Mesures concernant l'importation de certains produits en provenance du Costa Rica</i> , WT/DS599/R et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 5 décembre 2024, appel formé le 24 janvier 2025

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Russie – Porcins (UE)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Fédération de Russie – Mesures visant l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres produits du porc en provenance de l'Union européenne</i> , WT/DS475/AB/R et Add.1, adopté le 21 mars 2017
<i>Thaïlande – Cigarettes (Philippines)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines</i> , WT/DS371/AB/R , adopté le 15 juillet 2011
<i>Thaïlande – Cigarettes (Philippines) (article 21:5 – Philippines II)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines – Deuxième recours des Philippines à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS371/RW2 et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 12 juillet 2019, appel formé le 9 septembre 2019
<i>Turquie – Droits additionnels (États-Unis)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Turquie – Droits additionnels visant certains produits en provenance des États-Unis</i> , WT/DS561/R et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 19 décembre 2023, appel formé le 26 janvier 2024
<i>Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)</i>	Rapport final du Groupe spécial remis aux parties dans le différend <i>Turquie – Certaines mesures concernant la production, l'importation et la commercialisation de produits pharmaceutiques</i> , annexé à la déclaration de recours à un arbitrage présentée par la Türkiye (WT/DS583/12 et Add.1)
<i>Turquie – Produits pharmaceutiques (UE) (article 25)</i>	Décision des Arbitres <i>Turquie – Certaines mesures concernant la production, l'importation et la commercialisation de produits pharmaceutiques – Arbitrage au titre de l'article 25 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS583/ARB25 et Add.1, 25 juillet 2022
<i>UE – Huile de palme (Indonésie)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Union européenne – Certaines mesures visant l'huile de palme et les biocarburants dérivés du palmier à huile</i> , WT/DS593/R et Add.1, adopté le 24 février 2025
<i>UE – Paquet législatif pour l'énergie</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Union européenne et ses États membres – Certaines mesures relatives au secteur de l'énergie</i> , WT/DS476/R et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 10 août 2018, appel formé le 21 septembre 2018
<i>UE et certains États membres – Huile de palme (Malaisie)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Union européenne et certains États membres – Certaines mesures visant l'huile de palme et les biocarburants dérivés du palmier à huile</i> , WT/DS600/R et Add.1, adopté le 26 avril 2024
<i>Ukraine – Nitrate d'ammonium</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Ukraine – Mesures antidumping visant le nitrate d'ammonium</i> , WT/DS493/AB/R et Add.1, adopté le 30 septembre 2019

PIÈCES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Pièce	Titre/Description
CHN-4	Loi publique n° 117-169, An Act To Provide for Reconciliation Pursuant to Title II of the S. Con. Res. 14 (16 août 2022) (Extraits)
CHN-5	Maison-Blanche, "Building a Clean Energy Economy: A Guidebook to the Inflation Reduction Act's Investments in Clean Energy and Climate Action" (janvier 2023, version 2) (Extraits)
CHN-17	Code de l'impôt (Extraits)
CHN-36	Administration fiscale des États-Unis, "Transfer of Certain Credits, Final Rule", 89 <i>Fed. Reg.</i> 34770 (30 avril 2024)
CHN-38	Administration fiscale des États-Unis, "Domestic Content Bonus Credit Guidance under Sections 45, 45Y, 48, and 48E" (12 mai 2023) (Avis 2023-38)
CHN-45	26 CFR, § 1.6418-1
CHN-48	Département du Trésor des États-Unis, "Treasury Department Releases Guidance to Boost American Clean Energy Manufacturing" (12 mai 2023)
CHN-49	Maison-Blanche, "FACT SHEET: One Year In, President Biden's Inflation Reduction Act is Driving Historic Climate Actions and Investing in America to Create Good Paying Jobs and Reduce Costs" (16 août 2023)
CHN-63	Pages de titre du sous-titre A et suivants
CHN-66	26 U.S.C., § 7701
CHN-73	Administration fiscale des États-Unis, "Publication 551: Basis of Assets" (18 février 2025)
CHN-74	Décret exécutif n° 14213, "Establishing the National Energy Dominance Council" (14 février 2025), 90 <i>Fed. Reg.</i> 33
CHN-75	Coral Davenport, "Biden Administration Raises Costs to Drill and Mine on Public Lands" (12 avril 2024) <i>The New York Times</i>
CHN-76	Institut d'études de l'environnement et de l'énergie, "Fact Sheet. Fossil Fuel Subsidies: A Closer Look at Tax Breaks and Societal Costs" (juillet 2019)
CHN-78	"Renewable Fuel Standard (RFS) Program: Standards for 2023-2025 and Other Changes" (12 July 2023), 88 <i>Fed. Reg.</i> 44,468
CHN-79	Département de l'agriculture des États-Unis, "Fact Sheet: Biorefinery, Renewable Chemical, and Biobased Product Manufacturing Assistance Program" (juin 2022)
CHN-80	Département de l'agriculture des États-Unis, "Fact Sheet: Advanced Biofuel Payment Program"
CHN-81	Département de l'énergie des États-Unis, "Bioenergy Technologies Office Funding Opportunities"
CHN-84	Décret exécutif n° 14179 "Removing Barriers to American Leadership in Artificial Intelligence", 90 <i>Fed. Reg.</i> 8741 (23 janvier 2025)
CHN-87	Département du commerce des États-Unis, "Biden-Harris Administration Announces CHIPS Incentives Award with SK Hynix to Advance U.S. Technological Leadership and Expand Capacity of Chips Crucial to the AI Supply Chain" (19 décembre 2024)
CHN-88	Stanford University: Human-Centered Artificial Intelligence Explainer, "What the CHIPS and Science Act means for Artificial Intelligence" (août 2022)
CHN-91	Maison-Blanche, "Fact Sheet: Two Years after the CHIPS and Science Act, Biden-Harris Administration Celebrates Historic Achievements in Bringing Semiconductor Supply Chains Home, Creating Jobs, Supporting Innovation, and Protecting National Security" (9 août 2024)
CHN-93	Département du commerce des États-Unis, "Remarks by U.S. Secretary of Commerce Gina Raimondo: Investing in Leading-Edge Technology: An Update on CHIPS Act Implementation" (26 février 2024)
CHN-116	Tripp Mickle, "Trump Has Made Himself Commander in Chief of the Chip Industry" (13 août 2025), <i>The New York Times</i>
CHN-117	Administration fiscale des États-Unis, "Elective Pay and Transferability Frequently Asked Questions: Elective Pay"
US-16	Loi sur la Commission fédérale du commerce, 15 U.S.C, article 45
US-17	Loi Sherman, 15 U.S.C., article premier
US-18	Restatement (Second) of Contracts § 205 (Duty of Good Faith and Fair Dealing)
US-19	Restatement (Second) of Torts § 766A
US-20	35 U.S.C., § 200 (Patents Policy and objective)
US-33	Maison-Blanche, America First Trade Policy Presidential Memorandum, 20 janvier 2025
US-34	Maison-Blanche, Defending American Companies and Innovators From Overseas Extortion and Unfair Fines and Penalties Presidential Memorandum, 21 février 2025
US-40	Déclaration des Ministres du commerce du G-7 (2023)
US-68	Fact Sheet: Biden-Harris Administration Takes Action to Strengthen American Solar Manufacturing and Protect Manufacturers and Workers from China's Unfair Trade Practices, 16 mai 2024
US-85	Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques, <i>Steel Exports, trade remedy actions and sources of excess capacity</i> (mai 2024)

Pièce	Titre/Description
US-86	Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques, <i>Impacts of global excess capacity on the health of the GFSEC steel industries</i> (mars 2024)
US-104	Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques, Global excess capacity and employment in steel and downstream activities (mars 2025)
US-111	Summary of the Energy Security and Climate Change Investments in the Inflation Reduction Act of 2022 (27 juillet 2022)
US-118	Département du Commerce des États-Unis, Remarks by U.S. Secretary of Commerce Gina Raimondo on the U.S. Competitiveness and the China Challenge (30 novembre 2022)
US-119	Département du Trésor des États-Unis, Remarks by Secretary of the Treasury Janet L. Yellen at Livent in Bessemer City, North Carolina (30 novembre 2023)
US-133	26 U.S.C., § 1012
US-136	26 U.S.C., § 1016
US-148	Communiqué de presse, Sen. Robert Casey (Pennsylvania), Casey Applauds Senate Passage of Inflation Reduction Act, Historic Bill to Lower Costs for Families and Tackle Climate Crisis (7 août 2022)
US-169	Loi publique n° 119-21, One Big Beautiful Bill Act
US-178	Loi publique n° 119-21, One Big Beautiful Bill Act (pièce révisée US-169)

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Abréviation	Description
Accord SMC	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires
Accord sur les MIC	Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce
Accord sur l'OMC	Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce
C.F.R.	U.S. Code of Federal Regulations
CII	crédits d'impôt pour investissement
CIP	crédits d'impôt à la production
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
IRA	Loi sur la réduction de l'inflation
IRS	Administration fiscale des États-Unis
Mémoire d'accord	Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
OBBA	U.S. One Big Beautiful Bill Act, promulguée le 4 juillet 2025
ORD	Organe de règlement des différends
U.S.C.	United States Code

1 INTRODUCTION

1.1 Plainte de la Chine

1.1. Le 26 mars 2024, la Chine a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), à l'article 8 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC) et aux articles 4 et 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) au sujet des mesures et allégations présentées plus loin.¹

1.2. Les consultations ont eu lieu le 7 mai 2024.

1.2 Établissement et composition du Groupe spécial

1.3. Le 15 juillet 2024, la Chine a demandé, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, l'établissement d'un groupe spécial doté du mandat type.² À sa réunion du 23 septembre 2024, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial, comme la Chine l'avait demandé dans le document WT/DS623/3, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord.³

1.4. Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par la Chine dans le document WT/DS623/3; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.⁴

1.5. Le 10 décembre 2024, la Chine a demandé à la Directrice générale de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément à l'article 8:7 du Mémorandum d'accord. En conséquence, le 19 décembre 2024, la Directrice générale a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Présidente: Mme Athalia Lesiba MOLOKOMME

Membres: Mme Elaine FELDMAN
Mme Amina MOHAMED

1.6. L'Argentine; l'Australie; le Brésil; le Canada; la Colombie; les Émirats arabes unis; l'Équateur; la Fédération de Russie; Hong Kong, Chine; l'Indonésie; Israël; le Japon; la Malaisie; le Mexique; la Norvège; la République bolivarienne du Venezuela; la République de Corée; le Royaume-Uni; Singapour; la Suisse; la Thaïlande; la Türkiye; l'Union européenne; et le Viet Nam ont notifié leur intérêt pour la participation aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.3 Travaux du Groupe spécial

1.7. Après avoir consulté les parties, le Groupe spécial a adopté ses procédures de travail⁵ et son calendrier le 20 janvier 2025.

1.8. Le Groupe spécial a tenu une première réunion de fond avec les parties les 6 et 7 mai 2025. Une séance avec les tierces parties a eu lieu le 7 mai 2025. Le Groupe spécial a tenu une deuxième réunion de fond avec les parties les 26 et 27 août 2025. Le 20 octobre 2025, il a remis la partie

¹ Demande de consultations présentée par la Chine, WT/DS623/1, G/L/1526 G/TRIMS/D/47, G/SCM/D137/1 (demande de consultations de la Chine).

² Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, WT/DS623/3 (demande d'établissement d'un groupe spécial de la Chine).

³ ORD, compte rendu de la réunion tenue le 23 septembre 2024, WT/DSB/M/493, paragraphe 3.9.

⁴ Note relative à la constitution du Groupe spécial, WT/DS623/4.

⁵ Procédures de travail du Groupe spécial (annexe A-1).

descriptive de son rapport aux parties. Il a remis son rapport intérimaire aux parties le 17 novembre 2025. Il a remis son rapport final aux parties le 19 décembre 2025.

2 ASPECTS FACTUELS

2.1 Introduction

2.1. La Loi sur la réduction de l'inflation⁶ (IRA) est une loi adoptée par le Congrès des États-Unis qui a été promulguée le 16 août 2022. Le Titre I, sous-titre D (Sécurité de l'énergie) de l'IRA a modifié le Code de l'impôt, la principale source de législation fiscale fédérale des États-Unis, en créant et en modifiant un certain nombre de crédits d'impôt concernant l'adoption de véhicules propres, la production d'énergies renouvelables et les investissements dans ces énergies. Les allégations de la Chine dans le présent différend visent "certaines subventions accordées au titre de l'IRA qui sont subordonnées, d'une manière ou d'une autre, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés ou qui établissent autrement une discrimination à l'égard des produits d'origine chinoise".⁷

2.2. Plus spécifiquement, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine conteste deux séries de mesures. La première est le crédit d'impôt pour les véhicules propres. Les allégations de la Chine contre le crédit d'impôt pour les véhicules propres visent certaines conditions d'admissibilité que les véhicules électriques doivent remplir pour pouvoir bénéficier du crédit d'impôt. La deuxième série de mesures couvre les crédits d'impôt pour investissement (CII) et les crédits d'impôt à la production (CIP) pour l'électricité propre. Comme expliqué plus en détail ci-après, les allégations de la Chine contre les CII et les CIP visent les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux qui y sont associés.

2.2 Suppression par les États-Unis du crédit d'impôt pour les véhicules propres et retrait par la Chine de ses allégations contre cette mesure

2.3. Telle que promulguée, l'IRA prévoyait que le crédit d'impôt serait disponible pour les véhicules propres neufs mis en service jusqu'au 31 décembre 2032. Toutefois, la One Big Beautiful Bill Act (OBABA), promulguée le 4 juillet 2025, a mis fin au crédit d'impôt pour les véhicules propres pour les véhicules électriques achetés après le 30 septembre 2025.⁸

2.4. Dans le contexte de ses observations sur les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion, déposées le 3 octobre 2025, la Chine a indiqué qu'elle retirait ses allégations contre le crédit d'impôt pour les véhicules propres. Spécifiquement, elle a expliqué ce qui suit:

Comme les parties l'ont indiqué à la deuxième réunion de fond, et comme le Groupe spécial le sait, le crédit pour les véhicules propres a été supprimé le 30 septembre 2025 à la suite de la One Big Beautiful Bill Act (OBABA). Comme cette suppression a maintenant pris effet, la Chine considère qu'il n'est plus nécessaire que le Groupe spécial formule des constatations ou des recommandations en ce qui concerne cette mesure. Elle retire donc ses allégations au titre des articles I:1 et III:4 du GATT de 1994, de l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les MIC, et de l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC en ce qui concerne le crédit pour les véhicules propres, et demande que le Groupe spécial s'abstienne de formuler des constatations ou des recommandations concernant ces allégations.⁹

2.5. Dans leurs observations suivantes, déposées le 10 octobre 2025, les États-Unis ont indiqué que le retrait par la Chine de ses allégations contre le crédit d'impôt pour les véhicules propres signifie que la Chine a effectivement retiré la question concernant le crédit d'impôt pour les véhicules propres de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a adressée à l'ORD.¹⁰ Selon eux,

⁶ Public Law 117-169, An Act To Provide for Reconciliation Pursuant to Title II of the S. Con. Res. 14 (16 August 2022) (pièce CHN-4).

⁷ Chine, demande d'établissement d'un groupe spécial, paragraphe 6.

⁸ Public Law 119-21, One Big Beautiful Bill Act (pièce US-169 révisée) (pièce US-178).

⁹ Chine, observations sur les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphe 1.

¹⁰ Observations additionnelles des États-Unis du 10 octobre 2025, paragraphe 1.

puisque la Chine a retiré le crédit d'impôt pour les véhicules propres de la question portée devant l'ORD, ce crédit est désormais exclu du mandat du Groupe spécial et ce dernier n'est plus autorisé à formuler des constatations et des recommandations sur ces allégations.¹¹

2.6. Compte tenu du retrait des allégations de la Chine et de sa demande visant à ce que le Groupe spécial s'abstienne de formuler des constatations ou des recommandations concernant ses allégations contre le crédit d'impôt pour les véhicules propres, la présente partie descriptive du rapport se centre sur les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP et nos constatations figurant dans la section 7 du présent rapport se limitent aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP.

2.7. L'OBBBA modifie aussi certains aspects des critères d'admissibilité au bénéfice des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP. Toutefois, aucune des deux parties ne considère que ces modifications devraient avoir une incidence sur l'évaluation par le Groupe spécial de la question dont il est saisi.¹² Nos constatations figurant dans la section 7 du présent rapport se limitent donc aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP tels qu'ils existaient avant les modifications introduites par l'OBBBA.¹³

2.3 Crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP

2.8. La Chine conteste certains aspects des crédits d'impôt pour investissement (CII) et des crédits d'impôt à la production (CIP) pour l'électricité propre. Nous appelons ces aspects les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP.¹⁴ Nous notons que certains organismes gouvernementaux des États-Unis ont publié des règlements d'application et/ou d'autres documents d'orientation concernant les aspects contestés des CII et des CIP qui figurent dans le Code des États-Unis. En particulier, le 12 mai 2023, l'IRS a publié la "Directive concernant le crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux au titre des articles 45, 45Y, 48 et 48E", qui présente des éléments d'orientation proposés applicables de la même manière aux quatre CII et CIP examinés ci-après.¹⁵

2.9. Les CII incitent à démarrer le développement de nouveaux projets relatifs aux énergies renouvelables (par exemple les parcs solaires) en accordant des crédits d'impôt qui réduisent les coûts initiaux de l'investissement dans ces installations. L'IRA a étendu l'application du CII préexistant (codifié dans 26 U.S.C., article 48) et a introduit un nouveau crédit d'impôt pour investissement destiné à l'électricité propre (codifié dans 26 U.S.C., article 48E). Le CII préexistant codifié dans 26 U.S.C., article 48 s'applique à des "biens liés à l'énergie" définis comme couvrant divers projets relatifs aux énergies renouvelables dont la construction a commencé avant le 1^{er} janvier 2025 (avec quelques exceptions).¹⁶ Le nouveau CII pour l'électricité propre s'applique aux "installations remplissant les conditions requises" définies comme étant celles qui produisent de

¹¹ Observations additionnelles des États-Unis du 10 octobre 2025, paragraphe 3.

¹² Réponses des parties à la question n° 29 du Groupe spécial.

¹³ Nous notons que les modifications de l'OBBBA ont pu entraîner la renumérotation de certaines dispositions citées ici.

¹⁴ Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine dénomme collectivement les CII et les CIP les "crédits d'impôt pour les énergies renouvelables"; dans sa première communication écrite, elle les dénomme collectivement les "programmes CII/CIP". Dans leur première communication écrite, les États-Unis appellent ces crédits les "CII/CIP relatifs aux énergies renouvelables". Les allégations de la Chine visent ce qu'elle appelle tantôt les "crédits d'impôt supplémentaires" tantôt les "crédits supplémentaires". Dans leur première communication écrite, les États-Unis parlent de "crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux". Nous trouvons que la dénomination des États-Unis est utile parce qu'elle distingue les crédits supplémentaires en cause de certains autres "crédits d'impôt supplémentaires" majorant les CII/CIP, y compris le crédit d'impôt supplémentaire pour les "communautés énergétiques", qui ne sont pas en cause dans le présent différend. En outre, cette dénomination correspond à celle qui est utilisée dans les règlements d'application des États-Unis, qui font aussi référence aux "crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux". (Voir Internal Revenue Service, Domestic Content Bonus Credit Guidance under Sections 45, 45Y, 48, and 48E (12 May 2023) (Notice 2023-38) (pièce CHN-38).) Nous appelons donc les aspects contestés des mesures les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP, ce qui désigne les CII et les CIP auxquels s'ajoutent les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux.

¹⁵ US Internal Revenue Service, "Domestic Content Bonus Credit Guidance under Sections 45, 45Y, 48, and 48E" (12 May 2023) (Notice 2023-38) (pièce CHN-38).

¹⁶ 26 U.S.C., article 48 a) 1) à 3) et 48 c) (pièce CHN-17).

l'électricité, ont prévu des taux d'émissions de gaz à effet de serre nuls et ont été mises en service après le 31 décembre 2024; il s'applique également aux "technologies de stockage de l'énergie".¹⁷

2.10. Les CIP incitent à produire de l'électricité renouvelable en continu en offrant aux installations remplissant les conditions requises des crédits d'impôt portant généralement sur les 10 premières années d'exploitation. L'IRA a étendu l'application du CIP préexistant, codifié dans 26 U.S.C., article 45, et, d'une manière générale, applicable à l'électricité fournie par des installations dont la construction a commencé avant 2025, et a introduit un nouveau CIP, codifié dans 26 U.S.C., article 45Y, applicable aux installations de production d'électricité mises en service après le 31 décembre 2024. Le CIP préexistant s'appliquait à l'électricité produite à partir de "ressources énergétiques remplissant les conditions requises" et "dans une installation remplissant les conditions requises", et il définissait les "installations remplissant les conditions requises" comme couvrant différents produits liés aux énergies renouvelables.¹⁸ Le nouveau CIP pour l'électricité propre définit une "installation remplissant les conditions requises", d'une manière générale, comme une installation mise en service après le 31 décembre 2024 qui produit de l'électricité à émission de gaz à effet de serre nulle.¹⁹

2.11. Le montant des crédits d'impôt accordés au titre des CII/CIP varie en fonction des circonstances et il existe également des parts additionnelles de crédit d'impôt "supplémentaire". En gros, il existe un taux "de base" pour les projets remplissant les conditions requises. Pour les CII, ce taux de base représente généralement 6% du coût de construction de l'installation d'énergie propre.²⁰ Pour les CIP, le taux de base est de 0,3 cent par kWh d'électricité produite par l'installation d'énergie propre.²¹ Ces taux de base peuvent être multipliés par cinq (ce qui donne 30% pour les CII et 1,5 cent/kWh pour les CIP) lorsqu'un projet remplit certaines prescriptions en matière de "salaire pratiqué et d'apprentissage", sous réserve d'exceptions limitées.²²

2.12. Dans le présent différend, la Chine conteste les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP. Nous parlons des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux au pluriel parce que la nature et la méthode du crédit diffèrent entre les CII et les CIP. En gros, ils fonctionnent comme suit: a) dans le contexte des CII, le crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux représente jusqu'à 10 points de pourcentage supplémentaires sur le total des frais d'équipement remplissant les conditions requises pour la construction de l'installation d'énergie propre; b) dans le contexte des CIP, le crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux est le CIP qui, autrement, serait applicable, majoré de 10%.²³

2.13. Ainsi, dans les deux cas, le crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux équivaut, au fond, à une augmentation supplémentaire de 10% du montant du crédit d'impôt qui, autrement, serait disponible.²⁴ Les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII et les CIP sont subordonnés au respect de deux prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux. Toutes deux doivent être respectées, et les mêmes prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux s'appliquent à tous les CII et CIP:

- a. La première prescription relative à la teneur en éléments nationaux est la prescription concernant l'acier et le fer. Un projet doit utiliser 100% d'acier et de fer nationaux pour autant que les matériaux de construction soient principalement en acier ou en fer et

¹⁷ 26 U.S.C., article 48E a) et b) 3) (pièce CHN-17).

¹⁸ 26 U.S.C., article 45 d) (pièce CHN-17).

¹⁹ 26 U.S.C., article 45Y b) 1) A) (pièce CHN-17).

²⁰ Voir l'article 48 a) 2) A) i) et 48E a) 2) A) i). Les CII calculent le montant du crédit par référence à la "base" de l'installation concernée, avec quelques exceptions. 26 U.S.C., article 48 a) 1), 48E b) 1), et 48E c) 1). La "base" est le montant d'un investissement fait dans un bien aux fins de la fiscalité. Elle représente généralement le coût du bien et peut faire l'objet d'ajustements. Voir US Internal Revenue Service, "Publication 551: Basis of Assets" (18 February 2025) (pièce CHN-73); 26 U.S.C., articles 1012 a) (pièce US-133) et 1016 (pièce US-136).

²¹ Voir 26 U.S.C., article 45 a) et 45Y a). Les CII et les CIP ont limité leur disponibilité simultanée. 26 U.S.C., articles 48 a) 3), 48E b) 3) C), et 45Y b) 1) E).

²² Voir 26 U.S.C., article 48 a) 9) B), 10) A), et 11) (pièce CHN-17).

²³ Voir, plus loin, le paragraphe 2.14 et la note de bas de page y relative.

²⁴ Les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux augmentent la valeur des CII de "points de pourcentage", ce qui est cohérent avec le fait que le taux de base des CII est lui-même un *pourcentage* (à savoir généralement 6% de l'investissement). Les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux augmentent la valeur des CIP d'un certain "pourcentage", ce qui est cohérent avec le fait que la valeur de base des CIP est un *montant en dollars absolu* (à savoir généralement 0,3 cent par kWh).

qu'ils soient de nature structurelle. Cela pourrait comprendre, dans le cas d'un parc solaire, la structure de montage des modules en acier ou les barres d'armature en acier ou en fer de la fondation. Dans le cas d'une turbine éolienne sur terre ou en mer, cela pourrait comprendre la tour et les barres d'armature en acier ou en fer de la fondation.²⁵

- b. La deuxième prescription relative à la teneur en éléments nationaux est la prescription concernant les produits fabriqués. Un pourcentage précis des produits fabriqués qui sont incorporés dans une installation de production d'électricité (par exemple des panneaux solaires ou des lames d'éoliennes) doivent être extraits, produits ou fabriqués aux États-Unis. Le seuil en pourcentage est de 40% pour les projets dont la construction a commencé avant 2025 et augmente de 5 points de pourcentage par an jusqu'à 55% pour les projets dont la construction commencera en 2027 et au-delà. Pour les installations éoliennes en mer, le barème commence à 20% et passe à 55% pour les projets de construction commençant après 2027.²⁶

2.14. Les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP, ainsi que les prescriptions concernant l'acier et le fer, et concernant les produits fabriqués qui y sont associées, apparaissent dans de nombreuses dispositions légales qui renvoient à d'autres dispositions.²⁷ La nature des prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux (c'est-à-dire la prescription concernant l'acier et le fer et la prescription concernant les produits fabriqués) est la même pour chacun des CII et des CIP.

2.15. Les CII et les CIP pour les énergies renouvelables sont des crédits d'impôt fédéral sur le revenu qui sont présentés comme des "crédits commerciaux généraux" au titre de 26 U.S.C., article 38.²⁸ L'article 38 dispose que ces crédits "ser[ont] autorisé[s] en tant que crédit[s] contre l'impôt imposé par le présent chapitre pour l'exercice fiscal".²⁹ Les crédits réduisent donc l'impôt fédéral total sur le revenu exigible d'un contribuable. Si le crédit est supérieur à l'impôt auquel le contribuable est assujéti, celui-ci peut généralement reporter le crédit non utilisé sur l'année précédente ou sur les 20 années suivantes, au maximum, pour compenser les impôts d'autres années.³⁰ Outre l'option par défaut consistant à traiter les CII/CIP comme des crédits d'impôt, deux autres options permettent d'obtenir les avantages prévus dans les CII et les CIP: a) l'option du

²⁵ Voir les articles 45 b) 9) B) ii), 45Y g) 11) B) ii), 48 a) 12) B), et 48E a) 3) B); et US Internal Revenue Service, "Domestic Content Bonus Credit Guidance under Sections 45, 45Y, 48, and 48E" (12 May 2023) (Notice 2023-38), section 3.02 (pièce CHN-38).

²⁶ Voir les articles 45 b) 9) B) iii), 45 b) 9) C), 45Y g) 11) B) iii), 45Y g) 11) C), 48 a) 12) B), et 48E a) 3) B). L'article 48E a) 3) b) exigeait auparavant au moins 40% de produits fabriqués dans le pays. L'article 70513 de l'OBBA confirme que ce pourcentage progresse de la même manière que l'article 45Y. (États-Unis, réponse à la question n° 29 b) du Groupe spécial, paragraphe 9; Chine, réponse à la question n° 29 b) du Groupe spécial, note de bas de page 3)

²⁷ Spécifiquement, le CII préexistant dispose que les niveaux de base en pourcentage peuvent être majorés du "montant d'un crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux", qui est soit de 10 points de pourcentage, soit de 2, selon que certaines autres conditions sont remplies. (Article 48 a) 12)) Pour ce qui est des prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux proprement dites, l'article renvoie au CIP préexistant. (Article 48 a) 12) B) ("Des règles semblables à celles de l'article 45 b) 9) B) s'appliqueront.") Le CIP préexistant comprend un article intitulé "Montant d'un crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux" (article 45 b) 9)), qui énonce la prescription concernant l'acier et le fer et la prescription concernant les produits fabriqués, et qui indique l'augmentation de la valeur du crédit applicable si ces prescriptions sont respectées. Le nouveau CII contient une disposition intitulée "Teneur en éléments nationaux" et indique que des règles semblables à celles du CII préexistant, susmentionnées dans la présente note de bas de page, s'appliquent à ce crédit. (Article 48E a) 3) B) ("Des règles semblables à celles de l'article 48 a) 12) s'appliqueront.") Le nouveau CIP contient un article intitulé "Montant d'un crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux" (article 45Y g) 11)) qui reprend, entre autres choses, la prescription concernant l'acier et le fer et la prescription concernant les produits fabriqués. Il indique également l'augmentation de la valeur du crédit applicable si ces prescriptions sont respectées.

²⁸ 26 U.S.C., article 45 a) (faisant référence au crédit comme étant "[a]ux fins de l'article 38"); article 45Y a) (identique); article 48 a) (faisant référence au crédit comme étant "[a]ux fins de l'article 46"); article 48E a) (identique); article 46 2) (faisant référence au "crédit d'énergie" au titre de l'article 48 a), "[a]ux fins de l'article 38"); l'article 38 b) 1) (faisant référence au crédit au titre de l'article 46, c'est-à-dire les articles 48 et 48E); l'article 38 b) 8) (faisant référence au crédit au titre de l'article 45 a)); la note de bas de page 1 et la note d'accompagnement de l'article 38 b) 41) (faisant référence au crédit au titre de l'article 45Y); IRA, article 13702 b) 1) C) (pièce CHN-4) (ajoutant un sous-paragraphe 7 à 26 U.S.C., article 46 qui fait référence au crédit pour investissement destiné à l'électricité propre, qui sera alors également "[a]ux fins de l'article 38").

²⁹ Voir 26 U.S.C., article 38 a) (pièce CHN-17).

³⁰ Voir 26 U.S.C., article 39 a) (pièce CHN-17).

"versement direct" permet à certaines entités (en particulier les entités exonérées d'impôt) de traiter ces crédits d'impôt comme des versements d'impôt remboursables, auquel cas elles peuvent recevoir un versement direct de l'IRS pour tout montant versé en dépassement de l'impôt auquel elles sont assujetties³¹; et b) l'option de "transfert" permet aux contribuables admissibles de transférer la totalité ou une fraction du CII et du CIP à une partie non liée en vue d'un paiement en espèces.³² Ainsi, même si nous appelons les mesures des *crédits* supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP, nous savons qu'elles peuvent être structurées de telle manière qu'elles pourraient être décrites autrement que comme des *crédits* d'impôt.

3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

3.1. La Chine allègue que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec les dispositions ci-après des Accords visés:

- a. L'article III:4 du GATT de 1994, parce que, en subordonnant l'admissibilité au bénéfice de montants de subventions supplémentaires à la condition que des produits originaires des États-Unis soient utilisés, les États-Unis ne soumettent pas les produits d'origine chinoise à un traitement non moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne les lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des produits visés sur le marché intérieur.
- b. L'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, parce que les conditions sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises qui sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.
- c. L'article 2:2 de l'Accord sur les MIC, parce que les conditions sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises auxquelles il est nécessaire de se conformer pour obtenir un avantage, et qui prescrivent qu'une entreprise achète ou utilise des produits originaires des États-Unis ou provenant de toute source des États-Unis, telles que prévues au paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC.
- d. L'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, parce que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

3.2. La Chine demande que le Groupe spécial recommande que les États-Unis rendent les mesures contestées conformes à leurs obligations dans le cadre des Accords de l'OMC visés. En ce qui

³¹ Voir 26 U.S.C., article 6417 a), b) 2), b) 8), b) 10), et b) 12) (pièce CHN-17) (autorisant ce traitement pour les quatre CII/CIP). L'entité qui a choisi cette option est alors considérée comme ayant acquitté un impôt d'un montant égal au crédit. (26 U.S.C., article 6417 a)) (pièce CHN-17).

³² Voir 26 U.S.C., articles 6418 a), 6418 f) 1) A) ii), 6418 f) 1) A) vii), 6418 f) 1) A) ix), 6418 f) 1) A) xi) (pièce CHN-17) (autorisant le transfert des quatre CII/CIP); 26 CFR, article 1.6418-1 c) 1) et 2) (pièce CHN-45) (qui définit le "crédit admissible" comme le crédit décrit à l'alinéa c) 2), c'est-à-dire par rapport à un "bien ayant un crédit admissible" et qui inclut des montants supplémentaires décrits au paragraphe c) 3)), c) 2) ii) (faisant référence au crédit au titre de l'article 45 a)), c) 2) vii) (faisant référence au crédit au titre de l'article 45Y a)), c) 2) ix) (faisant référence au crédit au titre de l'article 48), c) 2) xi) (faisant référence au crédit au titre de l'article 48E), c) 3) ii) (faisant référence, entre autres choses, au crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux au titre de l'article 45), c) 3) vi) (faisant référence, entre autres choses, au crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux au titre de l'article 45Y), c) 3) viii) (faisant référence, entre autres choses, au crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux au titre de l'article 48), c) 3) x) (faisant référence au crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux au titre de l'article 48E), d) 2), d) 7), d) 9) et d) 11) (pièce CHN-45) (définissant comme "biens ayant un crédit admissible" les installations visées aux articles 45, 45Y, 48 et 48E, respectivement). Le "crédit admissible" peut donc être transféré à un autre contribuable. (Voir 26 C.F.R., article 1.6418-1 a).) Le bénéficiaire du transfert est alors autorisé à réclamer les crédits transférés sur sa déclaration d'impôt. (Voir 26 U.S.C., article 6418 a).) Les versements en espèces du bénéficiaire du transfert à la personne qui effectue le transfert ne sont pas inclus dans le revenu brut du contribuable admissible et ne sont pas déductibles par des contribuables non liés. (Voir 26 U.S.C., article 6418 b) 1) à 3) (pièce CHN-17).) Voir aussi US Internal Revenue Service, "Transfer of Certain Credits, Final Rule", 89 Federal Register 34770 (30 April 2024) (pièce CHN-36).

concerne les subventions prohibées alléguées, elle demande que le Groupe spécial recommande que les États-Unis les retirent sans retard, comme le prévoit l'article 4.7 de l'Accord SMC.³³

3.3. Les États-Unis ne contestent pas que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec les dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les MIC mentionnées par la Chine, et ils ne contestent pas que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'Accord SMC. Toutefois, ils demandent au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations de la Chine contre les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP, au motif qu'ils sont justifiés au titre de l'article XX a) du GATT de 1994 en tant que mesures nécessaires à la protection de la moralité publique. Les États-Unis invoquent l'exception générale prévue à l'article XX a) en ce qui concerne les allégations de la Chine au titre du GATT de 1994, de l'Accord sur les MIC et de l'Accord SMC.

4 ARGUMENTS DES PARTIES

4.1. Les arguments des parties sont exposés dans les résumés analytiques qu'elles ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 23 des procédures de travail adoptées par le Groupe spécial (voir les annexes B-1 et B-2).

5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1. Les arguments de l'Argentine, du Brésil, du Canada, de l'Union européenne, de l'Indonésie, du Japon, de la Norvège, de la Fédération de Russie, de Singapour et de la Suisse sont exposés dans les résumés analytiques qu'ils ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 26 des procédures de travail adoptées par celui-ci (voir les annexes C-1 à C-10). L'Australie; la Colombie; les Émirats arabes unis; l'Équateur; Hong Kong, Chine; Israël; la Malaisie; le Mexique; la République bolivarienne du Venezuela; la République de Corée; le Royaume-Uni; la Thaïlande; la Türkiye; et le Viet Nam n'ont pas présenté d'arguments écrits ou oraux au Groupe spécial.

6 RÉEXAMEN INTÉrimAIRE

6.1 Introduction

6.1. Le 17 novembre 2025, le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties.

6.2. Le 1^{er} décembre 2025, la Chine et les États-Unis ont chacun demandé par écrit que le Groupe spécial réexamine des aspects précis du rapport intérimaire. Dans leur demande de réexamen du 1^{er} décembre, les États-Unis ont indiqué qu'ils "demand[aient] la tenue d'une réunion consacrée au réexamen intérimaire si cela pouvait être utile pour l'examen par le Groupe spécial des questions indiquées dans les observations écrites, y compris en ce qui concerne les demandes des États-Unis visant à ce que le Groupe spécial réexamine ou examine de manière plus approfondie certaines interprétations et conclusions juridiques formulées dans le rapport intérimaire".³⁴

6.3. Le 3 décembre 2025, le Groupe spécial a transmis aux parties une communication dans laquelle il prenait note de la proposition des États-Unis de tenir une réunion consacrée au réexamen intérimaire et informait les parties qu'il ne jugeait pas utile de prévoir une telle réunion pour examiner les questions soulevées dans les observations écrites.

6.4. Le 8 décembre 2025, les parties ont chacune communiqué des observations écrites sur les demandes de réexamen de l'autre partie.

6.5. Le 9 décembre 2025, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial l'autorisation de déposer des observations à titre de réfutation pour répondre à l'affirmation faite par la Chine, dans ses

³³ Chine, première communication écrite, paragraphe 174.

³⁴ Voir Demande des États-Unis visant le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 9. Voir aussi la lettre d'accompagnement.

observations sur les demandes de réexamen des États-Unis, selon laquelle bon nombre de leurs demandes sortaient du champ approprié du réexamen intérimaire.

6.6. Le 12 décembre 2025, le Groupe spécial a rejeté la demande des États-Unis concernant le dépôt de contre-arguments sur le champ du réexamen intérimaire. Il a indiqué qu'il exposerait ses raisons plus en détail, si nécessaire, dans le contexte de la section 6 de son rapport. Nous le faisons plus loin dans la **section 6.2**.

6.7. Conformément à l'article 15:3 du Mémoire d'accord, la présente section du rapport expose la réponse du Groupe spécial aux demandes présentées par les parties durant la phase de réexamen intérimaire.

6.8. Outre les modifications de fond demandées qui sont exposées plus loin, diverses corrections ou améliorations matérielles, typographiques, ou rédactionnelles mineures, ont été apportées au rapport, y compris mais pas seulement celles qui ont été suggérées par les parties dans le contexte de leurs observations sur le rapport intérimaire. Par souci de concision, nous nous abstenons d'énumérer ou d'exposer ici ces révisions.

6.9. Après avoir examiné certaines questions générales soulevées par les observations des parties, nous examinerons toutes les observations de fond formulées l'une après l'autre et suivant l'ordre des paragraphes (et des notes de bas de page) auxquels ces demandes se rapportent.

6.10. Sauf indication contraire, les numéros de paragraphes et de notes de bas de page mentionnés dans l'exposé qui suit correspondent à ceux du rapport intérimaire.

6.2 Pouvoir d'un groupe spécial de réexaminer une conclusion juridique

6.11. Les États-Unis commencent leurs observations sur le rapport intérimaire en avançant des arguments destinés à montrer que le texte de l'article 15 du Mémoire d'accord établit qu'une partie peut demander à ce que le groupe spécial réexamine et reconsidère ses constatations et conclusions factuelles et juridiques au cours du processus de réexamen intérimaire. Ils présentent ensuite leurs observations spécifiques dans chaque section paragraphe par paragraphe et en faisant référence aux notes de bas de page le cas échéant. Plusieurs de ces observations comprennent des demandes visant à ce que le Groupe spécial réexamine certains éléments de preuve versés au dossier, reconsidère certains aspects de son évaluation juridique et reconsidère ses conclusions juridiques selon lesquelles la prescription concernant l'acier et le fer et la prescription concernant les produits fabriqués ne sont pas conçues pour protéger la moralité publique des États-Unis.

6.12. Dans ses observations sur les observations des États-Unis, la Chine note que, dans un grand nombre de cas, les demandes des États-Unis invitent le Groupe spécial à reconsidérer et à réviser ses conclusions sur des questions de fait et de droit. Elle dit que le processus de réexamen intérimaire prévu à l'article 15:2 du Mémoire d'accord vise à permettre aux parties d'indiquer des erreurs spécifiques dans les sections descriptives ou dans le raisonnement du Groupe spécial et de demander des éclaircissements concernant des aspects du rapport. Cependant, selon elle, le processus ne donne pas aux parties la possibilité de faire à nouveau valoir des positions qui ont déjà fait l'objet d'un exposé, d'un examen et d'une décision détaillés.³⁵ Elle affirme que bon nombre des demandes des États-Unis sortent du champ approprié du réexamen intérimaire et devraient être rejetées.

6.13. Nous n'estimons pas que l'une quelconque des observations formulées par les États-Unis dans le présent différend sorte du champ approprié du réexamen intérimaire. Premièrement, nous notons que chacune des observations des États-Unis concerne des aspects spécifiques du raisonnement du Groupe spécial et/ou des aspects spécifiques de l'évaluation des éléments de preuve faite par le

³⁵ La Chine fait référence au rapport du Groupe spécial *Panama – Mesures à l'importation (Costa Rica)*, paragraphe 6.23 (qui fait référence au rapport du Groupe spécial *Indonésie – Poulet (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 6.43 (qui fait référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259; et aux rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26; *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 6.106; *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcs*, paragraphes 6.6 et 6.7; *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7; et *UE – Paquet législatif pour l'énergie*, paragraphe 6.3)).

Groupe spécial dans un ou plusieurs paragraphes du rapport identifiés. De ce point de vue, chacune des observations des États-Unis satisfait à la prescription liminaire minimale voulant qu'elle se rapporte à des "aspects précis" du rapport. Deuxièmement, bien que nous comprenions que la phase de réexamen intérimaire n'est pas le moment de "présenter à nouveau" des arguments concernant des questions ou de "revenir sur" ces questions³⁶, d'une manière qui obligerait les groupes spéciaux à "défendre leurs constatations et leurs conclusions"³⁷, il ne s'ensuit pas qu'un groupe spécial devrait "exclure *a priori* de [sa] considération telle ou telle demande de réexamen formulée par l'une ou l'autre partie au seul motif qu'elle solliciterait [de sa part] qu'il reconsidère certaines de ses déterminations".³⁸ Nous notons que, dans certains cas, des groupes spéciaux antérieurs ont modifié leur approche de certaines questions de fond, y compris leurs conclusions concernant certaines allégations, compte tenu des observations présentées par les parties dans le cadre du réexamen intérimaire.³⁹ Par conséquent, nous ne refusons d'examiner aucune observation des États-Unis au motif qu'elle risque de nous amener à réexaminer et à reconsidérer nos constatations et conclusions factuelles et juridiques.

6.3 Demandes visant à ce que les arguments des parties soient résumés de manière plus exacte ou détaillée

6.14. La Chine observe que, dans un grand nombre de cas, les demandes des États-Unis visent à ce que le Groupe spécial incorpore dans le corps du rapport des détails supplémentaires concernant les arguments qu'ils ont avancés à l'appui de leurs moyens de défense inopérants. Il s'agit notamment des demandes des États-Unis se rapportant aux paragraphes 7.94, 7.130 et 7.132, et de leur demande "subsidaire" se rapportant à un "nouveau" paragraphe 7.115. De l'avis de la Chine, aucune de ces demandes ne devrait être acceptée par le Groupe spécial. La Chine rappelle que les arguments des États-Unis concernant ces questions sont inclus dans leur résumé analytique intégré, qui sera annexé au rapport du Groupe spécial, et que, pour cette raison, il n'est ni approprié ni nécessaire que le Groupe spécial résume la totalité des éléments de preuve et des arguments des parties dans le corps de son rapport.⁴⁰ Elle pense que le Groupe spécial a résumé les positions des parties de manière suffisamment détaillée dans les paragraphes indiqués par les États-Unis.

6.15. Nous notons que certaines des observations des États-Unis visent à ce que nous fournissions des résumés ou des explications plus détaillés de leurs arguments. Nous examinons de telles demandes individuellement. Toutefois, tout d'abord, à titre d'observation générale, nous notons que nous nous attacherons à corriger toute inexactitude dans la façon dont les arguments des parties sont résumés. En outre, nous nous efforcerons de répondre à toute demande d'ajustement du libellé des résumés existants des arguments qui visera à rendre compte plus précisément et/ou pleinement des arguments avancés sur le point résumé. Cependant, nous nous sommes généralement abstenus d'insérer beaucoup de texte nouveau, y compris des paragraphes entiers, simplement pour établir des résumés plus détaillés des arguments. Des groupes spéciaux antérieurs ont souligné, à juste titre selon nous, qu'un groupe spécial n'est pas tenu de reproduire la totalité des arguments des parties tels qu'ils sont exposés dans leurs communications et peut ne mentionner et résumer les

³⁶ Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 7.23; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 6.32; *UE – Paquet législatif pour l'énergie*, paragraphes 6.13, 6.31, 6.36, 6.42, 6.45, 6.47, 6.55.

³⁷ Rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; et *Indonésie – Produits en fer ou en acier (Taïpei chinois)*, annexe A-3, paragraphe 2.3.

³⁸ Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Cigarettes (Philippines) (article 21:5 – Philippines II)*, annexe A-2, paragraphe 2.2 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphe 6.3).

³⁹ Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Cigarettes (Philippines) (article 21:5 – Philippines II)*, annexe A-2, paragraphe 2.2 (citant les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 7.24 et paragraphes 8.135 à 8.145; et *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphes 6.230 et 6.231).

⁴⁰ La Chine fait référence aux rapports de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)*, paragraphe 6.42 ("le groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire de décider quels sont les arguments ou les éléments de preuve qu'il traitera ou sur lesquels il s'appuiera pour arriver à ses constatations") (mentionnant les rapports de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 1317 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 135); *États-Unis – EPO*, paragraphe 299; *CE – Volailles*, paragraphe 135; et *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 511).

arguments des parties que dans la mesure où il le juge nécessaire et approprié pour faciliter la compréhension de sa propre évaluation.⁴¹

6.4 Mandat

6.16. Dans le contexte de la partie descriptive du rapport, les États-Unis demandent que le Groupe spécial révise le **paragraphe 2.7** et lui ajoute plusieurs phrases. Ces phrases additionnelles préciseraient les raisons pour lesquelles ni la Chine ni les États-Unis ne considèrent que les modifications apportées par l'OBBBA aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP devraient avoir une incidence sur l'évaluation par le Groupe spécial de la question dont il est saisi. Les phrases additionnelles clarifieraient ensuite un peu plus le fondement de la décision du Groupe spécial de ne pas prendre en considération les modifications apportées par l'OBBBA dans le cadre de son analyse des mesures, en indiquant que le Groupe spécial souscrit aux raisons données par les parties.

6.17. La Chine répond que l'accord des parties sur ce point constitue un fondement suffisant pour que le Groupe spécial limite son analyse aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP tels qu'ils existaient avant les modifications introduites par l'OBBBA. Elle estime donc que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des États-Unis visant à ce que le Groupe spécial adopte leur justification préférée sur ce point.

6.18. Nous rappelons que, tel qu'il est rédigé, le paragraphe 2.7 indique qu'aucune des deux parties ne considère que ces modifications devraient avoir une incidence sur l'évaluation par le Groupe spécial de la question dont il est saisi, et précise que nos constatations figurant dans la section 7 du présent rapport se limitent donc aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP tels qu'ils existaient avant les modifications introduites par l'OBBBA. Nous ne voyons pas la nécessité d'ajouter quoi que ce soit concernant la mesure dans laquelle il peut être constaté que des modifications apportées aux mesures après la date d'établissement d'un groupe spécial relèvent du mandat du groupe spécial.

6.5 Ordre d'analyse

6.19. Les États-Unis rappellent que le **paragraphe 7.5** indique que le Groupe spécial "ne [voit] pas de raison de ne pas suivre" l'ordre d'analyse appliqué dans "la plupart des autres différends impliquant des allégations parallèles au titre des obligations coïncidant partiellement qui figurent dans le GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC", et indique dans la note de bas de page 38 que le Groupe spécial se "réf[ère] à des rapports antérieurs de groupes spéciaux de l'OMC et de l'Organe d'appel lorsqu'[il] les juge[] pertinents et convaincants". Ils demandent que, conformément à cette affirmation figurant dans la note de bas de page 38, et à l'article 11 du Mémoire d'accord, le Groupe spécial explique au paragraphe 7.5 comment il comprend l'ordre d'analyse des allégations au titre du GATT de 1994, de l'Accord sur les MIC et de l'Accord SMC, y compris s'il juge pertinente et convaincante l'approche de l'ordre d'analyse suivie dans des rapports antérieurs de groupes spéciaux de l'OMC et de l'Organe d'appel.

6.20. La Chine répond que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des États-Unis concernant le paragraphe 7.5. Selon elle, le Groupe spécial dit dans ce paragraphe qu'il juge les rapports antérieurs adoptés concernant l'ordre d'analyse pertinents et convaincants. D'après elle, ces rapports antérieurs adoptés parlent d'eux-mêmes et rien dans le Mémoire d'accord ne prescrit au Groupe spécial de préciser ou de répéter le raisonnement figurant dans ces rapports.

6.21. Nous rappelons que l'ordre d'analyse est évoqué aux paragraphes 7.4 et 7.5 du rapport. Nous ne souscrivons pas à l'observation des États-Unis dans la mesure où elle implique que ces paragraphes n'évaluent pas objectivement cette question, qu'ils n'expliquent pas notre propre compréhension de l'ordre d'analyse ou qu'ils ne disent rien sur le point de savoir si le Groupe spécial juge pertinente ou convaincante l'approche suivie dans les rapports antérieurs auxquels il fait référence. Cela dit, et afin de répondre à la demande des États-Unis visant à ce que nous précisions

⁴¹ Rapports des Groupes spéciaux *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *États-Unis – Produits en acier et en aluminium (Turquie)*, paragraphe 6.3; *UE – Huile de palme (Indonésie)*, paragraphe 6.6 et note de bas de page 172; *UE et certains États membres – Huile de palme (Malaisie)*, paragraphe 6.6 et note de bas de page 167.

d'avantage en quoi les rapports cités sont pertinents et convaincants, nous avons donné une explication supplémentaire au paragraphe 7.5.

6.6 Moyen de défense des États-Unis au titre de l'article XX a) du GATT de 1994

6.22. Les États-Unis observent que le **paragraphe 7.94** indique qu'ils ont présenté des arguments qui vont au-delà du fait d'affirmer que les mesures ne sont "pas inaptes" à protéger la moralité publique, et que ce paragraphe cite ensuite un extrait des arguments de la Chine. Ils demandent que le Groupe spécial résume et cite également les extraits pertinents de leur argument de manière plus détaillée, par souci de clarté et de cohérence avec son résumé et sa citation de la position de la Chine, et afin de donner un aperçu plus équilibré des arguments.

6.23. Comme il est indiqué plus haut, la Chine répond qu'aucune des demandes des États-Unis visant à ce que leurs arguments soient précisés, y compris leur demande relative au paragraphe 7.94, ne devrait être acceptée par le Groupe spécial.

6.24. Conformément aux principes énoncés au paragraphe 6.15, nous avons révisé le paragraphe 7.94 afin de rendre compte de manière plus complète des arguments des États-Unis.

6.25. Les États-Unis notent que, dans les **paragraphes 7.107 et 7.108**, le Groupe spécial estime qu'il existe une limite concernant les objectifs qu'une mesure que l'on cherche à défendre au titre de l'article XX a) peut viser à atteindre, et "partage[] la préoccupation de la Chine selon laquelle une interprétation trop large de l'expression "moralité publique" pourrait interférer avec "l'équilibre soigneusement établi des droits et obligations dans l'Accord instituant l'OMC"". Toutefois, le Groupe spécial reconnaît au **paragraphe 7.109** qu'il est "prudent de ne formuler aucune constatation générale ou catégorique sur l'interprétation de l'article XX a) en ce qui concerne cette question d'interprétation, si ce n'est dans la mesure nécessaire" et met ultérieurement la question de côté au paragraphe 7.203. Les États-Unis disent que, comme le Groupe spécial n'a pas besoin de parvenir à une détermination sur la question de savoir si la "moralité publique" peut être uniquement économique, les paragraphes 7.107 et 7.108 devraient être supprimés (de même que, par conséquent, le terme "Toutefois" dans la première phrase du paragraphe 7.109). Selon eux, les déclarations figurant aux paragraphes 7.107 et 7.108 débordent la fonction des groupes spéciaux définie à l'article 11 du Mémoire d'accord et n'aident pas l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du Mémoire d'accord et des accords visés. De plus, cette suppression serait aussi compatible avec la reconnaissance par le Groupe spécial, aux paragraphes 7.109 et 7.203, du fait qu'un groupe spécial ne devrait pas viser à "légiférer" en clarifiant les dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC hors du contexte du règlement d'un différend particulier".

6.26. La Chine répond que le Groupe spécial devrait rejeter cette demande. Selon elle, bien que le Groupe spécial conclue finalement qu'il n'est pas nécessaire qu'il formule de quelconques constatations "définitives" sur les types de valeurs ou d'intérêts qui pourraient être considérés comme des composantes de la "moralité publique" au titre de l'article XX a) du GATT de 1994, son exposé interprétatif aux paragraphes 7.107 à 7.109 constitue un contexte important pour son analyse ultérieure de l'invocation par les États-Unis de l'article XX a). Comme le montre cette analyse, bon nombre, voire la totalité, des composantes de la "moralité publique" déclarées par les États-Unis en l'espèce sont de nature économique, et bon nombre de ces préoccupations alléguées concernant la "moralité publique" se rapportent à des sujets qui sont régis par un ou plusieurs des accords visés. Selon la Chine, il est tout à fait approprié – et même nécessaire – que le Groupe spécial commence son analyse de la question fondamentale dans le présent différend par des observations d'ordre interprétatif concernant la nature et le champ de l'exception relative à la "moralité publique" prévue à l'article XX a).

6.27. Les paragraphes en question contiennent un exposé des questions examinées en détail par les parties et les tierces parties à la procédure et au sujet desquelles, par conséquent, le Groupe spécial a jugé approprié de faire certaines observations limitées en vue de tenir compte des arguments spécifiques avancés. Comme le Groupe spécial n'a finalement pas jugé nécessaire de se prononcer sur toutes les questions soulevées dans ces paragraphes, ces derniers ne visent pas à "légiférer" au sujet des questions qu'ils exposent. En conséquence, nous rejetons la demande des États-Unis.

6.28. Les États-Unis rappellent que le **paragraphe 7.113** résume le point de vue de la Chine selon lequel il est difficile de déterminer la moralité publique des États-Unis en cause à partir de leurs communications, et que la deuxième phrase cite la déclaration de l'Union européenne en tant que tierce partie qui évoque le "grand nombre et la nature variée des intérêts à protéger que les États-Unis avancent". Ils disent que l'affirmation de l'UE n'a pas de lien avec la difficulté alléguée d'identification de la moralité publique des États-Unis en cause et est plutôt liée à la demande de l'UE visant à ce que le Groupe spécial formule des constatations explicites établissant lesquels des éléments présentés par les États-Unis relèvent du concept de "moralité publique" au sens de l'article XX a).⁴² En conséquence, les États-Unis demandent la suppression de la deuxième phrase.

6.29. La Chine dit que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des États-Unis visant à ce qu'il supprime la référence à l'argument avancé par l'Union européenne au paragraphe 7.113. Elle soutient que, à titre de contexte pour son analyse de l'invocation par les États-Unis de l'article XX a), il est approprié que le Groupe spécial fasse observer que les États-Unis ont fait preuve d'un manque de clarté et de cohérence en ce qui concerne leur identification de la "moralité publique" déclarée pour la protection de laquelle les mesures contestées ont, d'après les allégations, été adoptées, y compris en faisant référence aux arguments avancés par la Chine et des tierces parties.

6.30. Nous considérons que la déclaration de l'Union européenne citée au paragraphe 7.113 est compatible avec la position de la Chine citée dans le même paragraphe. Les deux déclarations affirment que les États-Unis ont évoqué un grand nombre d'intérêts relevant de l'article XX a) et mettent en avant le rôle du Groupe spécial pour ce qui est d'évaluer lesquels de ces intérêts sont dûment qualifiés de "moralité publique". Le paragraphe mentionne simplement ce point de convergence dans les arguments de la Chine et de l'Union européenne. En conséquence, nous ne voyons pas la nécessité de procéder à la suppression demandée par les États-Unis.

6.31. Les États-Unis observent que le **paragraphe 7.114** indique que le Groupe spécial partage l'opinion de la Chine selon laquelle il est difficile de déterminer la moralité publique des États-Unis en cause, et signale "un certain glissement" dans les communications des États-Unis. Toutefois, au **paragraphe 7.115**, le Groupe spécial reconnaît que les États-Unis ont "suffisamment clarifié leur position sur cette question tout au long de leurs communications". En conséquence, les États-Unis contestent fermement la qualification de leurs communications faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.114 et demandent que ce paragraphe soit supprimé dans son intégralité. Ils observent que, au cours d'un différend, un plaignant et un défendeur abordent et développent des questions; que la Chine n'a pas suffisamment indiqué dès le départ ses allégations visant le crédit d'impôt pour les véhicules propres, tant dans sa demande d'établissement que dans sa première communication écrite, et a obligé le Groupe spécial à poser des questions sur ce point; et que les vues initiales du Groupe spécial exposées au paragraphe 7.114 n'aident pas à résoudre le différend puisque le Groupe spécial dit ensuite, au paragraphe 7.115, que les États-Unis ont identifié la moralité publique en cause, ainsi que le comportement de la Chine en cause. À titre subsidiaire, si le Groupe spécial rejette leur demande de suppression du paragraphe 7.114, les États-Unis demandent que, à des fins de clarté et de transparence – et par souci de cohérence avec la description des arguments de la Chine et les références à ces arguments dans le paragraphe 7.129 – le Groupe spécial insère dans le paragraphe 7.115 un libellé supplémentaire exposant les arguments des États-Unis tels qu'ils ont été précisés au fil de leurs communications.

6.32. La Chine dit que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des États-Unis visant à ce qu'il supprime le paragraphe 7.114, y compris leur demande "subsidiaire" d'insertion d'un "nouveau" paragraphe 7.115. Elle dit que, à titre de contexte pour son analyse de l'invocation par les États-Unis de l'article XX a), il est approprié que le Groupe spécial fasse observer que les États-Unis ont fait preuve d'un manque de clarté et de cohérence en ce qui concerne leur identification de la "moralité publique" déclarée pour la protection de laquelle les mesures contestées ont, d'après les allégations, été adoptées.

6.33. Nous estimons que les paragraphes 7.114 et 7.115 rendent compte avec exactitude de notre compréhension du développement des arguments des États-Unis dans le présent différend et fournissent un contexte important pour la compréhension de l'analyse du Groupe spécial. Cependant, pour répondre aux préoccupations des États-Unis, nous avons reformulé les paragraphes afin de montrer plus clairement que le "glissement" que nous avons identifié dans la première

⁴² Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphe 20.

communication écrite des États-Unis n'a pas compromis l'existence d'un fil conducteur discernable dans les arguments des États-Unis concernant la moralité publique en cause.

6.34. En ce qui concerne la demande des États-Unis visant à ce qu'un libellé supplémentaire donnant plus de détails sur leurs arguments soit ajouté au paragraphe 7.115, nous notons que le libellé supplémentaire demandé n'a pas de rapport avec la question évoquée dans ce paragraphe. Ce libellé concerne des éléments de preuve présentés par les États-Unis au sujet des politiques et pratiques alléguées de la Chine. Or le paragraphe 7.115 concerne la question distincte de savoir si et quand les États-Unis ont clairement identifié la moralité publique que les mesures contestées cherchent à protéger. En conséquence, et conformément aux principes énoncés au paragraphe 6.15, nous rejetons cette demande.

6.35. Les États-Unis observent qu'une note de bas de page relative au **paragraphe 7.115** indique clairement des passages de leurs communications qui identifient la moralité publique des États-Unis en cause, y compris leur première communication écrite, mais que la deuxième phrase du paragraphe rattache l'identification de la moralité publique des États-Unis à leurs réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond avec les parties. En conséquence, par souci d'exactitude, les États-Unis demandent que la deuxième phrase du paragraphe 7.115, qui dit que les États-Unis ont clairement et à plusieurs reprises identifié les valeurs que les mesures contestées protégeaient, d'après les allégations, soit modifiée par la suppression de la restriction "Au moins à partir de leurs réponses aux questions du Groupe spécial après la première réunion de fond avec les parties ...".

6.36. La Chine répond que la deuxième phrase du paragraphe 7.115 indique avec exactitude à quel moment les États-Unis ont commencé à préciser la "moralité publique" déclarée en cause.

6.37. La deuxième phrase du paragraphe 7.115 ne visait pas à indiquer que les États-Unis n'avaient pas identifié la moralité publique pertinente dans leur première communication écrite, ni que la moralité publique pertinente n'avait été identifiée qu'"[a]u moins à partir de leurs réponses aux questions du Groupe spécial après la première réunion de fond avec les parties". Au lieu de cela, lu conjointement avec la note de bas de page pertinente, le paragraphe tel qu'il était rédigé indiquait que, bien que les États-Unis aient identifié plusieurs composantes possibles de la moralité publique dans leur première communication écrite, y compris celles qu'ils identifieraient par la suite comme constituant la moralité publique pertinente dans des réponses aux questions et des communications ultérieures, le Groupe spécial avait identifié un "certain glissement" dans la première communication écrite qui avait fait l'objet d'une clarification à partir au moins des réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond. Comme il est indiqué plus haut, nous estimons que le paragraphe 7.115 du rapport intérimaire rendait compte avec exactitude de la manière dont le Groupe spécial avait compris le développement des arguments des États-Unis dans le présent différend et fournissait donc un contexte important pour la compréhension de l'analyse du Groupe spécial. Cependant, pour répondre aux préoccupations des États-Unis, nous avons révisé le libellé de la deuxième phrase du paragraphe 7.115.

6.38. Les États-Unis font valoir que la dernière phrase du **paragraphe 7.122** (paragraphe 7.123 du rapport final) indique à tort qu'ils n'ont pas expliqué leur interprétation du concept de "concurrence déloyale". Le paragraphe indique qu'on ne voit pas très bien si le concept inclut la restriction à la liberté du commerce, la monopolisation et le comportement déloyal ou dolosif, ou si la catégorie inclut ces éléments tout en étant plus large. Les États-Unis rappellent que, en réponse à la question n° 9 a) du Groupe spécial, ils ont expliqué pourquoi ils considéraient que chacune des politiques et pratiques de la Chine en cause était non fondée sur le marché, y compris le fait que le ciblage par la Chine de certains secteurs et sa "politique de domination [étaient] un effort de monopolisation". Ils ont également expliqué que le ciblage par la Chine de certains secteurs à des fins de domination et sa capacité excédentaire non fondée sur le marché ne se produisaient pas de manière isolée, et qu'ils étaient mis en œuvre par divers moyens non fondés sur le marché, tels que l'utilisation d'investissements ordonnés par l'État, le travail forcé, le transfert forcé de technologie et le vol de secrets commerciaux. Par conséquent, ils soutiennent qu'ils ont expliqué leur notion de "concurrence déloyale": comme il ressort clairement de leur réponse à la question n° 9 a), le concept de "concurrence déloyale" des États-Unis inclut la restriction à la liberté du commerce, la monopolisation, le comportement déloyal et plus. En conséquence, ils demandent que la dernière phrase du paragraphe 7.122 soit supprimée et que le Groupe spécial résume et examine leurs arguments et éléments de preuve concernant leur concept de concurrence déloyale, ainsi que sa relation avec les politiques et pratiques non fondées sur le marché de la Chine.

6.39. La Chine répond que le Groupe spécial devrait rejeter cette demande. À son avis, la demande des États-Unis n'est rien d'autre qu'une demande visant à ce que le Groupe spécial soupèse à nouveau les éléments de preuve qu'il a déjà examinés. La Chine estime que la conclusion du Groupe spécial dans la dernière phrase du paragraphe 7.122 est correcte – il y avait un décalage entre les éléments de preuve que les États-Unis ont présentés pour étayer l'existence d'un principe de moralité publique affirmé s'opposant à la "concurrence déloyale" et la nature des préoccupations alléguées, en lien avec des produits chinois importés, concernant la "moralité publique" pour la protection de laquelle les mesures contestées étaient conçues, d'après les allégations des États-Unis.

6.40. Selon nous, le paragraphe 7.122 reflète avec exactitude ce que le Groupe spécial perçoit comme une certaine ambiguïté dans l'argument des États-Unis concernant la portée et l'existence d'un principe de moralité publique large ou général s'opposant à la "concurrence déloyale". Comme l'explique le rapport, cette ambiguïté découle du fait que les éléments de preuve présentés par les États-Unis ne démontrent pas l'existence d'un principe de moralité publique unitaire s'opposant à tous les types de comportements qui pourraient être considérés comme "non fondés sur le marché". Les éléments de preuve versés au dossier sont des lois contre certains types spécifiques de comportement, ce qui fait qu'on ne voit pas très bien si les États-Unis considèrent que les diverses politiques et pratiques chinoises alléguées constituent un comportement qui entre dans les limites de ces lois, ou s'ils soutiennent qu'elles contreviennent à un principe de moralité publique plus large dont l'existence n'est toutefois pas démontrée par les éléments de preuve qu'ils ont présentés. C'est l'idée cruciale qui est avancée aux paragraphes 7.122 à 7.130. Nous nous abstenons d'apporter des modifications à ce que nous considérons comme une explication complète et exacte de nos vues.

6.41. En outre, nous notons que, dans leur réponse à la question n° 9 a) du Groupe spécial, à laquelle ils font référence dans leur demande, les États-Unis expliquent pourquoi, selon eux, certaines pratiques et politiques chinoises alléguées sont "non fondées sur le marché". Ils indiquent ensuite auquel des quatre principes de moralité publique s'opposent les diverses pratiques et politiques alléguées. Mais ils ne précisent pas quel est, selon eux, le contenu et la portée du principe de moralité publique qui s'oppose à la concurrence déloyale, en particulier compte tenu des éléments de preuve limités versés au dossier concernant cette question. Ils ne fournissent pas non plus d'éléments de preuve nouveaux ou additionnels montrant qu'ils ont un principe de moralité publique général qui s'oppose à la "concurrence déloyale" et qui engloberait tout type de comportement pouvant être considéré comme non fondé sur le marché. Compte tenu de cela, l'explication donnée dans la réponse à la question n° 9 a) quant à la raison pour laquelle certaines politiques et pratiques chinoises alléguées sont "non fondées sur le marché" ne permet pas de préciser les limites et le contenu du principe de moralité publique des États-Unis qui s'oppose à la concurrence déloyale. Nous notons enfin que ni la réponse à la question n° 9 a) du Groupe spécial ni le reste des communications des États-Unis ne contredisent les éléments de preuve présentés par la Chine selon lesquels les États-Unis ont également maintenu des politiques et pratiques qui pourraient elles-mêmes être qualifiées de "non fondées sur le marché", ce qui, comme nous l'expliquons aux paragraphes 7.129 et 7.130, fait douter de l'existence aux États-Unis d'un principe de moralité publique large et unitaire s'opposant à tout type de comportement qui pourrait être décrit comme "non fondé sur le marché".

6.42. Pour ces raisons, le Groupe spécial n'a procédé à aucune révision en réponse à ces demandes.

6.43. Les États-Unis font valoir que le **paragraphe 7.125** indique à tort qu'il n'y a pas, dans le dossier, d'éléments de preuve étayant l'existence d'un principe de moralité publique au sens large qui s'oppose à la concurrence déloyale. Ils affirment que, outre la Loi Sherman, la Loi sur la Commission fédérale du commerce et plusieurs déclarations bilatérales et multilatérales, ils ont présenté des avis de tribunaux des États-Unis qui, ensemble, montrent que le principe de moralité publique des États-Unis qui s'oppose à la concurrence déloyale va au-delà des limites de la Loi Sherman, reflétant la préservation des institutions démocratiques et sociales des États-Unis. Les États-Unis estiment que la Loi Sherman et les autres lois "sont des exemples et des illustrations du principe de moralité publique des États-Unis qui s'oppose à la concurrence déloyale, mais ne sont pas les limites de ce principe". En outre, les États-Unis estiment que les **paragraphes 7.126 à 7.128** ne rapportent pas que les déclarations bilatérales et multilatérales reflètent bien, en fait, des préoccupations concernant les politiques et pratiques non fondées sur le marché et ne s'intéressent pas aux déclarations sur la concurrence déloyale et non fondée sur le marché. Par exemple, dans la Déclaration des dirigeants du G-7 de 2023 sur la résilience économique et la sécurité économique, les États-Unis et d'autres Ministres du commerce du G-7 "se [sont dits] à nouveau préoccupés par les stratégies globales visant à utiliser une série de politiques et pratiques

non fondées sur le marché" et ont affirmé la nécessité d'utiliser les moyens existants et d'élaborer de nouveaux outils pour faire face à "une plus grande utilisation des politiques et pratiques non fondées sur le marché pour accroître la vulnérabilité". En conséquence, de l'avis des États-Unis, les éléments de preuve dont dispose le Groupe spécial démontrent que les États-Unis ont un large principe de moralité publique qui s'oppose à la concurrence déloyale, de sorte que les pratiques concurrentielles déloyales sont considérées comme une menace pour la préservation des institutions démocratiques politiques et sociales des États-Unis. Les États-Unis demandent au Groupe spécial d'évaluer et de réexaminer complètement les éléments de preuve versés au dossier.

6.44. La Chine répond que le Groupe spécial devrait rejeter cette demande parce que cela revient à demander au Groupe spécial de soupeser à nouveau les éléments de preuve.

6.45. En ce qui concerne le paragraphe 7.125, nous l'avons reformulé pour apporter plus de clarté en ce qui concerne notre analyse, et en particulier éviter de donner involontairement l'impression que nous n'avons pas examiné l'ensemble des éléments de preuve présentés par les États-Unis pour parvenir à nos conclusions. Toutefois, nous ne trouvons rien dans la demande des États-Unis qui nous conduirait à modifier le fond de ces conclusions.

6.46. Dans la mesure où la demande des États-Unis concerne certaines déclarations bilatérales et unilatérales, nous notons que le rapport examine bien ces déclarations, notamment aux paragraphes 7.126 et 7.127. Nous ne comprenons donc pas l'affirmation des États-Unis selon laquelle le rapport "ne rapporte[] pas" ces informations. Les paragraphes en question examinent les déclarations et, pour les raisons qui y sont expliquées, concluent qu'elles n'étaient pas l'existence d'un large principe de moralité publique s'opposant à la "concurrence déloyale". Nous ne voyons rien dans la demande des États-Unis qui justifierait que nous modifiions cette conclusion.

6.47. La Chine demande que le **paragraphe 7.126** soit modifié afin que le terme "certaines" soit ajouté devant "pratiques de la Chine" en relation avec la description des pays signataires qui ont des préoccupations communes concernant "bon nombre des pratiques de la Chine".

6.48. Les États-Unis indiquent que la demande de la Chine porte sur le fond et n'est pas de nature matérielle. Ils ne s'opposent pas à cette demande mais font valoir qu'elle met encore plus en évidence qu'il est important que le Groupe spécial: 1) résume les arguments et éléments de preuve des États-Unis concernant les politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché, y compris comme il est indiqué dans la demande de réexamen du paragraphe 7.115 présentée par les États-Unis; et 2) examine les arguments des États-Unis concernant la relation entre la moralité publique des États-Unis et les politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché, y compris comme il est indiqué dans la demande de réexamen du paragraphe 7.122 présentée par les États-Unis.

6.49. Compte tenu de la déclaration des États-Unis selon laquelle ils ne s'opposent pas à la demande de la Chine, nous avons fait le changement pertinent. Nous examinons les demandes spécifiques présentées par les États-Unis à cet égard dans les parties appropriées de la présente section.

6.50. Les États-Unis observent que le **paragraphe 7.130** ne rappelle qu'une partie de la réponse apportée par les États-Unis à certains éléments de preuve de la Chine, ce qui donne à penser que les efforts visant à établir une domination dans un secteur et la réalisation d'interventions sur le marché, y compris au moyen de subventions, ne peuvent pas nécessairement être considérés comme relevant d'un quelconque principe de moralité publique des États-Unis s'opposant à la concurrence déloyale. Ils demandent que, à des fins d'exactitude et d'exhaustivité, ce paragraphe reflète plus complètement la réponse des États-Unis. Spécifiquement, ils demandent que le paragraphe 7.130 soit modifié de façon à tenir compte du fait qu'ils ont répondu non seulement que ces éléments de preuve ne sont pas analogues au ciblage et à l'établissement par la Chine d'une domination dans ces secteurs, mais aussi que la Chine a décrit de manière erronée les actions des États-Unis; qu'elle n'a pas allégué que les États-Unis s'étaient engagés dans quoi que ce soit s'approchant du comportement de la Chine; qu'elle ne pouvait pas formuler une telle allégation; et que le ciblage et l'établissement par la Chine d'une domination dans certains secteurs, y compris par le recours à d'autres pratiques et politiques non fondées sur le marché "sont un problème particulier à la Chine".

6.51. Comme il est indiqué plus haut, la Chine répond qu'aucune de ces demandes des États-Unis visant à ce que leurs arguments soient développés, y compris leur demande relative au **paragraphe 7.130**, ne devrait être acceptée par le Groupe spécial.

6.52. Conformément aux principes exposés au paragraphe 6.15 de la présente section, nous avons cherché à répondre à la demande des États-Unis et avons ajouté de plus amples détails sur leurs arguments au paragraphe 7.130. Cet ajout a donné lieu à un développement corollaire du raisonnement du Groupe spécial dans ce même paragraphe.

6.53. Les États-Unis font valoir qu'il y a une erreur dans la deuxième phrase du **paragraphe 7.132**, qui indique qu'ils n'ont "consacré aucune partie de leur première communication écrite à la démonstration de l'existence d'un principe de moralité publique s'opposant à la coercition". Ils affirment que, au contraire, le paragraphe 68 et les notes de bas de page 106 et 108 de leur première communication écrite indiquent clairement qu'ils ont des lois sur la coercition et, comme il est reconnu au paragraphe 7.135, "[l]es États-Unis ont présenté plusieurs déclarations multilatérales dans lesquelles des pays, dont les États-Unis, condamnent la coercition économique", y compris la déclaration de 2023 des Ministres du commerce du G-7. Par souci d'exactitude, les États-Unis demandent que le paragraphe soit modifié de façon à tenir compte de ce qui précède.

6.54. Comme il est indiqué plus haut, la Chine répond qu'aucune des demandes des États-Unis visant à ce que leurs arguments soient développés, y compris leur demande relative au paragraphe 7.132, ne devrait être acceptée par le Groupe spécial.

6.55. En réponse à la demande des États-Unis et conformément aux principes énoncés au paragraphe 6.15, le Groupe spécial a reformulé les paragraphes 7.132, 7.135 et 7.136 à la fois pour rendre compte plus complètement et plus exactement des arguments des États-Unis, et pour faire en sorte que son raisonnement sur cette question, y compris en ce qui concerne certains éléments de preuve présentés par les États-Unis, soit clair et complet.

6.56. Les États-Unis notent qu'au **paragraphe 7.134**, une partie de l'argument de la Chine est tiré de sa déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial. Ces arguments concernent des actions récentes des États-Unis qui, d'après les allégations de la Chine, équivalent à de la "coercition". Les États-Unis estiment toutefois que ces informations ne résument pas la réfutation qu'ils ont présentée dans leur déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial (en réponse à des arguments similaires présentés par la Chine dans sa deuxième communication écrite), ni la déclaration finale qu'ils ont présentée à la deuxième réunion du Groupe spécial. En conséquence, par souci de clarté et afin d'avoir un exposé équilibré avec le résumé de la position de la Chine, ils demandent au Groupe spécial d'ajouter, après le paragraphe 7.134, un paragraphe résumant les arguments qu'ils ont présentés à titre de réfutation.

6.57. La Chine ne répond pas de manière spécifique.

6.58. En réponse à la demande des États-Unis, et conformément aux principes énoncés au paragraphe 6.15, nous avons ajouté le nouveau paragraphe 7.135 dans le rapport final pour rendre compte de l'argument avancé par les États-Unis à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial.

6.59. La Chine demande que le **paragraphe 7.135** (paragraphe 7.137 du rapport final) soit révisé pour que soit ajouté le terme "allégués" concernant les "comportements adoptés par la Chine et en Chine".

6.60. Les États-Unis indiquent que la demande de la Chine porte sur le fond et n'est pas de nature matérielle. Ils ne s'opposent pas à cette demande mais elle met encore plus en évidence qu'il est important que le Groupe spécial: 1) résume les arguments et éléments de preuve des États-Unis concernant les politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché, y compris comme il est indiqué dans la demande de réexamen du paragraphe 7.115 présentée par les États-Unis; et 2) examine les arguments des États-Unis concernant la relation entre la moralité publique des États-Unis et les politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché, y compris comme il est indiqué dans la demande de réexamen du paragraphe 7.122 présentée par les États-Unis.

6.61. Compte tenu de la déclaration des États-Unis selon laquelle ils ne s'opposent pas à la demande de la Chine, nous avons fait le changement pertinent au paragraphe 7.137 du rapport final. Nous

examinons les demandes spécifiques présentées par les États-Unis à cet égard dans les parties appropriées de la présente section.

6.62. Les États-Unis font valoir que, aux **paragraphes 7.162 à 7.166**, le Groupe spécial considère à tort les CII et les CIP dans leur ensemble alors que, comme il est reconnu ailleurs dans le rapport (par exemple, aux paragraphes 2.2, 2.8 et 2.12), la Chine n'a contesté que le crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux. Ils estiment que considérer les CII et les CIP dans leur ensemble ne présente pas d'intérêt pour la question de savoir si le *crédit supplémentaire* est conçu pour protéger la moralité publique des États-Unis identifiée. En effet, ils estiment que le fait que les projets relatifs à l'acier ou au fer chinois peuvent bénéficier du crédit d'impôt de base sous-jacent ne permet pas de déterminer si le *crédit supplémentaire* peut décourager l'utilisation d'acier ou de fer chinois et protéger la moralité publique des États-Unis. Ils font valoir qu'en liant le crédit supplémentaire à l'utilisation d'acier ou de fer national et à l'évitement du fer ou de l'acier chinois, les crédits contribuent à la protection de la moralité publique des États-Unis.

6.63. La Chine ne répond pas.

6.64. Nous expliquons au paragraphe 7.165 du rapport final (paragraphe 7.163 du rapport intérimaire) pourquoi nous avons jugé approprié d'analyser les prescriptions concernant les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux dans le contexte de leur cadre réglementaire plus large et telles qu'elles fonctionnent dans ce cadre. En réponse aux observations des États-Unis, et pour faire en sorte que notre raisonnement sur ce point soit clair, nous avons ajouté un texte explicatif additionnel au paragraphe 7.165. Pour les raisons données dans ce paragraphe, nous maintenons notre point de vue selon lequel il est approprié d'examiner les crédits supplémentaires contestés dans le contexte des CII et des CIP plus généralement.

6.65. Les États-Unis font valoir, à titre d'observation transversale concernant plusieurs aspects du raisonnement figurant aux **paragraphes 7.162 à 7.169 et 7.188 à 7.198** (paragraphes 7.164 à 7.171 et 7.190 à 7.220 du rapport final), que l'analyse du Groupe spécial amalgame la question de savoir si une mesure est conçue ou prise pour protéger la moralité publique et l'*importance* de la contribution de cette mesure dans le cadre de l'étape de la nécessité. À cet égard, les États-Unis font valoir que plusieurs éléments du raisonnement du Groupe spécial amalgament la question de savoir si une mesure est conçue pour protéger la moralité publique et l'*importance* de sa contribution. Il s'agit notamment a) de l'examen par le Groupe spécial du fait que les projets qui utilisent du fer ou de l'acier chinois peuvent quand même bénéficier du crédit de base CII/CIP sous-jacent, b) de l'évaluation par le Groupe spécial du fait que les mesures traitent les produits des partenaires dans le cadre des ALE qui sont en adéquation avec la moralité publique des États-Unis de la même manière que les produits chinois, et c) de l'évaluation par le Groupe spécial du fait que la prescription concernant les produits fabriqués permet qu'un pourcentage des produits soit fabriqué en Chine. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de reconsidérer leurs conclusions juridiques selon lesquelles la prescription concernant l'acier et le fer, et la prescription concernant les produits fabriqués ne sont pas "conçues" ni "prises pour" protéger la moralité publique des États-Unis, et d'examiner les arguments et éléments de preuve qu'ils ont présentés sur la question de savoir si les mesures sont "nécessaires" à la protection de la moralité publique des États-Unis, y compris leurs arguments concernant l'*importance* de la contribution de la mesure.

6.66. La Chine répond que le Groupe spécial devrait rejeter cette demande. À son avis, la demande des États-Unis repose sur leur avis selon lequel le Groupe spécial a amalgamé l'examen relatif à la *conception* dans le cadre de l'article XX a) et une évaluation de la *contribution* de la mesure dans le cadre du volet concernant la "nécessité". La Chine considère que les États-Unis se trompent à cet égard. Selon elle, l'évaluation du Groupe spécial concerne clairement la conception, la structure et le fonctionnement attendu des mesures contestées. C'est-à-dire la base appropriée pour évaluer si une mesure contestée est une mesure conçue pour répondre à une préoccupation concernant la moralité publique au titre de l'article XX a). En outre, la Chine affirme qu'il est bien établi que les types d'éléments de preuve et d'évaluation pertinents pour l'examen relatif à la *conception* dans le cadre de l'article XX a) peuvent faire double emploi avec les types d'éléments de preuve et d'évaluation pertinents pour l'analyse de la "nécessité", si celle-ci devient nécessaire.

6.67. Nous pensons comme les États-Unis que les groupes spéciaux devraient veiller à ne pas amalgamer la question de savoir si une mesure est conçue ou prise pour poursuivre un objectif particulier et la question connexe, mais distincte, de l'importance de la contribution que cette mesure apporte à l'objectif pour la poursuite duquel elle a été conçue. Notre rapport le dit explicitement au

paragraphe 7.98. Toutefois, nous ne partageons pas l'avis des États-Unis selon lequel il faut considérer les aspects des mesures mentionnés dans leur demande comme se rapportant davantage à l'évaluation du point de savoir dans quelle mesure précise les mesures contestées contribuent à la réalisation de l'objectif de moralité publique allégué, et encore moins comme étant exclusivement pertinents pour cela. Comme le rapport l'indique, ils se rapportent aussi à l'évaluation du point de savoir quel est l'objectif visé par les mesures contestées. Et c'est pour répondre à cette question que nous les avons examinés dans les paragraphes pertinents de notre rapport. En conséquence, nous ne voyons aucune raison de procéder à des révisions, compte tenu de la demande des États-Unis.

6.68. Les États-Unis notent que les deuxième et troisième phrases du **paragraphe 7.165** (paragraphe 7.167 du rapport final) expriment le point de vue du Groupe spécial selon lequel, normalement, "une mesure véritablement conçue pour "la protection de la moralité publique" contre des produits qui ne portent pas intrinsèquement atteinte à la moralité" exprimerait une "désapprobation morale" à l'égard de l'utilisation de ce produit. La note de bas de page correspondante résume l'argument des États-Unis selon lequel la portée de l'article XX a) ne se limite pas aux mesures qui protègent la moralité publique contre des produits portant atteinte à la moralité. Toutefois, de l'avis des États-Unis, le Groupe spécial n'a pas expliqué le fondement textuel de son point de vue selon lequel les mesures protégeant la moralité publique doivent "associer[] ... un signal ou un effet négatif à [la] consommation" des produits portant atteinte à la moralité. Les États-Unis demandent que le Groupe spécial donne une explication fondée sur le sens ordinaire des termes de l'article XX a).

6.69. La Chine ne répond pas de manière spécifique.

6.70. Nous avons revu la deuxième phrase du paragraphe 7.167 du rapport final à la lumière de l'observation des États-Unis. Notre intention au paragraphe 7.167 n'était pas de donner une interprétation générale du critère juridique énoncé à l'article XX a). En fait, le paragraphe 7.167 se trouve dans la section de nos constatations qui applique le critère juridique énoncé à l'article XX a), tel qu'il est précisé dans la section précédente de nos constatations, aux aspects factuels pertinents des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP. Nous avons révisé le paragraphe 7.167 pour préciser que la déclaration figurant dans la deuxième phrase, ainsi que les déclarations et le raisonnement connexes dans cette partie de notre analyse énoncent des considérations propres à ce différend concernant les mesures en cause dans la présente affaire, d'une manière qui répond aux arguments que nous ont présentés les parties.

6.71. Les États-Unis observent en outre que les **paragraphes 7.164 et 7.165** (paragraphes 7.166 et 7.167 du rapport final) reflètent tous deux le point de vue du Groupe spécial selon lequel, compte tenu de la disponibilité de crédits CCI/PTC de base pour des projets utilisant de l'acier chinois, la prescription concernant l'acier et le fer "n'exprime pas, et ne peut pas exprimer, une quelconque forme de désapprobation morale" concernant les politiques déloyales et non fondées sur le marché de la Chine. Toutefois, selon eux, la conclusion du Groupe spécial est directement contredite par l'allégation de la Chine elle-même selon laquelle les crédits supplémentaires accordent un traitement moins favorable aux produits chinois par rapport aux produits des États-Unis; c'est-à-dire que les promoteurs de projets pouvant éventuellement être admis à bénéficier de crédits CCI/PTC, leurs fournisseurs et même leurs clients sont informés que le choix du fer et de l'acier chinois a des conséquences financières pour le projet du fait de la désapprobation exprimée dans la structure des crédits. Les États-Unis demandent donc au Groupe spécial de reconsidérer cet aspect de son évaluation juridique au regard de l'article XX a).

6.72. La Chine répond qu'il apparaît que les États-Unis appréhendent mal la nature de la conclusion du Groupe spécial dans ces paragraphes et les paragraphes suivants. Elle considère que le propos du Groupe spécial est essentiellement que les prescriptions relatives aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des prescriptions relatives à la *teneur en éléments nationaux* sans rapport avec l'*origine* des produits manufacturés pertinents, y compris le fer et l'acier. Ces prescriptions ne visent pas spécifiquement les produits d'origine chinoise et, comme les États-Unis eux-mêmes le reconnaissent, elles ne sont "pas conçu[es] pour encourager la production dans d'autres pays dont la moralité publique est en adéquation avec celle des

États-Unis".⁴³ Le Groupe spécial a donc conclu à juste titre que ces prescriptions n'avaient pas été prises dans le but de protéger une quelconque "moralité publique" des États-Unis.

6.73. Nous ne pensons pas comme les États-Unis que notre constatation selon laquelle la prescription concernant l'acier et le fer n'exprime pas, et ne peut pas exprimer, une quelconque forme de désapprobation morale concernant les politiques et pratiques chinoises alléguées est contredite par notre constatation selon laquelle la mesure accorde un traitement moins favorable aux produits chinois. Comme nous l'expliquons dans notre rapport, la mesure traite bien les produits chinois d'une manière moins favorable, mais pas d'une manière qui indique ou suggère que ce traitement moins favorable reflète le caractère *moral* des produits chinois. Nous expliquons également pourquoi nous arrivons à cette conclusion: spécifiquement, aux paragraphes 7.166 à 7.168 du rapport final, nous expliquons que, même si la prescription concernant l'acier et le fer pourrait encourager les consommateurs à acheter de l'acier et du fer nationaux pour des raisons économiques, traitant ainsi les produits chinois moins favorablement, elle ne reflète pas, et ne pourrait pas être considérée par les consommateurs comme reflétant, une préférence ayant pour fondement ou origine des normes morales qui sont menacées ou mises à mal par l'acier et le fer chinois. En conséquence, nous ne voyons aucune raison de réviser cet aspect de notre évaluation.

6.74. Les États-Unis notent que le **paragraphe 7.171** (paragraphe 7.173 du rapport final) concerne les trois rapports du GFSEC présentés par les États-Unis à l'appui de leurs arguments relatifs à la prescription concernant l'acier et le fer pour les crédits supplémentaires majorant les CII/CIP. Comme ils l'ont expliqué – et la Chine ne l'a pas nié – il est bien établi que le secteur de l'acier est confronté à une capacité excédentaire non fondée sur le marché, dont une grande partie a été attribuée à la Chine. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de limiter son examen des rapports du GFSEC à ce qui est nécessaire pour régler le présent différend et de faire en sorte que ses déclarations ne soient pas interprétées à tort comme jetant le doute sur ces conclusions du GFSEC. En conséquence, ils demandent que ce paragraphe soit modifié d'une manière qui tienne compte du fait que l'examen par le Groupe spécial des rapports du GFSEC se limite au seul but d'évaluer si les mesures en cause sont conçues pour protéger la moralité publique des États-Unis. Ils demandent en outre que le Groupe spécial indique clairement que ses constatations relatives aux rapports du GFSEC ne sont pas censées être autrement utilisées ou considérées comme exprimant des vues sur des questions soulevées en dehors du contexte du présent différend. Ils demandent que certaines autres modifications soient apportées au résumé des rapports du GFSEC fait par le Groupe spécial de façon à mieux rendre compte de ce que ces rapports disent et ne disent pas au sujet de l'idée selon laquelle la Chine a "infiltr[é] et influenc[é] la production d'acier en dehors de la Chine". Ils présentent une demande connexe visant à ce que le libellé d'une phrase du **paragraphe 7.173** (paragraphe 7.175 du rapport final) soit modifié.

6.75. La Chine répond que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des États-Unis concernant le paragraphe 7.173. À son avis, le Groupe spécial a dûment soupesé l'importance de ces éléments de preuve dans le cadre du but dans lequel ils ont été présentés, et les modifications proposées par les États-Unis pour ce paragraphe ne sont pas pertinentes pour l'évaluation par le Groupe spécial des éléments de preuve présentés dans le cadre de ce but.

6.76. Nous ne considérons pas que les révisions demandées par les États-Unis soient nécessairement pertinentes pour l'objet de la discussion figurant au paragraphe 7.173. Toutefois, afin de répondre à la demande des États-Unis, nous avons apporté les changements demandés.

6.77. Les États-Unis observent que le **paragraphe 7.179** (paragraphe 7.181 du rapport final) réfute leur argument selon lequel la prescription en matière de salaire en vigueur contribue à la protection de la moralité publique des États-Unis. Toutefois, ils affirment que, sans autre explication du Groupe spécial, le rapport ne dit pas clairement sur quelle base le Groupe spécial rejette leur argument. En conséquence, ils demandent au Groupe spécial de fournir une explication additionnelle pour sa conclusion selon laquelle la prescription en matière de salaire en vigueur n'"apporte [pas] un éclairage sur le point de savoir si les deux prescriptions contestées par la Chine sont conçues ou prises pour protéger la moralité publique".

6.78. La Chine ne répond pas.

⁴³ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 30 (mise en relief dans l'original).

6.79. Compte tenu de l'observation des États-Unis, nous avons développé notre raisonnement au paragraphe 7.181 du rapport final afin d'expliquer plus clairement le fondement de notre conclusion selon laquelle la prescription en matière de salaire en vigueur n'apporte pas un éclairage sur le point de savoir si les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont conçus ou pris pour protéger la moralité publique.

6.80. Les États-Unis estiment que, comme le Groupe spécial est convenu de ne pas formuler de constatations ni de recommandations concernant le crédit d'impôt pour les véhicules propres, les références aux arguments concernant la domination de la Chine dans le secteur des "véhicules électriques" ou des "véhicules propres" devraient être supprimées, conformément à la déclaration du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.74. Cela inclut les références faites aux **paragraphe 7.72, 7.104, 7.112, 7.116 et 7.120, et dans les notes de bas de page 219 et 268** du rapport intérimaire.

6.81. La Chine ne répond pas.

6.82. Nous avons supprimé les références aux "véhicules électriques" et aux "véhicules propres" dans les paragraphes et les notes de bas de page indiqués.

7 CONSTATATIONS

7.1 Introduction et ordre d'analyse

7.1. Les allégations de la Chine contre les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP visent certaines conditions d'admissibilité qui, si elles sont remplies, font augmenter les montants des crédits d'impôt pour investissement et à la production autrement à la disposition des producteurs d'électricité. Comme il est indiqué dans la section 2 du présent rapport, les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont subordonnés au respect de: 1) la prescription concernant l'acier et le fer, et 2) la prescription concernant les produits fabriqués. Nous ne répétons pas ici notre description des faits.

7.2. La Chine allègue que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec les obligations de traitement national énoncées à l'article III:4 du GATT de 1994 et à l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les MIC. Elle allègue en outre que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés en violation de l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC.

7.3. Les États-Unis ne contestent pas que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec les dispositions du GATT de 1994, de l'Accord sur les MIC et de l'Accord SMC mentionnées par la Chine. Toutefois, ils demandent au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations de la Chine contre les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP, au motif que ces crédits sont justifiés au titre de l'article XX a) du GATT de 1994 en tant que mesures nécessaires à la protection de la moralité publique.

7.4. L'ordre d'analyse est éclairé par la manière dont le plaignant a présenté ses allégations et, également, par la manière dont le défendeur a présenté ses moyens de défense.⁴⁴ Dans sa première communication écrite, la Chine a présenté ses allégations au titre du GATT de 1994 en premier, suivies de ses allégations au titre de l'Accord sur les MIC, puis de ses allégations au titre de l'Accord SMC. Les États-Unis ne contestent pas que les mesures sont incompatibles avec les dispositions mentionnées par la Chine; ils défendent les mesures en invoquant l'exception relative à la moralité publique énoncée à l'article XX a) du GATT de 1994 en ce qui concerne toutes les allégations avancées.

7.5. Dans les circonstances de la présente procédure, nous ne voyons pas de raison de nous écarter de l'ordre d'analyse suivi par la Chine dans sa première communication écrite. Nous avons considéré

⁴⁴ Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 277; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, note de bas de page 1005 relative au paragraphe 7.9.

la suggestion des États-Unis visant à ce que nous commencions notre analyse par les allégations au titre de l'Accord SMC afin de trancher efficacement et de traiter intégralement les allégations en cause.⁴⁵ Nous convenons avec les États-Unis que, dans le cas où un groupe spécial constaterait qu'une mesure est une subvention subordonnée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au titre de l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, cette constatation servirait en principe à établir que la même mesure est nécessairement incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, et rendrait potentiellement inutiles des constatations supplémentaires au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les MIC.⁴⁶ Toutefois, dans les circonstances du présent différend, nous n'estimons pas que l'application du principe d'économie jurisprudentielle à l'égard des allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les MIC – qui sont claires et non contestées – apporterait une quelconque contribution notable à la résolution efficace du différend. De plus, bien que nous reconnaissons la logique de la suggestion des États-Unis, il apparaît que, dans la plupart des autres différends impliquant des allégations parallèles au titre des obligations coïncidant partiellement⁴⁷ qui figurent dans le GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC, les groupes spéciaux ont établi l'ordre de leur analyse de manière à examiner les allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les MIC avant d'examiner les allégations concernant des subventions prohibées au titre de l'Accord SMC.⁴⁸ Nous considérons que l'ordre d'analyse adopté par un groupe spécial peut être éclairé par des considérations propres au différend. Cela étant dit, l'approche suivie par les groupes spéciaux antérieurs est pertinente, dans la mesure où elle concerne la question à laquelle nous sommes confrontés ici; et l'approche suivie par la plupart de ces groupes spéciaux nous convainc que l'ordre d'analyse suivi par la Chine ne pose aucun problème juridique ni logique et peut en fait faciliter le règlement efficace de plusieurs allégations formulées dans le présent différend. Ainsi, nous ne voyons pas de raison de ne pas suivre cette même approche dans le présent différend.

7.6. En conséquence, nous établissons l'ordre de notre analyse de manière à commencer par les allégations de la Chine au titre du GATT de 1994, suivies de ses allégations au titre de l'Accord sur les MIC, puis de ses allégations au titre de l'Accord SMC. Nous examinerons ensuite le moyen de défense des États-Unis au titre de l'exception relative à la moralité publique énoncée à l'article XX a) du GATT de 1994, qu'ils invoquent en réponse à toutes les allégations de la Chine.

7.7. Avant de faire cela, nous notons que, comme nous l'avons expliqué plus haut dans la section 2.3, les CII et les CIP représentent certains montants monétaires, que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux peuvent ensuite *majorer*. Étant donné que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux ont pour effet de majorer le montant des CII et des CIP, ils sont donc étroitement liés, sur les plans tant pratique que législatif, aux CII et aux CIP de façon plus générale. Par conséquent, nous devons parfois, dans les analyses que nous ferons ci-après, parler des CII et des CIP de façon plus générale lorsque nous évaluerons la conception, la structure et la teneur de ces mesures et la manière dont elles fonctionnent. Nous jugeons utile de rappeler que la Chine ne conteste pas les CII et les CIP en général et que toutes constatations d'incompatibilité avec les accords visés formulées dans le présent rapport concernent uniquement les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP.

⁴⁵ États-Unis, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 8.

⁴⁶ États-Unis, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphes 3 à 8.

⁴⁷ Comme les États-Unis le font observer, il y a une coïncidence partielle entre les allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, car tous prohibent l'utilisation de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans certaines circonstances et concernent le comportement discriminatoire. (États-Unis, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 4, citant les rapports du Groupe spécial *Brésil – Taxation*, paragraphes 7.47 à 7.49)

⁴⁸ Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Canada – Automobiles*; *Chine – Pièces automobiles*; *Canada – Énergie renouvelable* / *Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*; *Brésil – Taxation*; et *États-Unis – Énergies renouvelables*. Tout au long du présent rapport, nous fondons notre analyse sur les termes du Mémoire d'accord et des autres accords visés à l'examen. Nous nous référons également à des rapports antérieurs de groupes spéciaux de l'OMC et de l'Organe d'appel lorsque nous les jugeons pertinents et convaincants. Nous sommes conscients du fait que ces rapports n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties en cause. (Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, page 17.)

7.2 Allégations au titre du GATT de 1994

7.2.1 Introduction

7.8. La Chine allègue que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article III:4 parce que, en subordonnant l'admissibilité au bénéfice de montants de subventions supplémentaires à la condition que des produits originaires des États-Unis soient utilisés, les États-Unis ne soumettent pas les produits d'origine chinoise à un traitement non moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne les lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des produits visés sur le marché intérieur.⁴⁹

7.9. Les États-Unis ne contestent pas l'allégation de la Chine.

7.10. Bien que les États-Unis ne contestent pas les allégations de la Chine, nous ne pouvons pas sommairement conclure que ces allégations sont fondées; nous devons procéder à une évaluation objective de la question de savoir si la Chine a fourni des éléments *prima facie*.⁵⁰ La présente section se divise en deux parties. Dans la première, nous rappelons le critère juridique applicable en vertu de l'article III:4. Dans la deuxième, nous appliquons ce critère juridique aux crédits d'impôt supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII et CIP.

7.2.2 Critère juridique applicable

7.11. L'article III du GATT de 1994 est intitulé "Traitement national en matière d'impositions et de réglementation intérieures". La partie pertinente de l'article III:4 dispose ce qui suit:

Les produits du territoire de tout Membre importés sur le territoire de tout autre Membre ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur.

7.12. La Chine doit démontrer trois éléments pour établir l'existence d'une violation de l'article III:4: premièrement, les produits importés et les produits nationaux en cause sont des produits "similaires"; deuxièmement, les conditions d'admissibilité sont des "lois, ... règlements ou ... prescriptions" affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des produits pertinents sur le marché intérieur; et troisièmement, les conditions d'admissibilité soumettent les produits importés à un traitement qui est "moins favorable" que le traitement accordé aux produits nationaux similaires.

7.13. En ce qui concerne le premier élément, l'évaluation de la similarité tient généralement compte des utilisations finales des produits, des goûts et habitudes des consommateurs, des propriétés physiques des produits, y compris leur nature et leur qualité, et de la classification tarifaire des produits. Toutefois, dans les cas où une mesure établit une distinction entre les deux catégories de produits exclusivement sur la base de l'origine, la similarité des deux catégories de produits est présumée, sans qu'il soit nécessaire de tenir compte des critères susmentionnés.⁵¹

⁴⁹ Chine, première communication écrite, paragraphes 94 à 110.

⁵⁰ Notre approche est compatible avec celle qui a été suivie dans des différends antérieurs dans lesquels une ou plusieurs allégations n'étaient pas contestées. (Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Mexique – Taxes sur les boissons sans alcool*, paragraphe 8.20; *États-Unis – Crevettes (Équateur)*, paragraphes 7.9 à 7.11; *Chine – Contingents tarifaires*, paragraphe 7.21; et *Turquie – Droits additionnels (États-Unis)*, paragraphe 100.)

⁵¹ Rapports des Groupes spéciaux *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1446 ("lorsque l'origine est le seul critère distinguant les produits, il suffit, pour satisfaire à la prescription concernant les "produits similaires" que la partie plaignante démontre qu'il peut y avoir ou qu'il y aura des produits nationaux et des produits importés qui sont "similaires"); *Brésil – Taxation*, paragraphe 7.202 ("un plaignant peut établir la "similarité" en démontrant que la mesure en cause fait une distinction fondée sur l'origine du produit"); et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.427 ("lorsque l'origine était le seul critère distinguant les produits, il suffisait qu'un plaignant démontre qu'il pouvait y avoir ou qu'il y aurait des produits nationaux et des produits importés qui étaient "similaires").

7.14. En ce qui concerne le deuxième élément, la référence aux "lois, ... règlements ou ... prescriptions" à l'article III:4 englobe les prescriptions auxquelles une entreprise souscrit volontairement afin d'obtenir un avantage des pouvoirs publics, y compris des avantages fiscaux ou d'autres formes de subventions.⁵² La prescription voulant que les "lois, ... règlements ou ... prescriptions ... affectent la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des produits pertinents sur le marché intérieur" a été interprétée de manière large comme englobant les mesures qui affectent l'égalité des possibilités de concurrence des produits importés par rapport aux produits nationaux similaires.⁵³ Il s'agit des avantages fiscaux, des prescriptions relatives à l'indigénisation et d'autres mesures semblables qui créent une incitation à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.⁵⁴

7.15. En ce qui concerne le troisième élément, le traitement accordé aux produits importés similaires en vertu d'une mesure en cause est moins favorable si ce traitement "modifie les conditions de concurrence au détriment des produits importés sur le marché en question".⁵⁵ Le fait qu'une mesure modifie les conditions de concurrence au détriment des produits importés est, en lui-même, suffisant pour une constatation selon laquelle la mesure octroie un traitement moins favorable.⁵⁶ Une constatation de l'existence d'un traitement moins favorable "n'a pas besoin d'être fondé[e] sur les effets réels de la mesure contestée sur le marché".⁵⁷ De plus, elle "n'exige pas que soient démontrés les effets sur le commerce ni que soit apportée la preuve que les décisions des entreprises privées en matière d'approvisionnement ont été effectivement influencées" par la ou les mesures en cause.⁵⁸ Cela tient au fait que "l'article III ne vise pas à protéger les anticipations concernant un volume d'échanges donné, mais plutôt les anticipations relatives à l'égalité du rapport compétitif entre les produits importés et les produits nationaux".⁵⁹

7.2.3 Application aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP

7.16. Nous rappelons que les CII et les CIP peuvent être utilisés comme crédits d'impôt.⁶⁰ Les quatre CII et CIP ont des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux sensiblement identiques, qui sont fondés sur la prescription concernant l'acier et le fer et sur la prescription concernant les produits fabriqués. La première prescrit que de l'acier et du fer nationaux soient utilisés pour la construction des installations pertinentes, et la deuxième prescrit qu'une certaine quantité d'autres produits nationaux soit utilisée pour la construction de ces installations. Ce n'est que si ces deux prescriptions sont respectées que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux deviennent disponibles et, fondamentalement, majorent le montant du CII ou du CIP de 10 points de pourcentage ou de 10%, respectivement. Il s'agit donc de conditions exigeant l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés dans le texte des mesures elles-mêmes.

7.17. Dans le cas des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP, nous estimons que la similarité des produits nationaux et des produits importés pertinents peut être présumée parce que les conditions d'admissibilité établissent des distinctions

⁵² Voir les rapports du Groupe spécial *Brésil – Taxation*, paragraphe 7.703. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Automobiles*, paragraphes 7.184 à 7.186; *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.73; et *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.240.

⁵³ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 227; les rapports du Groupe spécial *Brésil – Taxation*, paragraphes 7.193 à 7.197.

⁵⁴ Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Énergies renouvelables*, paragraphe 7.166; *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.82; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 7.706.

⁵⁵ Rapports de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137; *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 128.

⁵⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.109.

⁵⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 215.

⁵⁸ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 8.159.

⁵⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 19.

⁶⁰ Comme cela est explicité dans le contexte de notre évaluation des allégations de la Chine au titre de l'Accord SMC, les crédits d'impôt pour investissement et à la production peuvent être utilisés de différentes manières par le bénéficiaire (à savoir le crédit aux investisseurs/producteurs, le paiement optionnel et la cession de crédit). Nous estimons que les différentes façons dont les transactions pertinentes peuvent être structurées est une question qui se rapporte davantage à la question de l'identification de la ou des formes que la ou les contributions financières pertinentes prennent au titre de l'article 1.1 a) 1) i) et/ou ii) de l'Accord SMC. En conséquence, nous abordons cette question dans le contexte de notre évaluation des allégations de la Chine au titre de l'Accord SMC.

exclusivement sur la base de l'origine. En ce qui concerne les produits en acier et en fer entrant dans le champ de la prescription concernant l'acier et le fer, les conditions d'admissibilité pertinentes pour l'obtention d'un crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux se rapportent exclusivement à la question de savoir si les produits en question sont originaires des États-Unis. De même, pour les autres produits fabriqués entrant dans le champ de la prescription concernant les produits fabriqués, les conditions d'admissibilité pertinentes pour l'obtention des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux se rapportent aussi exclusivement à la question de savoir si les produits en question sont originaires des États-Unis.

7.18. Nous estimons que les conditions d'admissibilité contestées constituent des prescriptions au sens de l'article III:4 parce que ce sont des prescriptions qu'une entreprise doit respecter pour obtenir un avantage des pouvoirs publics – à savoir l'avantage consistant en l'obtention d'une majoration du montant du CII ou du CIP de 10 points de pourcentage ou de 10%, respectivement. De plus, ces prescriptions "affectent la vente, la mise en vente, l'achat, ... la distribution et l'utilisation ... sur le marché intérieur" des produits pertinents – en l'espèce les produits en fer ou en acier ou les autres produits fabriqués utilisés dans le projet considéré – parce que ces prescriptions créent une incitation à vendre, mettre en vente, acheter ou utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés similaires pour ces types de produits.

7.19. Enfin, nous estimons que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP soumettent les produits importés similaires à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux remplissant les conditions requises. Nous notons que l'existence d'un traitement moins favorable a toujours été constatée dans le cas de mesures qui accordent des incitations fiscales, des subventions, des avantages administratifs ou d'autres avantages semblables pour l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés similaires.⁶¹ Fait important, il existe un "traitement moins favorable" dans ces circonstances même lorsqu'il y a d'autres moyens d'obtenir le traitement favorable qui ne prescrivent pas l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.⁶²

7.20. Nous constatons donc que la Chine a établi *prima facie* que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article III:4.

7.2.4 Conclusion

7.21. Pour les raisons exposées plus haut, nous concluons que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994 parce que, en subordonnant l'admissibilité au bénéfice de montants de subventions supplémentaires à la condition que des produits originaires des États-Unis soient utilisés, les États-Unis ne soumettent pas les produits d'origine chinoise à un traitement non moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne les lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des produits visés sur le marché intérieur.

7.3 Allégations au titre de l'Accord sur les MIC

7.3.1 Introduction

7.22. Ayant reconnu le bien-fondé des allégations de la Chine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, nous allons maintenant examiner ses allégations additionnelles au titre de l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les MIC.

7.23. La Chine dit que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce au sens de

⁶¹ Voir, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 220; *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 195. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Cellules solaires*, paragraphes 7.89 à 7.98; *États-Unis – EPO*, paragraphe 7.358; et *États-Unis – Énergies renouvelables*, paragraphes 7.253, 7.262, 7.272, 7.282, 7.292, 7.302, 7.314, 7.324 et 7.333.

⁶² Voir les rapports des Groupes spéciaux *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.87; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 7.95; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 221.

l'article premier de l'Accord sur les MIC.⁶³ Elle fait valoir que ces crédits d'impôt sont subordonnés à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et relèvent donc parfaitement du paragraphe 1 a) de la liste exemplative.⁶⁴ En outre, elle dit qu'elle a démontré que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.⁶⁵

7.24. Les États-Unis ne contestent pas les allégations de la Chine.

7.25. Nous rappelons que, bien que les États-Unis ne contestent pas les allégations de la Chine, nous devons évaluer objectivement si la Chine a présenté des éléments *prima facie*.⁶⁶ La présente section se divise en deux parties. Dans la première, nous rappelons les critères juridiques applicables en vertu des articles 1^{er} et 2 de l'Accord sur les MIC. Dans la deuxième, nous appliquons ces critères juridiques aux crédits d'impôt supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP.

7.3.2 Critère juridique applicable

7.26. L'article premier de l'Accord sur les MIC, intitulé "Champ d'application", dispose que l'Accord s'applique aux "mesures concernant les investissements qui sont liées au commerce des marchandises" (dénommées les "MIC"). Nous estimons que l'emploi du terme général "mesures concernant les investissements" indique que l'Accord sur les MIC n'est pas circonscrit aux mesures prises spécifiquement à l'égard des investissements *étrangers*, et qu'il n'y a en principe pas de raison pour que des mesures relatives à des taxes ou subventions intérieures ne puissent pas être considérées comme des mesures concernant les investissements et liées au commerce.⁶⁷ Plusieurs groupes spéciaux antérieurs qui ont examiné des allégations au titre de l'Accord sur les MIC ont conclu que des prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux, ou d'autres types de prescriptions relatives à la localisation, étaient des "mesures concernant les investissements" qui étaient par définition "liées au commerce des marchandises".⁶⁸

7.27. L'article 2 de l'Accord sur les MIC est intitulé "Traitement national et restrictions quantitatives". L'article 2:1 est ainsi libellé:

1. Sans préjudice des autres droits et obligations résultant du GATT de 1994, aucun Membre n'appliquera de MIC qui soit incompatible avec les dispositions de l'article III ou de l'article XI du GATT de 1994.

7.28. Par conséquent, l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC établit l'obligation de n'appliquer aucune mesure concernant les investissements et liée au commerce qui soit incompatible avec les dispositions de l'article III du GATT de 1994. L'obligation énoncée à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC est définie dans la partie pertinente par référence à l'obligation énoncée à l'article III du GATT de 1994, et toute mesure concernant les investissements et liée au commerce qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 (ou avec un quelconque autre paragraphe de l'article III) est *ipso facto* incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.⁶⁹

7.29. L'article 2:2 de l'Accord sur les MIC est ainsi libellé:

2. Une liste exemplative de MIC qui sont incompatibles avec l'obligation d'accorder le traitement national prévue au paragraphe 4 de l'article III du GATT de 1994 et

⁶³ Chine, première communication écrite, paragraphes 136 à 140.

⁶⁴ Chine, première communication écrite, paragraphes 127 et 140.

⁶⁵ Chine, première communication écrite, paragraphe 141.

⁶⁶ Voir plus haut le paragraphe 7.10.

⁶⁷ Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.73.

⁶⁸ Rapports des Groupes spéciaux *Indonésie – Automobiles*, paragraphes 14.73 à 14.82; *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphes 7.108 à 7.112; *Inde – Cellules solaires*, paragraphes 7.58 à 7.64; et *Brésil – Taxation*, paragraphes 7.356 à 7.361 et 7.800 à 7.802.

⁶⁹ Voir les rapports des Groupes spéciaux *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 7.117. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Taxation*, paragraphe 5.79.

l'obligation d'élimination générale des restrictions quantitatives prévue au paragraphe 1 de l'article XI du GATT de 1994 figure dans l'Annexe du présent accord.

7.30. Le paragraphe 1 a) de la liste exemplative est ainsi libellé:

1. Les MIC qui sont incompatibles avec l'obligation d'accorder le traitement national prévue au paragraphe 4 de l'article III du GATT de 1994 incluent celles qui sont obligatoires ou qui ont force exécutoire en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives, ou auxquelles il est nécessaire de se conformer pour obtenir un avantage, et qui prescrivent:

a) qu'une entreprise achète ou utilise des produits d'origine nationale ou provenant de toute source nationale, qu'il soit spécifié qu'il s'agit de produits déterminés, d'un volume ou d'une valeur de produits, ou d'une proportion du volume ou de la valeur de sa production locale

7.31. Par conséquent, l'article 2:2 fait référence à la liste exemplative des MIC qui sont incompatibles avec l'obligation d'accorder le traitement national prévue à l'article III:4 du GATT de 1994. Lorsqu'une mesure est une MIC qui relève de la liste exemplative, il s'ensuit qu'elle est une MIC qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Une allégation peut être formulée au titre de l'article 2:1 *indépendamment* de l'article 2:2 et de la liste exemplative de l'Accord, ou bien une allégation peut être formulée au titre de l'article 2:1 *conjointement avec* l'article 2:2 et la liste exemplative de l'Accord. Dans les deux cas, toute constatation de violation serait formulée par rapport à l'article III:4 du GATT de 1994 et à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.⁷⁰ Bien que la Chine ait formulé ses allégations de violation par rapport à la fois à l'article 2:1 et à l'article 2:2 de l'Accord sur les MIC étant donné que tous les éléments de l'article 2 sont par nature interdépendants et qu'elle est d'avis que les mesures relèvent de la liste exemplative des MIC, elle reconnaît que "l'article 2:2 ne crée pas nécessairement une obligation indépendante, mais s'applique plutôt conjointement avec l'article 2:1".⁷¹

7.3.3 Application aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP

7.32. La Chine fait valoir que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des MIC parce qu'il s'agit de mesures concernant les investissements qui sont liées au commerce.

7.33. En ce qui concerne le premier de ces deux éléments, la Chine dit que les CII et les CIP sont des incitations fiscales liées aux investissements qui sont spécifiquement conçues pour réduire les coûts initiaux d'investissement et de production relatifs aux installations remplissant les conditions requises aux États-Unis, et que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux constituent des subventions sous forme de crédits d'impôt additionnels pour les projets qui satisfont à certaines prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux.⁷² La Chine rappelle que, pour obtenir ces incitations additionnelles, un projet doit utiliser les proportions spécifiées d'acier ou de fer originaire des États-Unis et d'autres produits fabriqués originaires des États-Unis et elle dit que, comme les États-Unis l'ont expressément confirmé, ces mesures sont des "mesures concernant les investissements" parce que leur objectif est d'inciter à produire aux États-Unis de l'acier, du fer et des produits fabriqués.⁷³ À cet égard, la Chine fait référence aux déclarations suivantes faites par les pouvoirs publics des États-Unis au sujet de ces mesures:

a. "La Loi sur la réduction de l'inflation *structure les dispositions relatives au crédit d'impôt pour la production (CIP) d'énergie propre et le crédit d'impôt pour investissement (CII)*

⁷⁰ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 7.73.

⁷¹ Chine, réponse à la question n° 2 du Groupe spécial, paragraphe 5.

⁷² Chine, première communication écrite, paragraphe 137.

⁷³ Chine, première communication écrite, paragraphe 137.

dans les énergies propres de manière à encourager l'investissement dans les communautés qui ont le plus besoin d'un nouveau développement économique."⁷⁴

- b. *"Le crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux prévu par la Loi sur la réduction de l'inflation dynamisera la production américaine, y compris du fer et de l'acier, de sorte que les travailleurs et les sociétés américains continuent de tirer profit du programme Investir en Amérique du Président Biden. Ces crédits d'impôt sont essentiels pour stimuler l'investissement et faire en sorte que tous les Américains profitent de la croissance de l'économie des énergies propres."*⁷⁵
- c. *"La Loi sur la réduction de l'inflation vise à dynamiser la production nationale, à créer des emplois syndiqués bien rémunérés et à mettre en place des chaînes d'approvisionnement plus résilientes, sûres et fiables. Conjointement avec la Loi sur les infrastructures (signée par les deux partis) et la Loi CHIPS et science, la Loi a contribué à susciter plus de 500 milliards de dollars d'investissements du secteur privé dans la production depuis que le Président Biden et la Vice-Présidente Harris sont entrés en fonction, dont environ 240 milliards de dollars d'investissements dans la production d'énergies propres."*⁷⁶

7.34. Nous estimons que ce qui précède suffit à établir *prima facie* que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des "mesures concernant les investissements" au sens de l'article premier. Nous rappelons que des groupes spéciaux antérieurs ont fait le raisonnement selon lequel les prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux ou les autres mesures relatives à la localisation sont "liées au commerce des marchandises" parce que "ce genre de prescriptions, par définition, encouragent toujours l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et ont donc une incidence sur les échanges".⁷⁷ La Chine affirme que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont "liés au commerce" pour la même raison.⁷⁸ Nous sommes d'accord.

7.35. Nous constatons donc que la Chine a établi *prima facie* que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des "mesures concernant les investissements qui sont liées au commerce des marchandises" au sens de l'article premier de l'Accord sur les MIC.

7.36. Nous avons déjà constaté que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.⁷⁹

7.37. Nous estimons en outre que la Chine a établi *prima facie* que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP relèvent du paragraphe 1 a) de la liste exemplative des MIC qui violent l'article III du GATT de 1994. À cet égard, "il est nécessaire de se conformer" aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP (c'est-à-dire respecter la prescription concernant l'acier et le fer et la prescription concernant les produits fabriqués) "pour obtenir un avantage" (c'est-à-dire une majoration du montant du CII ou du CIP de 10 points de pourcentage ou de 10%, respectivement) au sens du paragraphe 1 de la liste exemplative. D'après leurs termes, tant la prescription concernant l'acier et le fer que la prescription concernant les produits fabriqués "prescrivent qu'une entreprise achète ou utilise des produits d'origine nationale ou provenant de toute source nationale" et cette prescription "spécifi[e] qu'il s'agit de produits déterminés" (à savoir de l'acier, du fer et des produits fabriqués nationaux

⁷⁴ Maison-Blanche, "Building a Clean Energy Economy: A Guidebook to the Inflation Reduction Act's Investments in Clean Energy and Climate Action" (janvier 2023, version 2) (pièce CHN-5), page 12. (pas de mise en relief dans l'original)

⁷⁵ Département du Trésor des États-Unis, "Treasury Department Releases Guidance to Boost American Clean Energy Manufacturing" (12 mai 2023) (pièce CHN-48). (pas de mises en relief dans l'original)

⁷⁶ Maison-Blanche, "FACT SHEET: One Year In, President Biden's Inflation Reduction Act is Driving Historic Climate Actions and Investing in America to Create Good Paying Jobs and Reduce Costs" (16 août 2023) (pièce CHN-49). (pas de mises en relief dans l'original)

⁷⁷ Rapports des Groupes spéciaux *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.82; *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 7.111.

⁷⁸ Chine, première communication écrite, paragraphe 139.

⁷⁹ Voir plus haut la section 7.2.

des États-Unis) et aussi "d'un volume ou d'une valeur de produits" (à savoir 100% d'acier et de fer de construction, et des seuils spécifiés pour les produits fabriqués).

7.38. Il découle de ce qui précède que les États-Unis ont manqué à l'obligation énoncée à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC en appliquant une MIC qui est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.3.4 Conclusion

7.39. Pour les raisons exposées plus haut, nous concluons que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC parce que les conditions sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises qui sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.4 Allégations au titre de l'Accord SMC

7.4.1 Introduction

7.40. Nous avons confirmé les allégations de la Chine selon lesquelles les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Nous allons maintenant examiner les allégations de la Chine au titre de l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC.

7.41. La Chine allègue que les CII et les CIP, y compris tels qu'ils sont majorés par les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux, sont des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC et sont subordonnés à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC dans la mesure où les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorent leur valeur.

7.42. Les États-Unis ne contestent aucun de ces deux points.

7.43. Bien que les États-Unis ne contestent pas les allégations de la Chine, nous devons évaluer objectivement si la Chine a établi des éléments *prima facie*.⁸⁰ La présente section se divise en deux parties. Dans la première, nous rappelons les critères juridiques applicables en vertu des articles 1^{er} et 3 de l'Accord SMC. Dans la deuxième, nous examinons si les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

7.4.2 Critères juridiques applicables

7.4.2.1 Subvention: Article premier de l'Accord SMC

7.44. La partie pertinente de l'article 1.1 de l'Accord SMC dispose ce qui suit:

Aux fins du présent accord, une subvention sera réputée exister:

- a) 1) s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre (dénommés dans le présent accord les "pouvoirs publics"), c'est-à-dire dans les cas où:
 - i) une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds (par exemple, sous la forme de dons, prêts et participation au capital social) ou des transferts directs potentiels de fonds ou de passif (par exemple, des garanties de prêt);

⁸⁰ Voir, plus haut, le paragraphe 7.10.

- ii) des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues (par exemple, dans le cas des incitations fiscales telles que les crédits d'impôt);

...

et

- b) si un avantage est ainsi conféré.

7.45. En ce qui concerne l'article 1.1 a) 1) i), le membre de phrase "une pratique des pouvoirs publics comport[ant] un transfert direct de fonds" a été interprété comme un "comportement de la part des pouvoirs publics selon lequel de l'argent, des ressources financières et/ou des créances financières sont mis à la disposition d'un bénéficiaire". Le sens du mot "fonds" recouvre donc non seulement l'argent, mais aussi les ressources financières et les autres créances financières de manière plus générale.⁸¹ En outre, le membre de phrase peut englober les situations dans lesquelles les pouvoirs publics ou un organisme public transfèrent des fonds à un bénéficiaire via un intermédiaire, selon la nature et le rôle de l'intermédiaire, et selon si le degré de caractère "direct" résultant est suffisant.⁸²

7.46. Pour déterminer si des recettes publiques sont "normalement exigibles" au sens de l'article 1.1 a) 1) ii), un groupe spécial doit:

- a. identifier le traitement fiscal qui s'applique aux bénéficiaires allégués de la subvention;
- b. identifier un point de repère aux fins de comparaison (ce qui suppose d'identifier le traitement fiscal de revenus comparables de contribuables se trouvant dans des situations comparables); et
- c. comparer le traitement contesté avec le traitement fiscal servant de point de repère.⁸³

7.47. Parce que les transactions peuvent être complexes, leurs différents aspects peuvent être qualifiés à juste titre de contributions financières de différents types, et une transaction peut être qualifiée à juste titre de contribution financière de plusieurs types.⁸⁴

7.48. Une contribution financière confère un avantage si, avec elle, le bénéficiaire est mieux loti qu'en l'absence de contribution.⁸⁵ Bien que la contribution financière et l'avantage soient des éléments juridiques distincts dans l'article 1.1, comme plusieurs groupes spéciaux l'ont observé, lorsqu'une contribution financière existe sous la forme de recettes abandonnées normalement exigibles, une constatation de l'existence d'un avantage – et donc d'une subvention –, c'est-à-dire le montant des recettes abandonnées, est facilement établie.⁸⁶ En ce qui concerne les contributions financières sous la forme d'un transfert direct de fonds, l'analyse de l'avantage dépendra de la forme précise que prend une telle contribution financière. Toutefois, lorsque la contribution financière prend la forme, par exemple, d'un don ou d'un instrument similaire n'entraînant pas d'obligations

⁸¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphe 614.

⁸² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone (Inde)*, paragraphes 4.94 et 4.95.

⁸³ Rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Taxation*, paragraphes 5.162 et 5.163. Dans des rapports antérieurs, il est également indiqué que l'identification du traitement fiscal contesté consiste à identifier les raisons objectives qui le sous-tendent. (Rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Taxation*, note de bas de page 542) Nous notons que les raisons objectives qui sous-tendent une mesure (apparemment distinctes de la mesure elle-même) peuvent souvent être entourées d'incertitude, étant donné que, forcément, la qualification par un Membre de la mesure qu'il a prise peut être colorée, dans une certaine mesure, par des points de vue subjectifs.

⁸⁴ Rapports de l'Organe d'appel *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 5.120.

⁸⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphes 635, 636 et 662.

⁸⁶ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, paragraphes 7.168 à 7.171.

réiproques, une constatation de l'existence d'un avantage sera, là aussi, facilement établie car généralement, ces versements ne sont pas disponibles sur le marché.⁸⁷

7.49. L'article 2.3 de l'Accord SMC dispose que les subventions relevant de l'article 3 sont réputées être spécifiques. Puisque la Chine allègue que les subventions pertinentes sont des subventions prohibées au titre de l'article 3, nous n'avons pas besoin d'examiner séparément si les subventions alléguées sont spécifiques au titre de l'article 2.

7.4.2.2 Subordination: Article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC

7.50. L'article 3 de l'Accord SMC dispose ce qui suit:

3.1 Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées:

a) subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I;

b) subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

3.2 Un Membre n'accordera ni ne maintiendra les subventions visées au paragraphe 1. (note de bas de page omise)

7.51. En ce qui concerne le concept de "subordination", il a déjà été expliqué que:

[L]a question pertinente ... n'est pas de savoir si les prescriptions relatives au droit de bénéficier d'une subvention peuvent *entraîner* l'utilisation de plus de produits nationaux et de moins de produits importés. La question est plutôt de savoir si *une condition exigeant* l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés peut être discernée d'après les termes de la mesure même, ou déduite de sa conception, de sa structure, de ses modalités de fonctionnement et des circonstances factuelles pertinentes constituant et entourant l'octroi de la subvention, qui donnent le contexte permettant de comprendre le fonctionnement de ces facteurs.⁸⁸

7.52. Le mot "use" (utilisation) au sens de l'article 3.1 b) désigne l'action d'utiliser ou d'employer quelque chose, ce qui peut inclure "la consommation d'un bien dans le processus de fabrication, ... l'incorporation d'un élément dans un produit distinct, ou le fait de servir d'outil dans la production d'un bien".⁸⁹

7.4.3 Application aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP

7.4.3.1 Subventionnement

7.4.3.1.1 Introduction

7.53. La Chine fait valoir que les CII et les CIP, y compris tels qu'ils sont majorés par les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux, sont des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC. Selon elle, ces mesures peuvent être utilisées de trois manières.⁹⁰ Premièrement, selon la Chine, les CII et les CIP peuvent être utilisés sous la forme d'un crédit d'impôt, c'est-à-dire une réduction du montant des impôts fédéraux sur le revenu que le bénéficiaire

⁸⁷ Rapports des Groupes spéciaux *Inde – Sucre et canne à sucre*, paragraphe 7.259.

⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Incitations fiscales*, paragraphe 5.18. (mise en relief dans l'original) L'existence d'une subordination au titre de l'article 3.1 b) n'est pas limitée aux cas dans lesquels la mesure exige que le bénéficiaire de la subvention utilise des produits nationaux à l'entière exclusion des produits importés. (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Incitations fiscales*, paragraphe 5.22)

⁸⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Incitations fiscales*, paragraphe 5.8.

⁹⁰ Chine, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial.

devrait normalement verser (le *crédit aux investisseurs/producteurs*). Dans ce cas, la Chine fait valoir que les CII et les CIP sont une "contribution financière" sous la forme de "recettes publiques normalement exigibles ... abandonnées" au sens de l'article 1.1 a) 1) ii) de l'Accord SMC.⁹¹ Deuxièmement, la Chine affirme que les CII et les CIP peuvent aussi être traités comme des paiements d'impôts exigibles, plutôt que comme des crédits d'impôt (le *paiement optionnel*). Dans ce cas, la Chine affirme que les CII et les CIP sont une "contribution financière" sous la forme d'un "transfert direct de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) lorsque le paiement est remboursé au contribuable, ou de recettes abandonnées normalement exigibles au sens de l'article 1.1 a) 1) i) lorsque la somme réputée payée est appliquée à un montant d'impôt exigible.⁹² Enfin, la Chine affirme que la totalité ou une partie des CII et des CIP peut être transférée à une tierce partie non liée (la *cession de crédit*). Selon elle, cette tierce partie réclame ensuite le crédit d'impôt et dédommage le cédant par un paiement en espèces. Dans ce cas, la Chine fait valoir que les CII et les CIP sont une "contribution financière" sous la forme d'un "transfert direct de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i).⁹³ Elle fait valoir que dans les trois cas, l'avantage est reçu par l'entité qui investit ou l'entité qui produit.⁹⁴

7.54. Le dossier montre que les CII et les CIP peuvent être utilisés des trois manières différentes décrites par la Chine (c'est-à-dire le crédit aux investisseurs/producteurs, le paiement optionnel et la cession de crédit). Dans la présente section, nous allons les analyser tour à tour. En raison de la similitude des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux relevant de chaque CII et CIP, et de la manière similaire dont la législation des États-Unis traite les CII et les CIP⁹⁵, les analyses ci-après s'appliquent de la même façon à chacun des quatre CII et CIP.

7.4.3.1.2 Crédit aux investisseurs/producteurs

7.55. Par défaut, les CII et les CIP peuvent être utilisés comme crédits d'impôt.⁹⁶ La Chine fait valoir que, utilisés de cette manière, ils sont des contributions financières sous la forme de recettes abandonnées normalement exigibles au sens de l'article 1.1 a) 1) ii) de l'Accord SMC. Les États-Unis ne contestent pas cette qualification. Dans la présente section, nous allons évaluer ce scénario en suivant le processus en trois temps décrit plus haut au paragraphe 7.46.

7.56. Tout d'abord, nous allons identifier le traitement fiscal contesté. Dans ce contexte, les CII et les CIP sont des crédits d'impôt fédéral sur le revenu qui sont réclamés en tant que "crédits commerciaux généraux" au titre de 26 U.S.C., article 38.⁹⁷ Cet article dispose que ces crédits "ser[ont] autorisé[s] en tant que crédit[s] vis-à-vis de l'impôt imposé par le présent chapitre pour l'exercice fiscal".⁹⁸ L'expression "le présent chapitre" désigne le chapitre 1 du Code des impôts, intitulé "Taxes et surtaxes normales", qui comprend l'impôt sur les personnes physiques et les sociétés.⁹⁹ Si le crédit est supérieur à l'impôt auquel le contribuable est assujéti, celui-ci le reporte généralement sur l'année précédente ou sur les 20 années suivantes, au maximum, pour compenser les impôts d'autres années.¹⁰⁰ Les CII et les CIP réduisent donc l'impôt fédéral total auquel un contribuable est assujéti.¹⁰¹

7.57. Ensuite, la Chine fait valoir que le point de repère aux fins de la comparaison est l'ensemble des règles fiscales normales qui s'appliquent en l'absence du crédit. Plus précisément, le point de repère selon la Chine est le chapitre 1 du Code des impôts, intitulé "Taxes et surtaxes normales",

⁹¹ Chine, première communication écrite, paragraphes 167 et 168.

⁹² Chine, première communication écrite, paragraphes 87 et 169; réponse à la question n° 41 du Groupe spécial.

⁹³ Chine, première communication écrite, paragraphe 87; réponse à la question n° 25 b) du Groupe spécial. Il apparaissait que la Chine avait également indiqué précédemment que ce mode d'utilisation des CII et des CIP pouvait donner lieu à une contribution financière sous la forme de recettes abandonnées normalement exigibles. Chine, première communication écrite, note de bas de page 204.

⁹⁴ Chine, réponse à la question n° 25 d). Voir aussi Chine, première communication écrite, paragraphe 170.

⁹⁵ Voir, plus haut, les paragraphes 2.12 à 2.15.

⁹⁶ Voir, plus haut, le paragraphe 2.15.

⁹⁷ Voir, plus haut, le paragraphe 2.15.

⁹⁸ 26 U.S.C., article 38 a) (pièce CHN-17).

⁹⁹ Pages de titre du sous-titre A et suivants (pièce CHN-63).

¹⁰⁰ 26 U.S.C., article 39 a) (pièce CHN-17).

¹⁰¹ 26 U.S.C., article 7701 a) 1) et 14) (pièce CHN-66) (définissant "taxpayer" (contribuable) comme "any person subject to internal revenue tax" (toute personne assujéti à l'impôt sur le revenu intérieur) et "Person" (personne) comme un large éventail d'entités.

qui comprend l'impôt sur les personnes physiques et les sociétés.¹⁰² Nous acceptons cet argument. Selon nous, les contribuables se trouvant dans des situations comparables sont essentiellement ceux qui investissent dans la production d'électricité ou produisent de l'électricité mais ne sont pas admis à bénéficier des CII et CIP ni des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux. Les CII et les CIP réduisent l'impôt auquel le contribuable est assujéti au titre des règles fiscales normalement applicables, pour un sous-ensemble spécifié de projets.¹⁰³ Cette structure de base du code des impôts des États-Unis est attestée par le libellé des crédits, qui réduisent l'impôt auquel le contribuable est assujéti au titre des règles fiscales normales contenues dans le code applicable. En outre, nous ne voyons aucun élément de preuve versé au dossier indiquant – et les États-Unis n'ont pas fait valoir – que le fait d'accorder des crédits ou des réductions d'impôt similaires pour la production d'électricité et l'investissement, en général, ou le fait d'augmenter encore ces crédits ou ces réductions pour cause d'utilisation d'acier, de fer et de produits manufacturés nationaux des États-Unis pour ce faire, spécifiquement, soient des principes directeurs du code des impôts des États-Unis.

7.58. Enfin, nous notons que, dans les cas où le contribuable utilise les CII et les CIP, en général, et les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux, en particulier, pour réduire l'impôt fédéral auquel il est assujéti, il paie moins d'impôts que s'il n'avait pas été en mesure de réclamer les crédits. En outre, il n'y a pas d'éléments de preuve montrant que cette différence reflète un principe directeur général du système fiscal des États-Unis autre que le fait de prévoir des exceptions ciblées à des règles fiscales "normales". Cette comparaison révèle donc que les CII et les CIP, y compris lorsqu'ils sont majorés par les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux, représentent des contributions financières sous la forme de recettes abandonnées normalement exigibles au sens de l'article 1.1 a) 1) ii).

7.59. Nous rappelons qu'une contribution financière confère un "avantage" si, avec elle, le bénéficiaire est "mieux loti" qu'en l'absence de contribution.¹⁰⁴ Nous considérons que lorsque les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont utilisés comme crédits aux investisseurs/producteurs, un avantage est conféré par la réduction de l'impôt auquel le contribuable est assujéti découlant des crédits, ce qui fait que ce dernier est mieux loti qu'en l'absence de crédits.

7.4.3.1.3 Paiement optionnel

7.60. Certaines entités concernées peuvent choisir de traiter les CII et les CIP comme des sommes réputées payées vis-à-vis de l'impôt fédéral sur le revenu auquel elles sont assujéties, plutôt que comme un crédit d'impôt.¹⁰⁵ Les paiements compensent d'abord tout impôt fédéral exigible, puis ce qui reste de la somme réputée payée est remboursé à l'entité applicable.¹⁰⁶ L'option du paiement optionnel peut être utilisée par des entités exonérées d'impôt ainsi que par des entités qui peuvent avoir un impôt fédéral sur le revenu exigible.¹⁰⁷ Compte tenu de ce contexte, selon la Chine, cette option peut donner lieu à l'une des deux contributions financières différentes, en fonction de l'impôt auquel l'entité concernée est assujéti.

7.61. Premièrement, la Chine affirme que si l'entité concernée n'est pas assujéti à l'impôt ou est assujéti à un impôt inférieur à la valeur de la somme réputée payée, alors la partie remboursée

¹⁰² Pages de titre du sous-titre A et suivants (pièce CHN-63).

¹⁰³ Même si la Chine ne conteste que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux qui sont imbriqués à l'intérieur de chaque CII et CIP, et non les CII et CIP en général, nous considérons quand même que cette identification des contribuables se trouvant dans une situation similaire est raisonnable. En effet, le contribuable doit d'abord remplir les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un CII et/ou d'un CIP plus généralement, avant d'être admissible à une augmentation du montant du CII/CIP via un crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux. De cette manière, les CII et les CIP, en général, et les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux, en particulier, sont étroitement liés sur les plans pratique et juridique.

¹⁰⁴ Voir, plus haut, le paragraphe 7.48.

¹⁰⁵ Voir, plus haut, le paragraphe 2.15.

¹⁰⁶ Administration fiscale des États-Unis, "Elective Pay and Transferability Frequently Asked Questions: Elective Pay", question n° 4 (pièce CHN-117).

¹⁰⁷ Administration fiscale des États-Unis, "Elective Pay and Transferability Frequently Asked Questions: Elective Pay", question n° 8 (pièce CHN-117) (indiquant que certaines coopératives d'électricité rurales sont "imposables"). Cependant, la Chine note que la première utilité de l'option du paiement optionnel est qu'elle permet aux entités exonérées d'impôt (qui, bien entendu, ne peuvent pas recourir à des crédits d'impôt) de réaliser la pleine valeur des CII et des CIP.

de la somme réputée payée est une contribution financière sous la forme d'un transfert direct de fonds au titre de l'article 1.1 a) 1) i) accordée par les pouvoirs publics à l'entité concernée. Nous sommes d'accord. Lorsque les pouvoirs publics remboursent la totalité ou une partie de la somme réputée payée (qui est simplement la valeur du crédit d'impôt, et non un paiement effectif en argent) à l'entité concernée sous la forme d'un paiement effectif en argent, cela constitue un transfert direct de fonds des pouvoirs publics à l'entité concernée. Un avantage est conféré, dont le montant est égal au paiement effectué par les pouvoirs publics, qui ressemble essentiellement à un don n'entraînant pas d'obligations réciproques, avec lequel le bénéficiaire est mieux loti, à hauteur du montant de ce paiement.¹⁰⁸

7.62. Deuxièmement, la Chine affirme que lorsque les pouvoirs publics appliquent une partie quelconque de la somme réputée payée à l'impôt fédéral sur le revenu auquel l'entité concernée est assujettie, et qu'ils retiennent donc cette partie au lieu de la rembourser, cette partie constitue des recettes abandonnées normalement exigibles au sens de l'article 1.1 a) 1) ii). Nous sommes d'accord. Dans ce cas, la rétention de la somme réputée payée appliquée vis-à-vis de tout impôt exigible est, d'un point de vue fonctionnel, impossible à distinguer d'un crédit d'impôt. Toutefois, au lieu de réduire l'assujettissement fiscal initial comme le ferait un crédit, elle compte simplement comme un paiement vis-à-vis de l'assujettissement fiscal existant. Par conséquent, selon nous, dans ce cas, l'analyse figurant plus haut aux paragraphes 7.55 à 7.59 s'applique *mutatis mutandis*. La seule différence importante est que le traitement fiscal contesté ici n'est pas un crédit d'impôt, mais simplement une somme d'impôt réputée payée qui existe au titre des règles fiscales normales. Le point de repère est l'ensemble des règles fiscales normales décrit plus haut au paragraphe 7.57, et les contribuables se trouvant dans une situation comparable sont également les mêmes que ceux qui sont décrits dans ce paragraphe. Les observations faites dans ce paragraphe concernant la structure du code des impôts des États-Unis et ses principes directeurs s'appliquent également ici. La comparaison entre le traitement fiscal contesté et le point de repère donne aussi le même résultat pour les mêmes raisons, c'est-à-dire que la réduction de l'impôt ne reflète aucun principe directeur du code des impôts des États-Unis, ce qui entraîne une constatation de l'existence de recettes abandonnées normalement exigibles, dont le montant est égal à la partie retenue de la somme réputée payée.¹⁰⁹ Un avantage est conféré, dont le montant est égal à la réduction de l'impôt auquel le contribuable est assujéti en vertu du paiement optionnel, ce qui fait que le contribuable est mieux loti qu'en l'absence du versement.¹¹⁰

7.4.3.1.4 Cession de crédit

7.63. La cession de crédit permet à certains contribuables¹¹¹ de transférer la totalité ou une partie des CII et des CIP à une tierce partie non liée.¹¹² Le cessionnaire peut alors réclamer les crédits transférés sur sa déclaration d'impôts essentiellement comme s'il était l'entité cessionnaire.¹¹³ La réglementation précise que si le cessionnaire donne quelque chose au cédant en contrepartie du crédit, cela doit être des espèces.¹¹⁴

7.64. La Chine fait valoir que cette situation donne lieu à une contribution financière sous la forme d'un transfert direct de fonds, au sens de l'article 1.1 a) 1) i), accordée par les pouvoirs publics des États-Unis au cédant.¹¹⁵ Nous rappelons que, dans ce contexte, la valeur que les pouvoirs publics prévoient pour le crédit est accordée directement au *cessionnaire* sous la forme du crédit d'impôt; ensuite, la totalité ou une partie de cette valeur peut être transférée au cédant via le paiement en espèces du cessionnaire. En d'autres termes, la valeur du crédit passe des pouvoirs publics au cessionnaire, puis au cédant. La présence du cessionnaire comme intermédiaire atténue, selon nous, le "caractère direct" du transfert des fonds des pouvoirs publics au cédant dans une certaine mesure, tout comme le pouvoir discrétionnaire du cessionnaire de donner (ou non) un montant non spécifié en espèces en contrepartie du crédit qui lui a été cédé. Néanmoins, nous considérons que les indices de l'existence du "caractère direct" du transfert sont quand même suffisants dans ces circonstances

¹⁰⁸ Voir, plus haut, le paragraphe 7.48.

¹⁰⁹ Lorsque seule une partie de la somme réputée payée est retenue et que l'autre partie est remboursée à l'entité concernée, les deux types de contributions financières décrites dans la présente section sont présents.

¹¹⁰ Voir, plus haut, le paragraphe 7.48.

¹¹¹ 26 U.S.C., article 6418 f) 2) (pièce CHN-17).

¹¹² Voir, plus haut, le paragraphe 2.15.

¹¹³ 26 U.S.C., article 6418 a) (pièce CHN-17).

¹¹⁴ 26 U.S.C., article 6418 b) 1) (pièce CHN-17).

¹¹⁵ Chine, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial.

spécifiques. La raison en est que la loi prévoit et prescrit ce passage de valeur des pouvoirs publics au cédant et prescrit les formes que la valeur prend (un crédit d'impôt essentiellement converti en paiement en espèces). *In fine*, le cédant reçoit des espèces, c'est-à-dire des "fonds". Dans l'ensemble, donc, la loi réglemente de manière cohérente une série de transactions qui donnent inévitablement lieu au transfert de fonds vers le cédant. Nous considérons qu'il en est ainsi même si la fourniture de liquidités au cédant n'est pas strictement prescrite, car nous considérons qu'il est hautement improbable que celui-ci ignore des incitations commerciales fortes et claires à ne pas céder le précieux crédit sans contrepartie.¹¹⁶

7.65. Une contribution financière confère un avantage si, avec elle, le bénéficiaire est mieux loti qu'en l'absence de contribution.¹¹⁷ Nous considérons que lorsque les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont utilisés comme une cession de crédit, un avantage est conféré par le paiement en espèces, ce qui fait que le cédant est mieux loti qu'en l'absence de paiement.

7.4.3.1.5 Conclusion

7.66. Nous constatons donc que la Chine a établi *prima facie* que les CII et les CIP, tels qu'ils sont majorés par les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux, sont des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC lorsqu'ils sont utilisés comme des crédits aux investisseurs/producteurs, un paiement optionnel, ou une cession de crédit.

7.4.3.2 Subordination

7.67. La Chine allègue que les CII et les CIP, dans la mesure où ils sont majorés par des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux, sont subordonnés à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés en vertu de la prescription concernant l'acier et le fer et de la prescription concernant les produits fabriqués. Les États-Unis ne contestent pas ce point.

7.68. Ces dispositions ont déjà été décrites dans la section 2.3 du présent rapport. Nous rappelons donc que les quatre CII et CIP ont des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux sensiblement identiques, qui sont fondés sur la prescription concernant l'acier et le fer et sur la prescription concernant les produits fabriqués. La première prescrit que de l'acier et du fer nationaux soient utilisés pour la construction des installations pertinentes, et la deuxième prescrit qu'une certaine quantité d'autres produits nationaux soit utilisée pour la construction de ces installations. Ce n'est que si ces deux prescriptions sont respectées que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux deviennent disponibles et, fondamentalement, majorent le montant du CII ou du CIP.¹¹⁸ Il s'agit donc de conditions exigeant l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés dans le texte des mesures elles-mêmes.

7.69. Nous constatons donc que la Chine a établi *prima facie* que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP exigent l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, et sont donc des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Ainsi, il était et il est interdit aux États-Unis d'accorder ou de maintenir de telles subventions conformément à l'article 3.2 de l'Accord SMC.

¹¹⁶ Même si la cession de crédit ne pouvait pas être qualifiée de transfert direct de fonds, nous constaterions quand même qu'elle est une contribution financière qui confère un avantage. En effet, à notre avis, la réclamation du crédit par le cessionnaire donne lieu à des recettes abandonnées normalement exigibles qui confèrent un avantage au sens de l'article 1.1 a) 1) ii), selon l'analyse faite plus haut aux paragraphes 7.55 à 7.59, *mutatis mutandis*. (Voir Chine, première communication écrite, note de bas de page 204 (suggérant cette qualification).) Nous ne voyons rien, sur le plan juridique ou pratique, qui empêche d'appliquer l'article premier à des transactions complexes et à étapes multiples avec une telle flexibilité. Voir, plus haut, le paragraphe 7.47.

¹¹⁷ Voir, plus haut, le paragraphe 7.48.

¹¹⁸ Le respect des prescriptions relatives à l'obtention des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux peut aussi empêcher que la valeur des CII et des CIP aux fins du paiement optionnel soit réduite. Voir 26 U.S.C., articles 45 b) 10), 45Y g) 12), 48 a) 13), et 48E d) 5).

7.4.4 Conclusion

7.70. Pour les raisons exposées plus haut, nous concluons que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC parce qu'ils sont des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés accordées ou maintenues par les États-Unis.

7.5 Moyen de défense des États-Unis au titre de l'article XX a) du GATT de 1994

7.5.1 Introduction

7.71. Nous avons confirmé les allégations de la Chine selon lesquelles les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994, l'article 2 de l'Accord sur les MIC et l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC. Les États-Unis font valoir que les mesures sont "nécessaires à la protection de la moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994. Nous allons maintenant examiner ce moyen de défense.

7.72. Selon les États-Unis, les mesures en cause protègent la moralité publique des États-Unis contre "l'obtention et l'instrumentalisation d'une domination mondiale dans le[] secteur[] ... des énergies renouvelables".¹¹⁹ Les États-Unis estiment que cette domination a été assurée par un "comportement non fondé sur le marché et ayant des effets de distorsion des échanges, qui inclut la concurrence déloyale et le recours au travail forcé, au vol et à la coercition", qui violent les normes du bien et du mal existant aux États-Unis, telles qu'elles apparaissent dans les lois des États et les lois fédérales des États-Unis.¹²⁰ De l'avis des États-Unis, les mesures en cause protègent la moralité publique en réduisant la dépendance à l'égard de la Chine et en renforçant, sur le marché des États-Unis, la concurrence loyale et les résultats axés sur le marché¹²¹, en incitant à produire aux États-Unis et dans d'autres pays dont la moralité publique est en adéquation avec celle des États-Unis¹²², et en encourageant les consommateurs des États-Unis à faire des choix qui ne récompensent pas la conduite chinoise, qui est contraire à la moralité publique des États-Unis.¹²³ Ceux-ci soutiennent que les mesures sont "nécessaires" à la protection de la moralité publique parce que les efforts déployés précédemment par les États-Unis et d'autres pays, y compris les versions précédentes des mesures en cause, n'ont pas empêché la Chine d'atteindre une domination mondiale dans le secteur des énergies renouvelables en recourant à des politiques et pratiques non fondées sur le marché, et n'ont pas permis aux États-Unis ni à d'autres pays de maintenir ou de développer des capacités dans ces secteurs.¹²⁴ Enfin, les États-Unis font valoir que les mesures en cause sont compatibles avec le texte introductif de l'article XX car les mêmes conditions n'existent pas aux États-Unis et en Chine, et les mesures ne constituent pas une restriction déguisée au commerce international.¹²⁵

7.73. La Chine rejette les arguments des États-Unis et soutient que les mesures ne sont pas justifiées au regard de l'article XX a). Selon elle, les États-Unis ont utilisé toute une série de formulations et de termes différents pour identifier la "moralité publique" que les mesures contestées visent à protéger, ce qui constitue en soi un obstacle important à leur capacité de s'acquitter de la charge de la preuve qui leur incombe au titre de l'article XX a).¹²⁶ En outre, la Chine considère que plusieurs composantes de la moralité publique que les États-Unis, d'après les allégations, cherchent

¹¹⁹ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 17.

¹²⁰ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 67. Voir États-Unis, première communication écrite, paragraphes 67 à 103; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 30 à 45; deuxième communication écrite, paragraphes 20 à 27.

¹²¹ Chine, première communication écrite, paragraphe 106; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 53.

¹²² États-Unis, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 46. Voir aussi États-Unis, première communication écrite, paragraphes 104 à 114 et deuxième communication écrite, paragraphes 28 à 51.

¹²³ États-Unis, réponse aux questions du Groupe spécial n° 12, paragraphe 41 et n° 16, paragraphe 67.

¹²⁴ États-Unis, première communication écrite, paragraphes 115 à 121; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 58 à 66; deuxième communication écrite, paragraphes 59 à 68.

¹²⁵ États-Unis, première communication écrite, paragraphes 124 à 135; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 68 à 75; deuxième communication écrite, paragraphes 70 à 93.

¹²⁶ Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 49 à 54.

à protéger ne sont pas de véritables composantes de la moralité publique aux États-Unis et ne constituent pas la "moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994.¹²⁷ La Chine estime en outre que les mesures contestées n'ont, en tout état de cause, pas été conçues pour répondre à l'une quelconque des préoccupations alléguées des États-Unis concernant la moralité publique.¹²⁸ Enfin, la Chine estime que, comme les mesures ne sont pas provisoirement justifiées au regard de l'alinéa a) de l'article XX, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner si elles sont appliquées d'une manière compatible avec les prescriptions du texte introductif de l'article XX.¹²⁹ Néanmoins, elle fait valoir que les mesures contestées ne sont pas appliquées d'une manière compatible avec le texte introductif car elles entraînent une discrimination arbitraire ou injustifiable¹³⁰ et constituent une restriction déguisée au commerce international.¹³¹

7.74. Nous rappelons que, dans leurs communications écrites, les États-Unis ont invoqué l'exception relative à la moralité publique énoncée à l'article XX a) pour justifier à la fois le crédit d'impôt pour les véhicules propres et les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP. Compte tenu du retrait par la Chine de ses allégations contre le crédit d'impôt pour les véhicules propres¹³², nous nous abstenons d'examiner tout argument et élément de preuve des parties au titre de l'article XX a) qui concerne spécifiquement le crédit d'impôt pour les véhicules propres. Notre évaluation du moyen de défense des États-Unis au titre de l'article XX a) met l'accent sur les aspects des arguments et éléments de preuve des parties soit qui concernent spécifiquement les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP, soit qui sont pertinents pour les deux séries de mesures (et donc pertinents pour notre analyse du moyen de défense des États-Unis en ce qui concerne les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP).

7.75. La présente section se divise en deux parties. Dans la première, nous rappelons le critère juridique applicable en vertu de l'article XX a). Puis nous examinons si les États-Unis ont établi que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures nécessaires à la protection de la moralité publique.

7.5.2 Critère juridique applicable en vertu de l'article XX a) du GATT de 1994

7.5.2.1 Considérations générales

7.76. L'article XX a) du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par [tout Membre] des mesures

a) nécessaires à la protection de la moralité publique;

7.77. La charge de prouver qu'une mesure est justifiée au regard de l'article XX incombe à la partie qui invoque cette disposition.¹³³ Cela signifie, dans la présente procédure, que les États-Unis ont la charge de démontrer que les mesures contestées satisfont aux prescriptions à la fois de l'alinéa a) et du texte introductif de l'article XX. Dans notre évaluation des arguments et éléments de preuve des parties à cet égard, nous ne perdons pas de vue que:

[L]a nature et la portée des arguments et éléments de preuve requis pour l'établissement d'éléments *prima facie* varieront nécessairement en fonction des faits de la cause, et d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre. De plus, ces règles et principes de la jurisprudence de l'OMC ne doivent pas être

¹²⁷ Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 54 à 78.

¹²⁸ Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 70 à 134.

¹²⁹ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 135.

¹³⁰ Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 137 à 141.

¹³¹ Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 142 à 144.

¹³² Voir la section 2.2 du présent rapport.

¹³³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

appliqués d'une manière indûment formaliste ou mécanique, ni entraver l'analyse de fond devant être effectuée par un groupe spécial.¹³⁴

7.78. Il a été interprété qu'une justification provisoire au regard d'un des alinéas exigeait que la mesure contestée traite l'intérêt particulier spécifié dans ce paragraphe et qu'il existe un lien suffisant entre la mesure et l'intérêt protégé. Dans le contexte de l'article XX a), cela a été interprété comme signifiant qu'un Membre qui cherche à démontrer qu'une mesure contestée est provisoirement justifiée doit établir, premièrement, que la mesure a été conçue ou prise pour "la protection de la moralité publique" (c'est-à-dire que la mesure contestée doit "traite[r] l'intérêt particulier spécifié dans ce paragraphe")¹³⁵; et deuxièmement, que la mesure est "nécessaire" à la protection de cette moralité publique.¹³⁶ Si cela est établi, le Groupe spécial doit ensuite confirmer que les mesures ne sont pas appliquées de façon à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, ou une restriction déguisée au commerce international.

7.79. Les contours de chacune de ces étapes ou éléments du critère juridique applicable en vertu de l'article XX a) ont fait l'objet d'observations détaillées dans des rapports antérieurs de règlement des différends. Nous ne jugeons pas utile de reprendre dans l'abstrait et de manière circonstanciée les déclarations antérieures des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel concernant chacun de ces éléments. Néanmoins, nous allons examiner plusieurs questions de droit et d'interprétation qui découlent des communications des parties et des tierces parties dans le présent différend concernant l'examen liminaire de la question de savoir si les mesures en cause sont des mesures qui sont conçues ou prises pour "la protection de la moralité publique".

7.5.2.2 Prescription liminaire imposant de montrer qu'une mesure "prot[ège] ... la moralité publique"

7.80. Nous notons que, bien que les États-Unis aient raison de souligner que les mots "conçues pour" ne figurent pas dans le texte de l'article XX a)¹³⁷, l'adverbe "to" ("pour") associé au verbe à l'infinitif "protect" ("protéger") est une formulation qui "indique un but ou une intention" et qui "établit ainsi un lien nécessaire entre la mesure et l'intérêt protégé".¹³⁸ Le sens ordinaire des termes de l'article XX a) étaye donc l'approche adoptée dans des rapports antérieurs de règlement des différends dans lesquels un moyen de défense au titre de l'article XX a) était examiné, qui consistait à procéder à un examen liminaire initial de la question de savoir si les mesures en cause étaient "conçues pour" ou "prises pour" protéger la moralité publique, avant de passer à l'examen de la question de savoir si elles étaient "nécessaires" à cette fin.¹³⁹ En outre, il nous semble qu'un examen du point de savoir si une mesure est conçue pour poursuivre l'objectif allégué est une condition préalable nécessaire pour tout examen de la contribution que la mesure apporte à cet objectif déclaré et/ou pour un examen du point de savoir s'il existe des mesures de rechange moins restrictives pour le commerce qui contribueraient à cet objectif (c'est-à-dire si la mesure est "nécessaire").¹⁴⁰

¹³⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique) (article 21:5 – Mexique)*, paragraphe 7.33

¹³⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.67.

¹³⁶ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169.

¹³⁷ États-Unis, réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphe 38. Les États-Unis font valoir que les expressions "conçues pour" et "pas inaptes à" ne figurent pas à l'article XX a), et qu'un groupe spécial doit appliquer le texte d'un accord visé tel qu'il est compris au travers de l'application des règles coutumières d'interprétation. Selon eux, rien à l'article XX a) du GATT de 1994 ne prescrit de montrer qu'une mesure est "conçue pour" ou "pas inapte à" protéger la moralité publique, ni de montrer qu'une mesure est "en fait" conçue pour protéger la moralité publique. (États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 29)

¹³⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

¹³⁹ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.68; les rapports des Groupes spéciaux *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 7.631; *UE – Paquet législatif pour l'énergie*, paragraphe 1141 (concernant la disposition en matière d'exception équivalente énoncée à l'article XIV a) de l'AGCS); *Brésil – Taxation*, paragraphe 7.522; et *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.112. La même analyse juridique a été utilisée au sujet de l'article XX b), qui concerne les mesures dont il est allégué qu'elles sont "nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux". Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.20 et *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.133.

¹⁴⁰ Entre autres choses, l'identification de l'objectif d'une mesure est une condition préalable logique et juridique à l'examen du point de savoir si la mesure est "nécessaire", car l'objectif d'une mesure, tel qu'il a été identifié par le Groupe spécial, sert de "point de référence par rapport auquel un groupe spécial doit évaluer le

7.81. En effet, ne pas examiner la question de savoir si une mesure a en fait été conçue ou prise pour "la protection de la moralité publique" équivaudrait, pour un groupe spécial, à se considérer lui-même comme lié par l'affirmation du défendeur concernant l'objectif de la mesure contestée, même lorsque la question est contestée et face à des éléments de preuve et à des arguments contradictoires de la partie plaignante. Or il est bien établi, dans le contexte de l'article XX et plus généralement, que si un groupe spécial doit tenir compte de la manière dont le défendeur a énoncé les objectifs de la mesure, il n'est pas tenu d'accepter cette description: en fait, un groupe spécial doit "évaluer de façon indépendante et objective"¹⁴¹ l'objectif de la mesure, en tenant compte de tous les éléments de preuve disponibles, y compris le texte de la mesure, tout historique législatif pertinent, et d'autres éléments de preuve concernant la structure et le fonctionnement de la mesure.¹⁴² Il en est particulièrement ainsi lorsque l'objectif d'une mesure est contesté parmi les parties et que des arguments contradictoires ont été avancés.¹⁴³

7.82. Le devoir d'un groupe spécial de procéder à une évaluation objective et indépendante de l'objectif d'une mesure a été initialement reconnu dans le contexte des exceptions générales prévues à l'article XX du GATT de 1994¹⁴⁴, puis réitéré dans le contexte des dispositions connexes de l'Accord OTC et de l'Accord SPS. Dans le contexte de l'article 2.2 de l'Accord OTC, qui requiert également une évaluation de la nécessité d'une mesure par référence à son objectif, il a été dit qu'un groupe spécial "doit évaluer ce qu'un Membre cherche à accomplir" au moyen de la mesure, et dans cette tâche "n'est pas lié par la description donnée par un Membre des objectifs qu'il cherche à atteindre au moyen de la mesure, mais doit les évaluer de manière indépendante et objective" en tenant compte de cette description. Ce faisant, il "peut prendre en compte les textes des lois, l'historique de l'élaboration des lois et d'autres éléments de preuve concernant la structure et le fonctionnement de la mesure".¹⁴⁵ De même, dans le contexte de l'Accord SPS, il a été dit que "le but d'une mesure doit être établi sur la base de considérations objectives"¹⁴⁶ et "[peut] être fondé[]" non seulement sur les objectifs de la mesure tels qu'ils sont exprimés par le défendeur, mais aussi sur le texte et la structure de la mesure pertinente, le contexte réglementaire qui l'entoure et la manière dont elle est conçue et appliquée".¹⁴⁷

degré de la contribution apportée", ainsi que par toutes mesures de rechange moins restrictives pour le commerce proposées. (Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO*, paragraphe 387) L'Organe d'appel a fait cette déclaration dans le contexte de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Toutefois, nous estimons que, nécessairement, ces considérations s'appliquent tout aussi bien dans le contexte de l'article XX du GATT de 1994 car dans les deux contextes, un groupe spécial est appelé à évaluer le degré de la contribution apportée par une mesure à son objectif et le degré de la contribution qui serait apportée par toutes mesures de rechange moins restrictives pour le commerce.

¹⁴¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 304. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *UE et certains États membres – Huile de palme (Malaisie)*, note de bas de page 398; et *UE – Huile de palme (Indonésie)*, note de bas de page 401 (indiquant que "[c]omme l'Organe d'appel l'a précisé il y a longtemps, un groupe spécial doit toujours "évaluer de manière indépendante et objective" l'objectif des mesures spécifiques en cause sans être lié par la description donnée par l'une ou l'autre partie de l'objectif poursuivi.) Dans les affaires *UE – Huile de palme*, les Groupes spéciaux ont examiné une série de questions contestées relatives à l'objectif de la mesure contestée. L'Union européenne a soutenu que la mesure contestée avait été prise pour atteindre des objectifs interdépendants concernant la moralité publique, l'environnement et la conservation des ressources épuisables, alors que les parties plaignantes faisaient valoir qu'elle avait été prise à des fins protectionnistes. (Voir les rapports des Groupes spéciaux *UE et certains États membres – Huile de palme (Malaisie)*, paragraphe 7.250; et *UE – Huile de palme (Indonésie)*, paragraphe 7.294.) Les Groupes spéciaux ont effectué leur analyse dans le contexte du critère de la nécessité énoncé à l'article 2.2 de l'Accord OTC, qu'ils ont transposé *mutatis mutandis* à leur examen des exceptions générales prévues à l'article XX b) et XX g) du GATT de 1994. L'Union européenne a également invoqué l'exception relative à la moralité publique énoncée à l'article XX a), mais le Groupe spécial a jugé qu'il n'était pas nécessaire de formuler des constatations sur cette exception. (Rapports des Groupes spéciaux *UE et certains États membres – Huile de palme (Malaisie)*, paragraphe 7.250; et *UE – Huile de palme (Indonésie)*, paragraphes 7.293, et 7.1097 à 7.1099)

¹⁴² Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.144; rapports des Groupes spéciaux *Colombie – Textiles*, paragraphe 7.480 et *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.117.

¹⁴³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO*, paragraphe 395.

¹⁴⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 304.

¹⁴⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II*, paragraphe 314 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 304).

¹⁴⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

¹⁴⁷ Rapport du Groupe spécial *Panama – Mesures à l'importation (Costa Rica)*, paragraphe 7.63 (citant des différends antérieurs au titre de l'Accord SPS).

7.83. Nous notons également l'avis des États-Unis selon lequel, comme la Chine a avancé des arguments similaires pour montrer à la fois que les mesures contestées ne sont pas "conçues pour" protéger la moralité publique et qu'elles ne sont pas "nécessaires" à la protection de la moralité publique, l'examen du point de savoir si les mesures sont conçues ou prises pour protéger la moralité publique serait un exercice "inutile".¹⁴⁸ Nous ne sommes pas d'accord. Comme nous l'avons expliqué plus haut, nous considérons qu'une évaluation objective de la question de savoir si une mesure contestée est conçue ou prise pour protéger la moralité publique est à la fois une étape importante de l'analyse juridique au titre de l'article XX a) et un élément précurseur nécessaire, du point de vue de la logique, de tout examen de la question de savoir si cette mesure est "nécessaire" à cette protection. Nous pensons comme les organes juridictionnels antérieurs de l'OMC que, même si les étapes de l'analyse concernant la "conception" et la "nécessité" sont juridiquement et conceptuellement distinctes, les mêmes éléments de preuve ou considérations, ou des éléments de preuve ou considérations similaires, peuvent être pertinents pour les deux examens.¹⁴⁹ Ainsi, le fait que la Chine formule des arguments similaires en relation avec les deux étapes de l'analyse ne rend pas l'analyse concernant la "conception" inutile ni autrement superflue.

7.84. Cela étant dit, nous comprenons qu'il peut y avoir des différends dans lesquels le chevauchement apparent entre les éléments de preuve et les considérations intervenant dans les deux étapes justifie une analyse plus globale. Dans l'affaire *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, le Groupe spécial a conclu qu'il était "difficile d'évaluer sur un quelconque plan général si les mesures en cause [étaient] "conçues" pour protéger la moralité publique et il n'[était] donc pas convaincu que l'étape intermédiaire que constitue ce critère de la conception soit utile pour son analyse".¹⁵⁰ Il a finalement utilisé ce qu'il a appelé une "approche globale"¹⁵¹ et un "examen global"¹⁵², qui combinaient son examen des questions susmentionnées et l'évaluation de l'étape de la "nécessité" du critère prévu à l'article XX a). Son approche dans cette affaire a été établie en réponse aux arguments et éléments de preuve particuliers présentés par les parties à cette procédure, et nous ne pensons pas qu'il ait donné à entendre que son approche, en général ou dans tous les cas, remplaçait l'analyse en deux étapes traditionnellement adoptée par les groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel.

7.85. En résumé, nous considérons qu'il est nécessaire d'évaluer si les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures visant "la protection de la moralité publique", en tant qu'étape liminaire initiale, avant de procéder à l'examen de la question de savoir s'ils sont "nécessaires" à la protection de la moralité publique. Nous comprenons que le but de la première étape au titre de l'article XX a) est donc de déterminer si les mesures ont été prises dans le but de protéger la moralité publique.

7.5.2.3 Portée et nature de l'évaluation requise

7.86. Ayant conclu que nous devons évaluer si les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures visant "la protection de la moralité publique", en tant qu'étape liminaire initiale, avant de procéder à l'examen de la question de savoir s'ils sont "nécessaires" à la protection de la moralité publique, nous allons maintenant examiner la portée et la nature de l'évaluation requise.

7.87. La nature des questions spécifiques devant être examinées par un groupe spécial dans le contexte de cette première étape au titre de l'article XX dépendra nécessairement des circonstances propres à chaque affaire. Il y a eu des différends portant sur l'article XX b) dans lesquels la première étape a donné lieu à des constatations importantes sur des questions scientifiques ou d'autres questions factuelles contestées concernant l'existence de la "conduite" alléguée que la mesure visait à réduire.¹⁵³ Dans d'autres différends, la première étape a donné lieu à des constatations importantes sur des éléments de preuve directs se rapportant aux buts et objectifs exposés ou déclarés des mesures contestées, tels qu'attestés par des sources comme le texte des lois et réglementations, l'historique de l'élaboration de la mesure, les intentions déclarées des législateurs

¹⁴⁸ États-Unis, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 36.

¹⁴⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.125.

¹⁵⁰ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.151.

¹⁵¹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.152.

¹⁵² Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.153.

¹⁵³ Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *CE – Amiante*, paragraphes 8.184 à 8.195; *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphes 7.53 à 7.93; *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphes 7.165 à 7.180.

et les circonstances environnantes.¹⁵⁴ Dans la plupart des différends, l'analyse a principalement permis d'examiner dans quelle mesure il y avait un lien objectivement discernable entre l'objectif déclaré et la conception, la structure et le fonctionnement attendu de la mesure. Dans certains cas, l'absence d'un tel lien discernable a été considérée comme déterminante lorsque la conception, la structure et le fonctionnement attendu révélaient que la mesure était inapte à contribuer aux objectifs déclarés.¹⁵⁵

7.88. Nous estimons qu'il peut y avoir des circonstances dans lesquelles l'évaluation d'un groupe spécial pourrait à juste titre se limiter à examiner si une mesure est "inapte à" protéger la moralité publique. En particulier, dans les cas où les arguments et éléments de preuve relatifs à cette première étape chevauchent dans une large mesure les arguments et éléments de preuve qui sont pertinents pour l'examen de l'étape de la "contribution" au titre du critère de la "nécessité", il pourrait être approprié de limiter ainsi l'évaluation liminaire afin d'éviter que l'analyse de la "nécessité" ne soit prématurée tronquée. Toutefois, nous ne considérons pas que l'examen par un groupe spécial de la mesure dans laquelle une mesure se rapporte à l'objectif allégué, et encore moins toute la première étape de l'examen de la question de savoir si une mesure est prise pour "la protection de la moralité publique", devraient invariablement être circonscrits à l'examen de la question de savoir si une mesure est "inapte à" protéger la moralité publique. Dans la mesure où l'on pourrait considérer que certains rapports de groupes spéciaux antérieurs suggèrent une interprétation différente¹⁵⁶, et compte tenu des vues potentiellement divergentes sur ce point exprimées dans certaines des communications des tierces parties dans le présent différend¹⁵⁷, nous donnons l'explication suivante.

7.89. Dans l'affaire *Colombie – Textiles*, l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit, dans un passage cité par la suite dans plusieurs rapports de règlement des différends:

En ce qui concerne l'analyse de la "conception" de la mesure, le membre de phrase "[pour] la protection de la moralité publique" implique un examen liminaire initial afin de déterminer s'il existe un lien entre une mesure par ailleurs incompatible avec le GATT et la protection de la moralité publique. Si cet examen liminaire initial montre que la mesure n'est pas apte à protéger la moralité publique, il n'existe pas de lien entre la mesure et la protection de la moralité publique qui satisfasse aux prescriptions de l'étape concernant la "conception". Dans ce cas, il ne serait pas requis de poursuivre l'examen pour ce qui est de savoir si cette mesure est "nécessaire" à la protection de la moralité publique. Il en est ainsi parce qu'il ne peut pas y avoir de justification au titre de l'article XX a) pour une mesure qui n'est pas "conçue" pour protéger la moralité

¹⁵⁴ Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 7.201; *Chine – Terres rares*, 7.169 à 7.171; *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphes 7.181 à 7.208; *UE – Huile de palme (Indonésie)*, paragraphes 7.213 à 7.218, 7.243 à 7.275, et 7.1091 à 7.1096.

¹⁵⁵ Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Indonésie – Régimes de licences d'importation*, paragraphes 7.719, 7.720, et 7.657 à 7.660.

¹⁵⁶ Voir, par exemple, les rapports du Groupe spécial *Brésil – Taxation*, paragraphes 7.569 à 7.583. Dans ce différend, le Groupe spécial a déclaré que "les aspects discriminatoires du Programme PATVD, tels qu'ils [étaient] libellés, n'[avaient] aucun rapport avec le fait de réduire la fracture numérique ou avec l'inclusion sociale" (paragraphe 7.571); que le Brésil "n'[avait] fourni aucun élément de preuve indiquant que le matériel d'émission ne serait pas disponible sur le marché brésilien dans les proportions nécessaires" (paragraphe 7.573); que "la conception, la structure, le fonctionnement et les objectifs déclarés de la mesure étay[aient] tous l'idée que la mesure [avait] été adoptée dans le but de promouvoir la production nationale en tant que fin en elle-même et à elle seule" (paragraphe 7.579); et qu'"il apparaiss[ait] que le fonctionnement de la mesure contredise sa raison d'être" (paragraphe 7.582). Cependant, il a conclu que "[n]onobstant les sérieuses réserves qu'il émet[tait] au sujet de la conception de la mesure, [il] ne consid[érait] pas qu'il [était] en mesure de formuler une constatation négative, selon laquelle le Programme PATVD [était] inapte à contribuer à réduire la fracture numérique et à promouvoir l'inclusion sociale", car, selon lui, il n'était "pas inconcevable" que, "dans certaines circonstances, des mesures discriminatoires puissent effectivement contribuer aux objectifs allégués, d'une manière semblable à celle qui [était] exposée par le Brésil" (paragraphe 7.581). Par conséquent, le Groupe spécial a constaté que le Brésil "[avait] démontré que la mesure était conçue pour protéger la moralité publique au sens de l'article XX a)" (paragraphe 7.583).

Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Indonésie – Matières premières*, paragraphes 7.223 à 7.233. Dans ce différend, le Groupe spécial a déclaré qu'il ne pouvait "pas exclure la possibilité que l'interdiction d'exporter ait exercé une certaine pression à la baisse sur les taux d'extraction" (paragraphe 7.228), et que "[l]e fait qu'il existe une possibilité, même lointaine, que l'interdiction d'exporter assure le respect de l'article 96 c) [l'amenait] toutefois ... à conclure que l'Indonésie [avait] démontré que l'interdiction d'importer était une mesure pour assurer le respect de l'article 96 c) au sens de l'article XX d) du GATT de 1994" (paragraphe 7.233).

¹⁵⁷ Voir les réponses du Brésil, du Canada, du Japon, de Singapour et de l'Union européenne à la question n° 3 du Groupe spécial aux tierces parties.

publique. Toutefois, si la mesure n'est pas inapte à protéger la moralité publique, cela indique l'existence d'un lien entre la mesure et la protection de la moralité publique. Dans cette situation, il est requis de poursuivre l'examen de la question de savoir si la mesure est "nécessaire" au titre de l'article XX a).¹⁵⁸

7.90. Cependant, le fait qu'une mesure contestée peut ne pas être "inapte" à contribuer à un objectif déclaré – même si ce n'est que par accident, par hasard ou hypothétiquement – ne signifie pas ni n'implique qu'elle a été prise ou conçue pour cet objectif. Accepter le contraire reviendrait, à notre avis, à confondre le résultat ou l'effet possible d'une mesure avec son but.

7.91. En effet, si une analyse ainsi tronquée devait couvrir de manière exhaustive la portée de l'étape liminaire initiale de l'examen de la question de savoir si une mesure était "conçue pour" répondre à l'intérêt particulier spécifié au paragraphe de l'article XX en cause, cela contraindrait les groupes spéciaux à suivre l'une des deux approches possibles, dont aucune, à notre avis, n'est défendable.

7.92. Premièrement, un groupe spécial pourrait partir du principe qu'il est dans l'impossibilité de procéder à une évaluation véritablement objective et indépendante de l'objectif d'une mesure, compte tenu d'autres considérations et éléments de preuve pertinents. Toutefois, cela irait à l'encontre du principe repris dans de nombreux rapports antérieurs de règlement des différends au titre du GATT de 1994, de l'Accord OTC et de l'Accord SPS, selon lequel les groupes spéciaux doivent procéder à une évaluation objective et indépendante de l'objectif d'une mesure sur la base de l'éventail complet des éléments de preuve disponibles.¹⁵⁹

7.93. Deuxièmement, un groupe spécial pourrait créer, dans le critère juridique, une ou plusieurs étapes liminaires antérieures supplémentaires qui viendraient avant l'étape concernant la "conception", pour pouvoir examiner toutes questions pertinentes exclues du champ d'une analyse étroite de la "conception". Toutefois, cette approche serait incompatible avec la pratique antérieure, qui a systématiquement consisté à adopter un cadre analytique en deux étapes. Il serait à la fois déroutant et trompeur de décrire le critère juridique applicable comme comportant deux étapes pour ensuite définir la première de ces étapes d'une manière qui tronquerait gravement sa portée et son utilité, et chercher alors à examiner les éléments exclus dans une ou plusieurs étapes antérieures à traiter *avant* la "première" des deux étapes établies. Par conséquent, nous ne pensons pas que cette seconde approche soit plus étayée par des rapports antérieurs de règlement des différends que la première.

7.94. Dans le présent différend, les deux parties ont présenté des arguments détaillés sur la question de savoir si les mesures avaient été conçues ou prises pour protéger la moralité publique, y compris en ce qui concerne leur conception, leur structure et leur fonctionnement. Nous ne voyons aucune raison de ne pas examiner ces arguments et les termes dans lesquels ils ont été présentés, c'est-à-dire pour déterminer si les mesures ont été "conçues" ou "prises" pour protéger la moralité publique. Les États-Unis font valoir que nous n'avons pas besoin d'entreprendre une évaluation liminaire initiale de la question de savoir si les mesures sont "conçues pour" ou ne sont "pas inaptes à" protéger la moralité publique. En outre, à leur avis, cette étape de l'analyse, si elle est abordée, n'est "pas particulièrement contraignante".¹⁶⁰ Les États-Unis font donc valoir que si nous abordons cette étape de l'analyse, nous devrions constater que les mesures contestées sont conçues pour, ou ne sont pas inaptes à, protéger la moralité publique. À cet égard, ils avancent des arguments détaillés concernant la conception et la structure des mesures contestées qui vont bien au-delà du simple fait d'affirmer que les mesures ne sont "pas inaptes" à protéger la moralité publique.¹⁶¹ Pour sa part, la Chine affirme ce qui suit:

[D]es rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ont utilisé le membre de phrase "pas inapte à" comme raccourci pour décrire la première étape de

¹⁵⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.68. (notes de bas de page omises)

¹⁵⁹ Nous renvoyons à l'analyse exposée plus haut aux paragraphes 7.81 et 7.82. De fait, il apparaît que le Groupe spécial *Brésil – Taxation* a reconnu certaines des implications de son interprétation du critère "pas inapte" de l'Organe d'appel. À cet égard, il a noté que, dans le cadre d'une analyse ainsi tronquée, une "analyse complète des objectifs précis de la mesure" ne serait pas requise, même si, comme il l'a observé, l'Organe d'appel avait lui-même suivi et approuvé l'approche du Groupe spécial visant à déterminer l'objectif précis des mesures. (Rapports du Groupe spécial *Brésil – Taxation*, note de bas de page 884)

¹⁶⁰ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 30.

¹⁶¹ Voir États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphes 30 à 51.

l'examen au titre de l'article XX a) du GATT de 1994 (et d'autres alinéas de l'article XX), et la Chine n'a pas d'objection concernant l'utilisation de ce raccourci. De l'avis de la Chine, toutefois, le membre de phrase "pas inapte à" peut être interprétée d'une manière erronée qui priverait effectivement de sens la première étape de l'examen au titre de l'article XX a). Bien comprise, la première étape de l'examen au titre de l'article XX a) peut constituer une base indépendante au rejet de l'invocation de cette exception par un Membre, et des groupes spéciaux antérieurs ont interprété et appliqué l'article XX a) (et d'autres alinéas de l'article XX) de cette manière.¹⁶²

7.95. Nous sommes d'accord avec la Chine sur ce point. Nous ne lisons pas dans les autres rapports de règlement des différends qui citent l'utilisation par l'Organe d'appel du membre de phrase "pas inapte à" qu'ils se sont nécessairement servis de ces mots pour circonscrire la portée de l'évaluation du groupe spécial dans la première étape de l'examen à une évaluation du seul point de savoir si une mesure est "inapte à" protéger la moralité publique. Par exemple, dans l'affaire *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, le Groupe spécial a finalement constaté que le défendeur ne s'était pas acquitté de la charge qui lui incombait de démontrer que la mesure contestée était une mesure prise ou conçue pour protéger la santé et la vie des personnes au titre de l'article XX b). Comme la présente affaire, ce différend portait sur une prescription relative à la teneur en éléments nationaux contestée au titre du GATT de 1994, de l'Accord sur les MIC et de l'Accord SMC. Au cours de son analyse, le Groupe spécial a dit ce qui suit:

Pour déterminer si une mesure contestée est "conçue pour" protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, un groupe spécial doit examiner tous les éléments de preuve qui lui ont été présentés, y compris le texte des instruments juridiques pertinents, l'historique de l'élaboration de la législation et d'autres éléments de preuve concernant la conception, la structure et le fonctionnement attendu de la mesure contestée. Un tel examen a amené certains groupes spéciaux à conclure que les mesures contestées n'étaient pas conçues pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, et poursuivaient en fait d'autres objectifs. Si un examen liminaire de ce type montre que la mesure contestée est inapte à répondre à l'objectif déclaré, il n'est pas nécessaire de poursuivre l'analyse pour déterminer si cette mesure est nécessaire à la protection de cet objectif.¹⁶³

7.96. L'examen par le Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)* de la question de savoir si la mesure contestée était une mesure prise "pour protéger la santé et la vie des personnes" ne se limitait pas à répondre à la question de savoir si la prescription relative à la localisation n'était "pas inapte à" protéger contre une pénurie future d'approvisionnement en produits pharmaceutiques sûrs, efficaces et abordables en Türkiye. En fait, le Groupe spécial est parvenu à une conclusion générale fondée sur trois conclusions intermédiaires, dont aucune n'a été considérée par le Groupe spécial comme décisive en elle-même et à elle seule.¹⁶⁴ La première conclusion intermédiaire à laquelle le Groupe spécial est parvenu était que la nature hypothétique et trop générale du risque allégué dont la Turquie affirmait l'existence "jet[ait] un doute sérieux sur son affirmation selon laquelle la prescription relative à la localisation [avait] été imposée pour protéger contre une pénurie future d'approvisionnement en produits pharmaceutiques sûrs, efficaces et abordables en Türkiye."¹⁶⁵

¹⁶² Chine, réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphe 18.

¹⁶³ Rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.135. (notes de bas de page omises)

¹⁶⁴ Rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphes 7.180, 7.200, 7.208, et 7.210.

¹⁶⁵ Rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.180. Le Groupe spécial avait commencé son analyse de cette question en précisant qu'elle ne serait pas déterminante, en elle-même et à elle seule, pour la question de savoir si la mesure contestée était prise ou conçue "pour protéger la santé et la vie des personnes":

Le Groupe spécial ne considère pas qu'il y ait un quelconque seuil ou critère en matière de preuve rigide ou prédéterminé qui doive être appliqué à cet égard. Dans la mesure où une partie défenderesse présente des éléments de preuve et des arguments démontrant qu'il existe un degré élevé de probabilité qu'un risque spécifié pour la santé et la vie des personnes se concrétise, il lui sera plus facile de s'acquitter de la charge qui lui incombe de prouver que la mesure contestée a été prise pour protéger contre ce risque et peut donc être considérée comme une mesure prise pour protéger la santé et la vie des personnes au titre de l'article XX b). À l'inverse, dans la mesure où une partie défenderesse affirme l'existence d'un risque sans établir un degré élevé de probabilité, de sorte qu'il apparaît que le risque est théorique, abstrait ou

La deuxième conclusion intermédiaire du Groupe spécial était que les documents concernant la mise en œuvre de la prescription relative à la localisation ne contenaient aucune référence concomitante à un objectif en matière de santé publique susceptible d'étayer l'argument selon lequel cette prescription était une mesure prise pour la protection de la santé et de la vie des personnes, ce qui "jet[ait] un doute supplémentaire sur l'affirmation de la Turquie" quant à l'objectif de la mesure.¹⁶⁶ Troisièmement, le Groupe spécial a conclu qu'il n'y avait "pas de lien rationnel" entre l'objectif déclaré de la mesure, c'est-à-dire satisfaire 60% (en valeur) de la demande intérieure de produits pharmaceutiques par la production nationale, et l'objectif allégué, et que cela était "un élément de plus indiquant" que la prescription relative à la localisation n'était pas une mesure prise pour protéger la santé et la vie des personnes.¹⁶⁷

7.97. En appel, la Türkiye a allégué divers motifs d'erreur juridique dans l'interprétation et l'application par le Groupe spécial de l'article XX b) et d). Entre autres choses, elle a fait valoir que des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel avaient fait preuve "d'un degré de déférence important s'agissant d'accepter que l'objectif de politique générale d'une mesure était de protéger la santé et la vie des personnes".¹⁶⁸ L'Arbitre désigné au titre de l'article 25 a constaté que le Groupe spécial avait appliqué "un critère juridique raisonnable pour évaluer si la mesure contestée avait été "prise pour" protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, ou si elle avait en fait été prise pour d'autres raisons".¹⁶⁹ Nous considérons nous aussi qu'il s'agit d'un critère juridique approprié pour examiner si des mesures contestées ont été conçues ou prises pour protéger la moralité publique, ou si elles ont été prises pour d'autres raisons.

7.98. Pour ces raisons, nous ne considérons pas que l'évaluation d'un groupe spécial dans le cadre de la première étape de l'examen doit être circonscrite étroitement à une évaluation de la question de savoir si une mesure n'est "pas inapte à" protéger la moralité publique. Nous comprenons que les déclarations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Colombie – Textiles* signifient que les groupes spéciaux devraient veiller à ne pas amalgamer complètement la question de savoir si une mesure est conçue ou prise pour poursuivre un objectif particulier et la question connexe, mais distincte, de l'importance de la contribution que cette mesure apporte effectivement à l'objectif pour la poursuite duquel elle a été conçue. Nous convenons avec l'Organe d'appel que l'étape liminaire n'est pas le moment approprié, dans l'analyse, pour procéder à un examen détaillé ou minutieux de la mesure précise dans laquelle une mesure atteint un certain objectif déclaré ou parvient à certains résultats. Toutefois, nous considérons que c'est le bon moment, dans l'analyse, pour examiner objectivement, sur la base de tous les éléments de preuve pertinents versés au dossier, quels sont les objectifs pour la réalisation desquels une mesure en cause a été conçue ou prise. Pour dire les choses simplement, ce que nous comprenons c'est que l'examen liminaire vise à permettre au groupe spécial d'évaluer *quels* sont les objectifs pour la poursuite desquels une mesure est conçue ou prise; quant à savoir précisément *dans quelle mesure* elle contribue à la réalisation de ces objectifs, c'est une question pour l'étape suivante, à savoir l'analyse de la "nécessité".

7.5.2.4 Types de valeurs ou d'intérêts pouvant être considérés comme des composantes de la "moralité publique" au titre de l'article XX a)

7.99. Ayant développé notre interprétation du critère juridique général à appliquer dans le contexte de l'étape concernant la "conception" du critère juridique au titre de l'article XX a), nous allons maintenant examiner certaines questions soulevées dans le présent différend au sujet de l'interprétation correcte de la portée de l'expression "moralité publique" à l'article XX a). Une question centrale dans le présent différend concerne la mesure dans laquelle les questions relatives au commerce international et aux préoccupations économiques peuvent être considérées comme relevant de la "moralité publique" au sens où cette expression est employée à l'article XX a). Nous pensons qu'il est utile de commencer par exposer les arguments des parties.

7.100. En ce qui concerne la question de savoir si la moralité publique alléguée relève de l'article XX a), les États-Unis affirment que le sens ordinaire de l'expression "public morals" (moralité

autrement hypothétique, il lui sera plus difficile de s'acquitter de la charge qui lui incombe de prouver que la mesure contestée a été prise pour protéger contre ce risque.

(Rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.171)

¹⁶⁶ Rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.200.

¹⁶⁷ Rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.208.

¹⁶⁸ Décision des Arbitres *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)* (article 25), paragraphe 6.93.

¹⁶⁹ Décision des Arbitres *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)* (article 25), paragraphe 6.96.

publique) désigne les normes communautaires ou nationales du bien et du mal, et rappellent des constatations antérieures de groupe spéciaux de l'Organe d'appel selon lesquelles, telle qu'elle est employée à l'article XX a), l'expression "moralité publique" désigne les normes de bonne ou mauvaise conduite appliquées par une collectivité ou une nation ou en son nom.¹⁷⁰ À leur avis, "rien dans le sens ordinaire de l'expression "moralité publique" ne limite les normes communautaires ou nationales du bien et du mal qu'un Membre peut avoir".¹⁷¹

7.101. En réponse à une question du Groupe spécial les invitant à réagir à certains points de vue exprimés dans la communication de l'Union européenne en tant que tierce partie¹⁷², les États-Unis soutiennent que le sens ordinaire de l'expression "moralité publique" ne donne pas à penser que des limitations s'imposent aux normes communautaires ou nationales du bien et du mal d'un Membre, ni que la moralité publique ne peut pas se rapporter à des questions d'intérêt économique. Ils font valoir que, au contraire, le contexte de l'article XX a) "réfute d'une manière affirmative le point de vue selon lequel l'expression "moralité publique" pourrait être interprétée comme excluant toute préoccupation de nature "économique"" car, contrairement à plusieurs autres alinéas de l'article XX, l'article XX a) "n'est assorti d'aucune limitation ni d'aucun libellé conditionnel".¹⁷³ Enfin, ils rejettent l'argument selon lequel l'expression "moralité publique" au sens de l'article XX a) exclut les "objectifs purement économiques" parce que, premièrement, "ils ne voient pas très bien comment le Groupe spécial pourrait distinguer ce que l'on pourrait appeler des "objectifs purement économiques", par exemple les objectifs sociaux ou sociétaux", et deuxièmement, "il peut y avoir chevauchement entre des préoccupations économiques et des préoccupations morales": le vol et le travail forcé sont des exemples de préoccupations morales qui ont des dimensions ou des incidences économiques.¹⁷⁴ Ils notent la déclaration du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)* selon laquelle "les objectifs de moralité publique peuvent fréquemment avoir des aspects économiques indissociables", et donnent des exemples hypothétiques pour illustrer l'impossibilité, dans la pratique, de distinguer entre préoccupations "économiques" et préoccupations concernant la "moralité publique".¹⁷⁵

7.102. La Chine convient avec les États-Unis que des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ont interprété le concept de "moralité publique" figurant à l'article XX a) comme désignant "un ensemble d'habitudes de vie relatives à un bon ou un mauvais comportement (c'est-à-dire des valeurs sociétales) qui appartiennent à, affectent ou concernent une collectivité ou une nation".¹⁷⁶ Toutefois, la Chine exprime des "réserves importantes" au sujet des constatations antérieures de groupes spéciaux selon lesquelles la moralité publique au sens de l'article XX a)

¹⁷⁰ États-Unis, première communication écrite, paragraphes 65 et 66.

¹⁷¹ États-Unis, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 31.

¹⁷² Dans sa communication en tant que tierce partie, l'Union européenne exprime le point de vue suivant:

"un Membre ne pourrait pas justifier, sur le plan de la moralité publique, des mesures qui ont pour principal objectif de remplacer des marchandises importées par des produits nationaux". Elle "convient avec les États-Unis que des pratiques telles que le travail forcé, les transferts forcés de technologie ou le cybervol peuvent légitimement être considérées par un Membre comme incompatibles avec sa moralité publique au sens de la "moralité publique" mentionnée à l'article XX a) du GATT. Par ailleurs, elle considère que la simple existence de divergences entre les principes économiques en vigueur dans chaque Membre, par exemple en ce qui concerne le rôle du secteur public, ne peut pas être considérée comme une conduite moralement répréhensible aux fins de l'article XX a), qui permettrait aux autres Membres de l'OMC d'adopter des mesures restrictives pour le commerce."

(Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphes 23 à 26)

¹⁷³ États-Unis, réponse à la question n° 10 du Groupe spécial, paragraphes 32 et 33.

¹⁷⁴ États-Unis, réponse à la question n° 10 du Groupe spécial, paragraphes 34 à 36.

¹⁷⁵ Les États-Unis donnent l'exemple suivant: "Par exemple, lorsqu'une personne vole de l'argent à une banque, la banque et ses clients subissent un préjudice de nature "économique". L'acte qui occasionne ce préjudice économique – c'est-à-dire l'acte de voler – a également une dimension morale, qui constitue une composante de la moralité publique au sens de l'article XX a), ce dont l'UE convient. En ce sens, il serait incongru de dire que l'acte de voler de l'argent à une banque n'implique pas de préoccupations "morales" parce qu'il impose des préjudices qui sont de nature économique". Les États-Unis donnent comme autre exemple le travail forcé ou le travail carcéral. Ils estiment que les Membres peuvent adopter des mesures contre le travail forcé ou le travail carcéral pour des raisons de moralité (par exemple parce qu'ils sont contre l'esclavage). Par ailleurs, ou en outre, les Membres peuvent adopter des mesures contre le travail forcé ou le travail carcéral pour protéger les principes de la concurrence loyale pour leurs propres acteurs économiques (par exemple les travailleurs et les sociétés). Par conséquent, "il n'existe tout simplement pas de distinction claire dans l'article XX a) entre les préoccupations "morales" et les préoccupations "économiques". (Réponse des États-Unis à la question n° 10 du Groupe spécial, paragraphes 35 et 36)

¹⁷⁶ Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 41 et 42.

pourrait aussi englober des préoccupations sociétales qui ont une dimension économique.¹⁷⁷ Rappelant que, selon l'Organe d'appel, l'article XX a) est conçu pour protéger différents intérêts et préoccupations non économiques, et sa portée ne devrait pas être élargie de manière à "couvrir des mesures prises à des fins de politique commerciale"¹⁷⁸, la Chine estime qu'"il faut soigneusement limiter l'incorporation de préoccupations économiques dans l'article XX a)".¹⁷⁹

7.103. Suivant ce raisonnement, la Chine estime que le concept de "moralité publique" au sens de l'article XX a) ne peut pas être interprété comme englobant des préoccupations économiques, dans la mesure où ces préoccupations sont traitées par un ou plusieurs des accords visés.¹⁸⁰ À son avis, une interprétation permettant de traiter des questions visées par les Accords de l'OMC visés comme constituant la moralité publique au sens de l'article XX a) risquerait d'"englober des préoccupations économiques liées au commerce qui font l'objet des obligations juridiques *positives* de l'OMC"¹⁸¹ en "permet[ant] aux Membres de contourner leurs obligations au titre des accords visés de répondre à certains types de préoccupations commerciales et de politique commerciale conformément à ces obligations juridiques positives", et de régler les différends liés à ces obligations en recourant au système de règlement des différends.¹⁸²

7.104. Par exemple, la Chine observe que dans leurs communications, les États-Unis font référence à plusieurs reprises aux subventions alléguées de la Chine dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'acier en tant que "politique ou pratique non fondée sur le marché" qui porte atteinte au principe de moralité publique des États-Unis qui s'oppose à la concurrence déloyale. Elle rappelle que l'objet des subventions et leurs effets sur les intérêts et préoccupations économiques des autres Membres font l'objet d'un accord de l'OMC, à savoir l'Accord SMC. Elle note que l'article 32.1 de cet accord exige des Membres qu'ils ne prennent des mesures particulières contre les subventions accordées par d'autres Membres que conformément aux termes de l'Accord SMC (ce qui pourrait inclure, par exemple, le règlement des différends au titre de la Partie III de cet accord ou l'imposition de droits compensateurs conformément à la Partie V de cet accord). Selon elle, il serait contraire à l'objet et au but des règles et procédures que l'Accord SMC a établies pour traiter les subventions et leurs effets qu'un Membre puisse adopter des mesures incompatibles avec le GATT pour répondre (en totalité ou en partie) à des préoccupations concernant des subventions accordées, d'après les allégations, par un autre Membre, et chercher ensuite à justifier ces mesures incompatibles en invoquant des raisons de "moralité publique".¹⁸³ Sur la base de ces considérations, la Chine conclut que, correctement interprétées, les "préoccupations économiques qui sont traitées par un ou plusieurs des Accords de l'OMC, ou qui sont de nature *purement* économique (c'est-à-dire qui ne sont pas secondaires par rapport à une véritable composante de la moralité publique ni n'en découlent) ne sont pas englobées dans le concept de "moralité publique" au sens de l'article XX a)".¹⁸⁴

7.105. Les groupes spéciaux antérieurs ont généralement abordé cet élément du critère avec une certaine flexibilité¹⁸⁵, reconnaissant que la teneur et la portée de la moralité publique peuvent varier d'un Membre de l'OMC à l'autre, selon leurs systèmes et échelles de valeurs, y compris les valeurs sociales, culturelles, éthiques et religieuses dominantes.¹⁸⁶ Ils ont eu tendance à déférer largement à l'appréciation des Membres pour ce qui est de définir la moralité publique qui s'applique dans leur société¹⁸⁷, et l'Organe d'appel a confirmé qu'"il conviendrait d'accorder aux Membres une certaine

¹⁷⁷ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 43 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.140).

¹⁷⁸ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 43 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.197 et *États-Unis – Essence*, pages 20 et 21).

¹⁷⁹ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 43.

¹⁸⁰ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 45.

¹⁸¹ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 43. (mise en relief dans l'original)

¹⁸² Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 43.

¹⁸³ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 44.

¹⁸⁴ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 47. De même, l'Union européenne fait valoir dans sa communication écrite en tant que tierce partie que "la notion de "moralité publique" figurant à l'article XX a) ne peut pas être interprétée comme incluant des objectifs purement économiques, en particulier lorsque ces objectifs porteraient atteinte aux objets et aux buts poursuivis par le GATT et l'Accord sur l'OMC dans son ensemble". Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphe 35.

¹⁸⁵ Voir, par exemple, les rapports du Groupe spécial *Brésil – Taxation*, paragraphe 7.567.

¹⁸⁶ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.116. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Colombie – Textiles*, paragraphes 7.299 à 7.302.

¹⁸⁷ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.131.

latitude pour définir et appliquer pour eux-mêmes le concept de moralité publique selon leurs propres systèmes et échelles de valeur".¹⁸⁸ Une large gamme de politiques ont été traitées par les organes juridictionnels de l'OMC antérieurs comme relevant de la moralité publique, en particulier la prévention de la pratique du jeu par les mineurs et la protection des joueurs pathologiques¹⁸⁹; la restriction du contenu prohibé dans les biens culturels, tel que la violence ou le contenu pornographique, ainsi que la protection de la culture et des valeurs traditionnelles chinoises¹⁹⁰; la protection du bien-être des animaux¹⁹¹; la lutte contre le blanchiment d'actifs¹⁹²; et la réduction de la fracture numérique dans la société et la promotion de l'inclusion sociale.¹⁹³

7.106. Lorsqu'il a présenté des arguments et des points similaires, le Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)* a conclu que les normes "contre le vol, l'appropriation illicite et la concurrence déloyale" pourraient être visées par l'expression "moralité publique" "au moins au niveau conceptuel".¹⁹⁴ En outre, il a admis que la moralité publique "[pouvait] fréquemment avoir des aspects économiques indissociables" et qu'"il [pouvait] être constaté qu'une mesure poursuivi[ait] un objectif de moralité publique même si elle [avait] des aspects économiques".¹⁹⁵ Nous comprenons donc que ce Groupe spécial était d'accord avec les États-Unis pour dire qu'il n'y avait pas de "distinction claire" entre les préoccupations économiques et les préoccupations concernant la moralité publique. Nous convenons également, et nous reconnaissons, qu'il peut y avoir des normes de bonne ou mauvaise conduite qui sont étayées ou justifiées simultanément par des normes morales aussi bien que non morales. Nous ne voyons pas pourquoi ces types de normes ne pourraient pas constituer une moralité publique relevant de l'article XX.

7.107. Toutefois, nous ne considérons pas que l'expression "moralité publique" n'impose aucune limite aux objectifs qu'une mesure que l'on cherche à défendre au titre de l'article XX a) peut viser à atteindre. À cet égard, nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, selon laquelle l'article XX a) vise à protéger les "intérêts et préoccupations non économiques".¹⁹⁶ En ce sens, nous comprenons que la définition maintes fois répétée de l'expression "moralité publique", à savoir "les normes de bonne ou mauvaise conduite appliquées par une collectivité ou une nation ou en son nom"¹⁹⁷, désigne des normes de conduite qui sont bonnes ou mauvaises selon des normes ou principes *moraux*, par opposition aux normes ou principes qui se rapportent à d'autres valeurs, telles que les valeurs purement économiques. Même si nous reconnaissons que, comme les États-Unis le disent, "rien dans le sens ordinaire de l'expression "moralité publique" ne limite les normes communautaires ou nationales du bien et du mal qu'un Membre peut avoir"¹⁹⁸, nous considérons (et, d'après ce que nous comprenons, les États-Unis ne contestent pas) que ces normes du bien et du mal doivent au minimum être des normes "morales", et non des normes de n'importe quelle autre sorte, pour relever de l'article XX a).

7.108. Bien que nous ayons pris en compte la réponse des États-Unis, à savoir que des exceptions (comme celle qui est prévue à l'article XX a)) "existent pour exclure des questions ou permettre des actions qui, autrement, seraient couvertes"¹⁹⁹, nous accordons un certain poids à l'opinion de la Chine selon laquelle la portée de la moralité publique au titre de l'article XX a) peut ne pas s'étendre toujours ou nécessairement aux préoccupations économiques expressément régies par les accords visés. Nous partageons la préoccupation de la Chine²⁰⁰ selon laquelle une interprétation trop large de l'expression "moralité publique" pourrait interférer avec "l'équilibre soigneusement établi des droits et obligations dans l'Accord instituant l'OMC"²⁰¹ si elle devait permettre aux Membres d'éviter de respecter leurs engagements en redéfinissant ces engagements (ou ce qui est perçu comme le non-respect par d'autres Membres de leurs engagements) comme constituant ou intégrant

¹⁸⁸ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.199.

¹⁸⁹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphe 6.469.

¹⁹⁰ Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.763.

¹⁹¹ Rapports du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 7.410.

¹⁹² Rapport du Groupe spécial *Colombie – Textiles*, paragraphes 7.338 et 7.339.

¹⁹³ Rapports du Groupe spécial *Brésil – Taxation*, paragraphes 7.521 et 7.568.

¹⁹⁴ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.140.

¹⁹⁵ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.137.

¹⁹⁶ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.197. La déclaration de l'Organe d'appel faisait explicitement référence aux alinéas a), b) et f) de l'article XX comme "concern[ant] la "protection" de différents intérêts et préoccupations non économiques".

¹⁹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 296.

¹⁹⁸ États-Unis, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 31.

¹⁹⁹ États-Unis, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 32.

²⁰⁰ Voir Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 43 et 44.

²⁰¹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable*, paragraphe 37.

eux-mêmes, et sans plus, des préoccupations morales. Par exemple, une interprétation de l'article XX a) qui permettrait aux Membres de répondre unilatéralement à des violations alléguées des engagements pris dans le cadre de l'OMC en adoptant des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC pour "protéger la moralité publique" plutôt qu'en recourant au règlement des différends dans le cadre du Mémoire d'accord pourrait être en contradiction avec les principes énoncés à l'article 23 du Mémoire d'accord.

7.109. Toutefois, nous rappelons que le système de règlement des différends de l'OMC n'est pas censé "encourager ni les groupes spéciaux ni l'Organe d'appel à "légiférer" en clarifiant les dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC hors du contexte du règlement d'un différend particulier".²⁰² Nous pensons donc qu'il est prudent de ne formuler aucune constatation générale ou catégorique sur l'interprétation de l'article XX a) en ce qui concerne cette question d'interprétation, si ce n'est dans la mesure nécessaire. Selon nous, afin d'être efficace, il conviendrait d'attendre, pour examiner plus avant cette question, notre autre examen factuel de la question de savoir si les mesures contestées sont prises ou conçues pour protéger la moralité publique, compte tenu de la nature de la moralité publique alléguée invoquée par les États-Unis, des éléments de preuve directs des objectifs des mesures en cause, et de l'existence d'un lien entre la moralité publique alléguée et la conception, la structure et le fonctionnement attendu des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP.

7.5.2.5 Degré de précision avec lequel la moralité publique alléguée doit être présentée

7.110. Un défendeur qui cherche à justifier ses mesures au regard de l'article XX a) doit identifier la moralité publique pertinente avec suffisamment de précision pour permettre à un groupe spécial de déterminer si les mesures en cause sont conçues, puis si elles sont nécessaires, pour protéger cette moralité publique.²⁰³

7.111. Cependant, nous reconnaissons que "déterminer la teneur et le champ précis de la moralité dans une société donnée peut ne pas être une tâche facile".²⁰⁴ En outre, dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, l'Organe d'appel a expressément rejeté l'argument selon lequel, aux fins d'une analyse au titre de l'article XX a), un groupe spécial est tenu d'identifier "la teneur exacte de la norme de moralité publique en cause".²⁰⁵ Selon nous, cela concorde avec l'idée qu'il n'y a "rien d'inhérent au concept d'identification de l'objectif d'une mesure qui dicte le niveau d'immédiateté ou de spécificité auquel cet objectif doit être défini".²⁰⁶

7.112. Dans le présent différend, les États-Unis font valoir que les mesures en cause protègent leur moralité publique contre "l'obtention et l'instrumentalisation d'une domination mondiale dans le[] secteur[] ... des énergies renouvelables".²⁰⁷ Ils estiment que cette domination a été assurée par un "comportement non fondé sur le marché et ayant des effets de distorsion des échanges, y compris la concurrence déloyale et le recours au travail forcé, au vol et à la coercition", qui viole les normes du bien et du mal existant aux États-Unis, telles qu'elles apparaissent dans les lois des États et les lois fédérales des États-Unis.

7.113. La Chine a fait valoir à plusieurs reprises que les États-Unis avaient offert "pléthore d'objectifs de moralité publique supposés"²⁰⁸, de sorte qu'il était difficile de déterminer avec précision

²⁰² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 22.

²⁰³ Voir le rapport du Groupe spécial *UE – Paquet législatif pour l'énergie*, paragraphe 7.1153. Nous notons que les observations du Groupe spécial ont été formulées dans le contexte de l'article XIV a) de l'AGCS (qui fait référence aux mesures nécessaires "à la protection de la moralité publique ou au maintien de l'ordre public"), et en particulier dans le contexte de la note de bas de page 5 y relative (qui dispose que l'exception concernant l'ordre public ne peut être invoquée "que dans les cas où une menace véritable et suffisamment grave pèse sur l'un des intérêts fondamentaux de la société"). Nous considérons que les observations du Groupe spécial sont également pertinentes pour un groupe spécial examinant une invocation de la "moralité publique" dans le contexte de l'article XX a).

²⁰⁴ Rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 7.409.

²⁰⁵ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.199.

²⁰⁶ Rapports des Groupes spéciaux *UE et certains États membres – Huile de palme (Malaisie)*, paragraphe 7.221; et *UE – Huile de palme (Indonésie)*, paragraphe 7.221.

²⁰⁷ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 17.

²⁰⁸ Chine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 41.

quelle était, selon eux, la moralité publique que les mesures contestées protégeaient.²⁰⁹ À son avis, il a été "exceptionnellement difficile ... de déterminer les préoccupations alléguées concernant la "moralité publique" auxquelles les dispositions de l'IRA incompatibles avec le GATT sont censées répondre".²¹⁰ Dans sa communication en tant que tierce partie, l'Union européenne a également mentionné le "grand nombre et la nature variée des intérêts à protéger que les États-Unis avancent".²¹¹

7.114. Nous notons qu'au début de la présente procédure, les États-Unis ont utilisé plusieurs formulations qui se recoupent mais parfois diffèrent pour identifier la moralité publique que les mesures en cause visent à protéger, d'après leurs allégations. Par exemple, il y a, en particulier dans la première communication écrite des États-Unis, un certain glissement entre ce qu'ils *identifient explicitement comme la moralité publique en cause*, d'une part, et *les pratiques qui sont incompatibles avec cette moralité*, d'autre part. On ne voit pas toujours très bien lequel de ces deux aspects constitue la moralité publique elle-même et lequel constitue des politiques et pratiques qui sont incompatibles avec certaines composantes sous-jacentes de la moralité publique.

7.115. Toutefois, nous considérons que les États-Unis ont progressivement et suffisamment clarifié leur position sur cette question tout au long de leurs communications, y compris en répondant aux questions du Groupe spécial. Au cours de la procédure, les États-Unis ont clairement et à plusieurs reprises identifié les valeurs que les mesures contestées protégeaient, d'après les allégations, comme étant les principes de moralité publique des États-Unis qui s'opposent à la concurrence déloyale, au travail forcé, au vol et à la coercition.²¹² Ils ont aussi expliqué de manière raisonnablement claire et cohérente que, à leur avis, les comportements tels que "le ciblage d'un secteur à des fins de domination" et le subventionnement non fondé sur le marché sont des cas ou des sortes de "concurrence déloyale" mais ne constituent pas la moralité publique elle-même. De même, d'après ce que nous comprenons des communications des États-Unis, bon nombre des autres termes et expressions qu'ils emploient, tels que conduite "anticoncurrentielle", "investissement ordonné par l'État", "transfert forcé de technologie" et "capacité excédentaire non fondée sur le marché", devraient être considérés comme les *moyens* par lesquels certaines pratiques et politiques chinoises alléguées contreviennent aux principes de moralité publique sous-jacents qui s'opposent à la concurrence déloyale, au travail forcé, au vol et à la coercition, plutôt que comme constituant la moralité publique elle-même.

7.116. Nous notons que, tout comme les mesures "ont souvent des objectifs multiples"²¹³, une mesure prise pour protéger la moralité publique peut impliquer des normes multiples. En l'espèce, la position des États-Unis est que le "ciblage [du] secteur[] ... des énergies renouvelables à des fins de domination, et l'obtention de cette domination, amènent au premier plan la protection des normes des États-Unis contre la concurrence déloyale", et les mesures sont nécessaires à la protection de "plusieurs composantes de la moralité publique des États-Unis" car les politiques ou pratiques de la Chine non fondées sur le marché sont contraires "à une ou plusieurs des composantes de la moralité publique des États-Unis identifiées".²¹⁴ Dans la mesure où les communications des États-Unis n'établissent pas toujours clairement quelle moralité publique les mesures en cause protégeaient, d'après les allégations (ni comment les diverses formulations des objectifs des mesures sont liées entre elles), cela peut s'expliquer en grande partie par le fait que les États-Unis considèrent les pratiques chinoises comme impliquant de multiples normes interdépendantes.

²⁰⁹ Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 49 et 50; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 10 et 11 (dans laquelle elle allègue que "les États-Unis ont continué d'offrir un florilège d'allégations – mélange de discours politiques et de préoccupations alléguées variées – sans identifier jamais, avec une quelconque précision, la "moralité publique" réellement en cause").

²¹⁰ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 49.

²¹¹ Union européenne, communication écrite en tant que tierce partie, paragraphe 20.

²¹² États-Unis, réponse à la question n° 9 a) du Groupe spécial, paragraphes 20 à 27; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 27 et 28; deuxième communication écrite, paragraphes 23 et 24; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 22 à 33. Nous notons que les États-Unis les ont également identifiées comme constituant la moralité publique pertinente dans leur première communication écrite, mais de manière moins marquée. Voir États-Unis, première communication écrite, paragraphes 83, 84, 121 et 197.

²¹³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 136.

²¹⁴ États-Unis, réponse à la question n° 9 c) du Groupe spécial, paragraphe 31.

7.5.3 Application aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP

7.5.3.1 Question de savoir si les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures visant "la protection de la moralité publique"

7.117. Ayant défini le cadre de notre analyse, nous allons maintenant évaluer les éléments de preuve pertinents pour la question de savoir si les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont conçus ou pris pour la protection de la moralité publique.

7.118. Comme il a été indiqué, les parties ont présenté des arguments détaillés sur la question de savoir si les mesures en cause peuvent être considérées comme des mesures visant "la protection de la moralité publique" dans le cadre de la première étape de l'analyse au titre de l'article XX a).²¹⁵ Dans les circonstances de la présente affaire, nous jugeons approprié de procéder à un examen global de la totalité des faits pour arriver à une conclusion générale sur le point de savoir si les États-Unis ont montré que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures "prises pour protéger la moralité publique". Pour cela, nous structurons notre analyse des éléments de preuve dont nous disposons par référence: i) à la nature de la moralité publique alléguée invoquée par les États-Unis; ii) aux éléments de preuve directs concernant les objectifs des mesures en cause; et iii) à l'existence d'un lien objectivement discernable entre la moralité publique alléguée et les mesures en cause, sur la base de notre examen de la conception, de la structure et du fonctionnement attendu des mesures contestées. Nous procéderons ensuite à notre évaluation globale de ces éléments de preuve.²¹⁶

7.5.3.2 Nature de la moralité publique alléguée invoquée par les États-Unis

7.119. Nous observons pour commencer que la Chine admet que le "vol" et le "travail forcé" constituent des préoccupations concernant la moralité publique qui entrent dans le champ de l'article XX a), et que ces composantes de la moralité publique existent dans la société des États-Unis.²¹⁷ Nous sommes d'accord. Le vol et le travail forcé se rapportent clairement aux "normes de bonne ou mauvaise conduite appliquées par une collectivité ou une nation ou en son nom".²¹⁸ En outre, les États-Unis ont présenté plusieurs lois nationales qui établissent que le travail forcé et le vol sont prohibés, y compris sur le plan pénal, aux États-Unis.²¹⁹ Ils ont également présenté des éléments de preuve montrant sans ambiguïté que certains types de conduite, comme la restriction à la liberté du commerce²²⁰ et les actes ou pratiques déloyaux ou dolosifs dans le commerce ou affectant le commerce²²¹, sont contraires à la moralité publique des États-Unis. Les principaux points controversés concernant la nature de la moralité publique alléguée invoquée par les États-Unis se rapportent à la "concurrence déloyale" et à la "coercition".

7.120. Les États-Unis mentionnent plusieurs textes législatifs nationaux pour démontrer l'existence dans leur société de principes de moralité publique touchant à la concurrence déloyale et à la

²¹⁵ En effet, les principaux arguments de la Chine au titre de l'article XX concernent tous la question de savoir si les mesures en cause ont été conçues ou prises pour "la protection de la moralité publique", et la Chine demande instamment au Groupe spécial de mettre fin à son analyse à ce stade sans procéder ensuite à une évaluation de la question de savoir si les mesures sont "nécessaires" à la protection de la moralité publique déclarée par les États-Unis (ou conformes aux prescriptions du texte introductif de l'article XX).

²¹⁶ Nous notons que, même dans les cas où une évaluation globale est justifiée, il est courant que les groupes spéciaux s'efforcent de rendre leurs analyses claires en formulant des conclusions sur chaque élément et chaque question controversée. (Rapport du Groupe spécial *UE et certains États membres – Huile de palme (Malaisie)*, paragraphe 6.44)

²¹⁷ Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 47 et 76.

²¹⁸ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.115.

²¹⁹ Voir États-Unis, première communication écrite, paragraphes 72 à 76 et les divers instruments cités dans les notes de bas de page 117 à 121 (concernant le travail forcé) et dans les notes de bas de page 122 à 126 (concernant le vol).

²²⁰ Loi Sherman, 15 U.S.C., article premier (pièce US-17) et Loi sur la Commission fédérale du commerce, 15 U.S.C., article 45 (pièce US-16).

²²¹ Loi sur la Commission fédérale du commerce, 15 U.S.C., article 45 (pièce US-16).

coercition.²²² Il s'agit notamment de la Loi Sherman²²³ et de la Loi sur la Commission fédérale du commerce²²⁴, qui prohibent certaines pratiques comme la "concurrence déloyale", ainsi que diverses lois concernant "la bonne foi et la loyauté" dans l'exécution des contrats²²⁵ et la protection des droits de propriété intellectuelle.²²⁶ En outre, les États-Unis ont présenté plusieurs décrets exécutifs et mémorandums présidentiels concernant le "commerce déloyal et déséquilibré"²²⁷ et les "politiques et pratiques anticoncurrentielles"²²⁸, ainsi que des déclarations faites dans des enceintes internationales qui, selon eux, démontrent l'importance dans le pays des principes de moralité publique touchant à la concurrence loyale axée sur le marché.²²⁹ Selon eux, ces éléments de preuve établissent que les politiques et pratiques non fondées sur le marché alléguées de la Chine qui ont abouti à sa domination mondiale dans le secteur des énergies renouvelables sont incompatibles avec les principes de moralité publique des États-Unis qui s'opposent à la concurrence déloyale et à la coercition.²³⁰

7.121. Pour commencer, nous allons évaluer les arguments des parties sur le point de savoir s'il existe un principe de moralité publique s'opposant à la "concurrence déloyale" aux États-Unis. Nous examinerons ensuite le principe de moralité publique allégué qui s'oppose à la "coercition".

7.122. Les États-Unis ont présenté des lois nationales prohibant certains types de restriction à la liberté du commerce et de monopolisation (ou de tentatives de monopolisation) et d'"actes ou pratiques déloyaux ou dolosifs dans le commerce ou affectant le commerce", en tant qu'éléments de preuve indiquant qu'il existe un principe de moralité publique s'opposant à la concurrence déloyale aux États-Unis. Nous ne mettons pas en question le fait que, de manière générale, des lois nationales criminalisant ou prohibant un certain comportement puissent constituer des éléments de preuve *prima facie* attestant que ce comportement est moralement inadmissible dans la société qui régit. Cependant, même si cela est admis, dans la présente procédure, les États-Unis n'ont pas expliqué si la restriction à la liberté du commerce, la monopolisation et le comportement déloyal ou dolosif sont synonymes de la catégorie de la "concurrence déloyale" à laquelle s'oppose aux États-Unis, d'après ce qu'ils allèguent, un principe de moralité publique, ou si la catégorie de la "concurrence déloyale" inclut ces types de comportement tout en étant plus large.

7.123. Dans le premier cas, nous ne voyons pas bien si ou comment le large éventail d'activités et de comportements allégués par les États-Unis sont liés à l'éventail plus limité d'activités qui sembleraient relever des catégories de comportement prohibées en vertu des lois nationales des États-Unis. Par conséquent, alors que les États-Unis font valoir que "la politique de domination mondiale de la Chine est un effort de monopolisation"²³¹ et est donc incompatible avec la moralité publique des États-Unis attestée par la Loi Sherman, on ne voit pas bien si, par exemple, la surcapacité non fondée sur le marché, les investissements ordonnés par l'État et le transfert de technologie forcé, dont les États-Unis allèguent également l'incompatibilité avec leur principe de

²²² États-Unis, première communication écrite, paragraphes 68 à 74; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 61.

²²³ Loi Sherman, 15 U.S.C., article premier ("Est déclaré illicite tout contrat, toute association sous forme de "trust" ou sous une autre forme ainsi que toute entente tendant à restreindre la liberté des échanges ou du commerce entre les différents États ou avec des nations étrangères.") (pièce US-17).

²²⁴ Loi sur la Commission fédérale du commerce, 15 U.S.C., article 45 ("Les méthodes de concurrence déloyales dans le commerce ou affectant le commerce et les actes ou pratiques déloyaux ou dolosifs dans le commerce ou affectant le commerce sont déclarés illicites.") (pièce US-16).

²²⁵ Restatement (Second) of Contracts § 205 (Duty of Good Faith and Fair Dealing) ("Tous les contrats imposent à chaque partie un devoir de bonne foi et de loyauté dans leur exécution et leur respect.") (pièce US-18); Restatement (Second) of Torts Section 766A (pièce US-19).

²²⁶ 35 U.S.C., article 200 (pièce US-20).

²²⁷ Maison-Blanche, America First Trade Policy Presidential Memorandum, 20 janvier 2025 (pièce US-33).

²²⁸ Maison-Blanche, Defending American Companies and Innovators From Overseas Extortion and Unfair Fines and Penalties Presidential Memorandum, 21 février 2025 (pièce US-34).

²²⁹ États-Unis, première communication écrite, paragraphes 77 à 82.

²³⁰ Les États-Unis font référence au ciblage par la Chine du secteur des énergies renouvelables à des fins de domination, à sa surcapacité non fondée sur le marché dans le secteur des énergies renouvelables, à son recours aux investissements ordonnés par l'État dans le secteur des énergies renouvelables, à son recours au travail forcé dans le secteur des énergies renouvelables, à son recours au transfert de technologie forcé dans le secteur des énergies renouvelables, et au vol de secrets commerciaux dans le secteur des énergies renouvelables. (États-Unis, réponse à la question n° 9 a) du Groupe spécial, paragraphes 20 à 27; deuxième communication écrite, paragraphe 24)

²³¹ États-Unis, réponse à la question n° 9 a) du Groupe spécial, paragraphe 21. Voir aussi États-Unis, première communication écrite, paragraphe 92; et deuxième communication écrite, paragraphe 27.

moralité publique s'opposant à la "concurrence déloyale", pourraient à juste titre être qualifiés de restrictions à la liberté de commerce, de monopolisation (ou de tentative de monopolisation) ou de comportement déloyal ou dolosif. Selon nous, l'invocation par les États-Unis de la Loi Sherman et de la Loi sur la Commission fédérale du commerce étaye l'existence de principes de moralité publique s'opposant aux types spécifiques de comportements prohibés par ces lois. Cela couvre toutefois une catégorie de comportements plus limitée que la "concurrence déloyale" et seulement certains types de "concurrence déloyale". Les États-Unis n'ont pas expliqué s'ils considèrent que toutes les pratiques et politiques alléguées de la Chine qui "ciblent" les secteurs des énergies renouvelables à des fins de domination relèvent de ce champ plus limité, à supposer que la description que les États-Unis en donnent soit exacte.

7.124. Si, toutefois, la position des États-Unis est que le ciblage par la Chine de certains secteurs à des fins de domination au moyen de pratiques et politiques non fondées sur le marché viole un principe de "moralité publique" plus large s'opposant à la concurrence déloyale dans la société des États-Unis, qui englobe, mais sans s'y limiter, la restriction à la liberté du commerce, la monopolisation et les pratiques déloyales et dolosives, elle se heurte à deux grandes difficultés.

7.125. Premièrement, nous ne considérons pas que les éléments de preuve versés au dossier établissent l'existence d'un principe de moralité publique aussi large dans la société des États-Unis. Comme nous l'avons expliqué, la Loi Sherman et la Loi sur la Commission fédérale du commerce concernent certains types de comportements, et non la "concurrence déloyale" de manière générale ou illimitée. Outre la Loi Sherman et la Loi sur la Commission fédérale du commerce, les États-Unis ont présenté la décision rendue par la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire *Northern Pacific Railway Co. v. United States*.²³² Toutefois, comme ils l'expliquent eux-mêmes, cette décision concerne l'"importance de la Loi Sherman pour les principes fondamentaux des États-Unis".²³³ En outre, nous notons que les États-Unis font valoir que leur moralité publique est attestée par l'existence de lois en matière de responsabilité délictuelle et de contrats, et en matière de confiscations de biens par les pouvoirs publics²³⁴, mais ils ne font référence à ces lois que brièvement dans les notes de bas de page et n'ont pas expliqué en quoi les types de réglementation disparates qu'elles contiennent pourraient être interprétés comme démontrant l'existence d'un principe de moralité publique sous-jacent et unifié s'opposant à une conception large de la "concurrence déloyale". Quoi qu'il en soit, nous ne considérons pas qu'il soit approprié d'extrapoler ou d'inférer

²³² *Northern Pacific Railway Co. v. United States*, 356 U.S. 1, 4-5 (1958) (pièce US-28).

²³³ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 70. (pas de mise en relief dans l'original) La partie spécifique de la décision mentionnée par les États-Unis concerne donc la Loi Sherman elle-même, et explique le but et l'importance de cette loi dans la société des États-Unis. Elle ne définit pas un large principe de moralité publique s'opposant à la "concurrence déloyale"; elle cherche plutôt à expliquer pourquoi la Loi Sherman elle-même est importante pour la préservation à la fois de la liberté économique et de la liberté politique aux États-Unis. En effet, dans la mesure où la décision indique que "[l]a Loi Sherman a été conçue pour être une charte globale de la liberté économique visant à ce que les échanges continuent d'être régis par une concurrence libre de toute entrave", elle pourrait être interprétée comme donnant à entendre que, dans la mesure où il existe aux États-Unis un principe de moralité publique s'opposant à la concurrence déloyale et "visant à ce que les échanges continuent d'être régis par une concurrence libre de toute entrave", son champ d'application est défini par la Loi Sherman, qui fournit "une charte globale de la liberté économique". Nous n'avons pas besoin de nous prononcer sur ce point, mais nous observons simplement que nous ne trouvons rien qui étaye l'existence d'un large principe de moralité publique s'opposant à la "concurrence déloyale" dans cette décision de la Cour. De même, la décision du Tribunal de district des États-Unis pour le District Est de la Virginie dans l'affaire *United States v. Google* (pièce US-82) concerne l'interprétation des dispositions de la Loi Sherman relatives à la monopolisation et ne constitue donc pas une preuve de l'existence d'un principe de moralité publique aux États-Unis s'étendant au-delà du champ d'application de cette législation.

²³⁴ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 68. Nous notons qu'il y a une certaine incohérence dans les communications des États-Unis pour ce qui est de savoir à quels principes de moralité publique identifiés ces lois se rapportent, d'après les allégations. Dans leur première communication écrite, les États-Unis font référence à ces instruments dans une note de bas de page pour étayer l'affirmation selon laquelle "[ils] ont aussi des normes fondamentales pour lutter contre le travail forcé, le vol et la coercition. Ces normes du bien et du mal figurent dans les lois civiles et pénales des États-Unis", sans préciser à quel(s) principe(s) de moralité publique ces lois se rapportent. (États-Unis, première communication écrite, paragraphe 68) À la première réunion avec le Groupe spécial, ils ont fait valoir que les lois en matière de responsabilité délictuelle et de contrats, et en matière de confiscations de biens par les pouvoirs publics attestaient spécifiquement l'existence d'un principe de moralité publique s'opposant à la concurrence déloyale et la coercition. (États-Unis, déclaration liminaire la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 43) Toutefois, au cours de la deuxième réunion, ils ont semblé faire valoir que ces lois ne sont pertinentes que pour l'existence d'un principe de moralité publique s'opposant à la coercition. (États-Unis, déclaration liminaire la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 27)

l'existence d'un large principe de moralité publique à partir de lois spécifiques traitant de situations ou de types de comportement définis en l'absence d'une explication suffisante de la manière dont ces lois sont reliées les unes aux autres et d'un ensemble commun de valeurs sous-jacentes reflétant l'existence d'un principe de moralité publique large et unifié. En se référant simplement à ces lois dans les notes de bas de page, les États-Unis n'ont pas fourni une telle explication.

7.126. En outre, alors que les États-Unis ont aussi présenté plusieurs déclarations bilatérales et multilatérales qui, selon eux, "indiquent clairement que ... les normes des États-Unis contre la concurrence déloyale, le travail forcé, le vol et la coercition sont profondément ancrées et pérennes", elles ne constituent pas des éléments de preuve de l'existence aux États-Unis d'un large principe de moralité publique s'opposant à la "concurrence déloyale". Alors que ces documents démontrent que les pays signataires ont des préoccupations communes concernant certaines politiques et pratiques chinoises, ils n'indiquent pas que les signataires considèrent qu'elles constituent des préoccupations concernant la "moralité publique". Au contraire, ces documents présentent systématiquement les préoccupations pertinentes comme des risques économiques ou sécuritaires plutôt que moraux.

7.127. Par exemple, la déclaration de 2022 des Ministres du commerce du G-7 mentionne des préoccupations concernant "les pratiques déloyales, comme toutes les formes de transfert de technologie forcé, de vol de propriété intellectuelle, d'abaissement des normes du travail et des normes environnementales en vue de l'obtention d'un avantage comparatif, de mesures de distorsion des marchés prises par des entreprises publiques, et de subventions industrielles préjudiciables, y compris celles qui entraînent une surcapacité". Toutefois, ces préoccupations sont explicitement liées à "l'établissement de conditions égales pour tous" dans les relations commerciales internationales et non à la protection de la moralité publique sur les territoires des signataires.²³⁵ De même, le communiqué de 2022 des dirigeants du G-7 fait état de préoccupations concernant des pratiques non fondées sur le marché mais les lie explicitement à la "[s]tabilité et [à la] transformation économiques" ainsi qu'à la "[p]olitique étrangère et en matière de sécurité".²³⁶ La déclaration de 2023 des dirigeants du G-7 sur la résilience et la sécurité économiques lie elle aussi les préoccupations concernant "les mesures et les pratiques non axées sur le marché" aux efforts de "renforcement de la résilience économique et, en conséquence, de la sécurité économique".²³⁷ Ainsi, bien que les documents puissent démontrer que les États-Unis (et d'autres pays) sont préoccupés par certains types de pratiques et de politiques, ils n'établissent pas, du moins à eux seuls, que ces préoccupations sont des préoccupations *morales* sur le territoire des États-Unis (ou d'autres pays signataires). En conséquence, ils n'établissent pas l'existence d'un principe de moralité publique plus large qui s'oppose à la "concurrence déloyale".

7.128. Deuxièmement, même si nous admettons l'existence d'un principe de moralité publique plus large s'opposant à la "concurrence déloyale" qui va au-delà des types spécifiques de comportement prescrits dans la Loi Sherman et la Loi sur la Commission fédérale du commerce, les États-Unis n'ont pas adéquatement expliqué les limites du concept, ni en quoi les pratiques alléguées de la Chine s'inscrivaient dans ces limites. En effet, comme la Chine l'a fait observer, les mesures en cause en l'espèce elles-mêmes "font obstacle à des résultats axés sur le marché" en créant des incitations à se fournir en dehors de la Chine et à produire aux États-Unis. Par conséquent, même si un principe de moralité publique s'opposant à la "concurrence déloyale" est interprété comme s'étendant au-delà de la monopolisation (et des "méthodes de concurrence déloyales" prohibées dans la Loi sur la Commission fédérale du commerce), les États-Unis n'ont pas montré qu'elle s'étendrait nécessairement aux types d'intervention sur le marché que, selon eux, la Chine pratique.

7.129. À cet égard, nous estimons que les éléments de preuve fournis par la Chine soulèvent de sérieux doutes sur le point de savoir si le "ciblage" de certains secteurs à des fins de domination et la réalisation d'investissements ordonnés par l'État pourraient raisonnablement être considérés comme relevant du prétendu principe de moralité publique des États-Unis s'opposant à la concurrence déloyale, à supposer même qu'une telle valeur morale publique existe dans l'abstrait dans la société des États-Unis. Par exemple, la Chine a fourni des éléments de preuve montrant que:

- a. Dans le domaine de la *technologie et de l'innovation en matière d'énergie*, les États-Unis ont explicitement adopté une politique visant à "accroître toutes les formes de

²³⁵ Déclaration des Ministres du commerce du G-7 (2022) (pièce US-38).

²³⁶ Communiqué des dirigeants du G-7 (2022) (pièce US-37).

²³⁷ Déclaration des dirigeants du G-7 sur la résilience et la sécurité économiques (2023) (pièce US-39).

production d'énergie fiable et abordable afin de faire baisser l'inflation, d'assurer la croissance de notre économie, de créer des emplois bien rémunérés, de rétablir la prééminence américaine dans la production, d'être le numéro un mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle, et de rétablir la paix grâce à notre puissance en utilisant nos moyens d'action commerciaux et diplomatiques pour mettre fin aux guerres partout dans le monde".²³⁸

- b. Le Décret exécutif établissant cette politique institue aussi un *Conseil national de la domination énergétique*, qui a notamment pour tâche de conseiller le Président des États-Unis sur "la meilleure façon d'exercer son pouvoir pour permettre la production de plus d'énergie afin d'assurer la domination de l'Amérique sur l'énergie", y compris par le recours à des "incitations visant à attirer et à conserver les investissements du secteur privé dans la production d'énergie".²³⁹
- c. La Chine a aussi présenté des éléments de preuve montrant que, dans le domaine de l'*intelligence artificielle*, les États-Unis ont adopté un décret exécutif établissant que "[l]es États-Unis ont pour politique de soutenir et de renforcer la domination mondiale de l'Amérique sur l'IA afin de promouvoir l'épanouissement humain, la compétitivité économique et la sécurité nationale".²⁴⁰
- d. De même, dans le domaine de la *fabrication de semi-conducteurs*, la Chine a présenté des éléments de preuve montrant que les États-Unis ont adopté une législation dans le but explicite de "rétablir la prééminence des États-Unis dans la fabrication des semi-conducteurs".²⁴¹
- e. De plus, la Chine a présenté des éléments de preuve démontrant que les États-Unis sont intervenus sur certains marchés pour soutenir l'innovation et la production aux États-Unis. Par exemple, elle mentionne l'existence d'"objectifs de volume annuels applicables au niveau national" pour certains types de *carburants renouvelables*, qui imposent aux sociétés du secteur de l'énergie d'utiliser ou de mélanger ces carburants, au lieu de laisser les forces du marché décider.²⁴²

²³⁸ Décret exécutif n° 14213, "Establishing the National Energy Dominance Council" (14 février 2025), 90 *Federal Register* 33 (pièce CHN-74). (pas de mise en relief dans l'original)

²³⁹ Décret exécutif n° 14213, "Establishing the National Energy Dominance Council" (14 février 2025), 90 *Federal Register* 33 (pièce CHN-74). Voir Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 60 et 61.

²⁴⁰ Décret exécutif n° 14179 "Removing Barriers to American Leadership in Artificial Intelligence", 90 *Federal Register* 8741 (23 janvier 2025) (pièce CHN-84).

²⁴¹ Maison-Blanche, "Fact Sheet: Two Years after the CHIPS and Science Act, Biden-Harris Administration Celebrates Historic Achievements in Bringing Semiconductor Supply Chains Home, Creating Jobs, Supporting Innovation, and Protecting National Security" (9 août 2024) (pièce CHN-91). Voir aussi Département du commerce des États-Unis, "Remarks by U.S. Secretary of Commerce Gina Raimondo: Investing in Leading-Edge Technology: An Update on CHIPS Act Implementation" (26 février 2024) (pièce CHN-93) ("Le Président Biden nous appelle à nous unir autour d'un objectif commun afin que nous puissions une fois encore consolider notre rôle de leader technologique mondial dans ce secteur").

²⁴² Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 62 (faisant référence à "Renewable Fuel Standard (RFS) Program: Standards for 2023-2025 and Other Changes" (12 July 2023), 88 *Federal Register* 44,468 (pièce CHN-78)).

- f. La Chine a également présenté des éléments de preuve d'un *subventionnement notable* dans des secteurs comme les carburants fossiles²⁴³, les biocarburants²⁴⁴, l'intelligence artificielle²⁴⁵ et la fabrication de semi-conducteurs.²⁴⁶

7.130. Nous rappelons que, en réponse, les États-Unis ont fait valoir que ces éléments de preuve ne sont pas analogues au ciblage et à l'établissement par la Chine d'une domination dans ces secteurs et que "la Chine a décrit de manière erronée les actions des États-Unis".²⁴⁷ Ces derniers ont également fait valoir que "la Chine n'allègue pas que les États-Unis se sont engagés dans quoi que ce soit s'approchant" du type de comportement spécifique dans lequel la Chine s'est engagée.²⁴⁸ Ce qui importe dans ce contexte, toutefois, n'est pas de savoir si les États-Unis adoptent un comportement qui est "analogue" à celui de la Chine, mais de savoir ce que leurs actions disent de la portée d'un principe de moralité publique des États-Unis s'opposant à la concurrence déloyale. Les États-Unis n'ont pas contredit les éléments de preuve de la Chine concernant leurs comportements (c'est-à-dire les comportements des États-Unis) ni expliqué en quoi les arguments de la Chine les "décri[vent] de manière erronée". Même si ces éléments de preuve peuvent ne pas donner à penser que les États-Unis ont adopté un comportement qui est exactement semblable ou équivalent à celui de la Chine (point sur lequel il n'est pas nécessaire de se prononcer dans la présente procédure), ils donnent bien à penser que, même à supposer qu'il existe aux États-Unis un principe de moralité publique s'opposant à la concurrence déloyale, et indépendamment de sa portée précise, les efforts visant à établir une domination dans un secteur et la réalisation d'interventions sur le marché, y compris au moyen de subventions, ne peuvent pas nécessairement être considérés comme en relevant.

7.131. Nous allons maintenant évaluer les arguments des parties sur le point de savoir s'il existe aux États-Unis un principe de moralité publique qui s'oppose à la "coercition".

7.132. Les États-Unis affirment que plusieurs pratiques et politiques chinoises, y compris le ciblage de certains secteurs à des fins de domination, la surcapacité non fondée sur le marché et le transfert de technologie forcé, sont incompatibles avec le principe de moralité publique s'opposant à la coercition.²⁴⁹

7.133. En réponse, la Chine fait valoir dans sa deuxième communication écrite qu'elle "a examiné les communications présentées par les États-Unis à ce jour et n'a pas été en mesure de trouver une définition claire de ce que les États-Unis entendent par "coercition", ni un quelconque élément de preuve de l'existence aux États-Unis d'un principe de moralité publique s'opposant à la "coercition", quelle que soit l'interprétation donnée de ce terme".²⁵⁰ Elle dit qu'il apparaît que le seul élément de preuve susceptible d'éclairer le sens du terme "coercition" se rapporte à la "coercition économique" alléguée qu'un État exerce afin d'influencer les politiques ou pratiques d'un autre État. Selon elle, toutefois, "les États-Unis exercent ce type de "coercition économique" tout le temps, par exemple en recourant de manière généralisée aux sanctions économiques contre d'autres pays, y compris en exerçant un contrôle sur la monnaie de réserve la plus utilisée au monde", ce qui fait douter qu'il existe un principe de moralité publique s'opposant à ce type de comportement aux États-Unis. Quoi qu'il en soit, la Chine affirme que ce type de coercition est "dénué de pertinence" pour l'invocation

²⁴³ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 61 (faisant référence à Coral Davenport, "Biden Administration Raises Costs to Drill and Mine on Public Lands" (12 avril 2024) *The New York Times* (pièce CHN-75); à Institut d'études de l'environnement et de l'énergie, "Fact Sheet. Fossil Fuel Subsidies: A Closer Look at Tax Breaks and Societal Costs" (juillet 2019) (pièce CHN-76).

²⁴⁴ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 62 (faisant référence à Département de l'agriculture des États-Unis, "Fact Sheet: Biorefinery, Renewable Chemical, and Biobased Product Manufacturing Assistance Program" (juin 2022) (pièce CHN-79); à Département de l'agriculture des États-Unis, "Fact Sheet: Advanced Biofuel Payment Program" (pièce CHN-80); à Département de l'énergie des États-Unis, "Bioenergy Technologies Office Funding Opportunities" (pièce CHN-81).

²⁴⁵ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 63 (faisant référence à Département du commerce des États-Unis, "Biden-Harris Administration Announces CHIPS Incentives Award with SK Hynix to Advance U.S. Technological Leadership and Expand Capacity of Chips Crucial to the AI Supply Chain" (19 décembre 2024) (pièce CHN-87); et à Stanford University: Human-Centered Artificial Intelligence Explainer, "What the CHIPS and Science Act means for Artificial Intelligence" (août 2022) (pièce CHN-88).

²⁴⁶ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 64.

²⁴⁷ États-Unis, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 25.

²⁴⁸ États-Unis, déclaration finale à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 11.

²⁴⁹ États-Unis, réponse à la question n° 9 b) du Groupe spécial, paragraphe 29; et deuxième communication écrite, paragraphe 24.

²⁵⁰ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 72.

par les États-Unis de la "coercition" dans le contexte de l'analyse des mesures contestées au titre de l'article XX a) du GATT de 1994.²⁵¹

7.134. À la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, la Chine a également affirmé ce qui suit:

Les États-Unis ont aussi régulièrement exercé une coercition sur des sociétés privées, tant étrangères que nationales. Rien qu'au cours des deux dernières semaines, ils ont refusé d'accorder des licences à une entreprise de puces pour l'IA jusqu'à ce que cette dernière accepte de verser au gouvernement des États-Unis 15 pour cent des recettes provenant de certaines ventes de ses produits. D'autres actions menées par les États-Unis comprennent la menace d'une suppression des subventions des pouvoirs publics, des menaces de droits de douane ciblés et d'autres sanctions, et des demandes d'investissements importants aux États-Unis en échange d'exonérations et d'autres incitations. Les États-Unis ont mené ces actions coercitives dans le cadre de l'objectif consistant à "être le numéro un mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle". Autrement dit, exercer une "coercition" pour "cibler" le secteur de l'intelligence artificielle afin d'établir une "domination mondiale".²⁵²

7.135. En réponse à ce point, les États-Unis ont indiqué que leurs diverses actions mentionnées par la Chine "réfutaient en fait l'argument de [celle-ci] en illustrant le comportement inacceptable des entreprises chinoises, qui était contraire aux principes des États-Unis et à leurs efforts pour protéger leur propre sécurité nationale".²⁵³

7.136. Nous estimons qu'il est difficile d'évaluer l'existence d'un principe de moralité publique s'opposant à la coercition car les États-Unis n'ont pas clairement défini ce qu'ils entendent par cette expression ni les types de comportement que la moralité publique englobe, selon eux. Les États-Unis n'ont consacré aucune partie de leur première communication écrite à la définition ou à la démonstration de l'existence d'un principe de moralité publique s'opposant à la coercition, comme ils l'ont fait en ce qui concerne la concurrence déloyale²⁵⁴, le travail forcé²⁵⁵ et le vol.²⁵⁶ Ils n'ont pas non plus fourni le moindre détail supplémentaire sur ce point dans leur deuxième communication écrite.²⁵⁷ Comme il est indiqué plus haut, dans certaines de leurs communications, les États-Unis ont dit que les lois nationales en matière de responsabilité délictuelle et de contrats, et de confiscations de biens par les pouvoirs publics étayaient l'existence, entre autres choses, d'un principe de moralité publique s'opposant à la coercition. Cependant, comme nous l'avons expliqué²⁵⁸, nous ne considérons pas que ces lois, mentionnées uniquement dans les notes de bas de page, soient suffisantes, en l'absence d'explications complémentaires, pour établir l'existence d'un principe de moralité publique large et unifié s'opposant à la "coercition", en particulier lorsque, comme dans le présent contexte, les États-Unis n'ont pas expliqué ce que le concept de "coercition" suppose, selon eux, ni comment déterminer si certains types de comportement représentent ou constituent des cas de coercition, par opposition à (ou ainsi que), par exemple, une concurrence déloyale ou un vol.²⁵⁹

7.137. De plus, alors que les États-Unis ont présenté plusieurs déclarations multilatérales dans lesquelles des pays, dont les États-Unis, condamnent la coercition économique, le seul document qui donne une indication de ce que pourrait signifier la "coercition économique" est la déclaration de 2023 des Ministres du commerce du G-7. Ce document mentionne de "graves préoccupations"

²⁵¹ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 73.

²⁵² Chine, déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 13 (faisant référence à Tripp Mickle, "Trump Has Made Himself Commander in Chief of the Chip Industry" (13 août 2025), *The New York Times* (pièce CHN-116)); à Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 72 à 75; et à Décret exécutif n° 14213, "Establishing the National Energy Dominance Council" (14 février 2025), 90 *Federal Register* 33 (pièce CHN-74)).

²⁵³ États-Unis, déclaration orale la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 27.

²⁵⁴ États-Unis, première communication écrite, paragraphes 69 à 71.

²⁵⁵ États-Unis, première communication écrite, paragraphes 72 et 73.

²⁵⁶ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 74.

²⁵⁷ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 23.

²⁵⁸ Voir, plus haut, le paragraphe 7.125.

²⁵⁹ Nous n'écarterons pas la possibilité que certains types de comportement enfreignent plus d'un principe de moralité publique, mais cela ne diminue pas la nécessité logique de définir chaque principe de moralité publique séparément, en termes qui indiquent clairement sa teneur normative et qui permettent une évaluation motivée de la question de savoir si le comportement équivaudrait à une infraction de ce principe.

concernant la "coercition économique qui entrave les choix légitimes d'un autre gouvernement".²⁶⁰ On ne voit pas bien si cette déclaration implique que la "coercition économique" équivaut, ou se limite, à des actions "qui entravent les choix légitimes d'un autre gouvernement". De plus, si c'est ce à quoi la "coercition économique" équivaut, et si c'est ce que le principe de moralité publique allégué des États-Unis s'opposant à la coercition recouvre, il est difficile de déterminer si les pratiques et politiques alléguées de la Chine que les mesures contestées sont censées cibler répondent à cette définition. Les États-Unis n'ont pas expliqué, par exemple, en quoi le ciblage de certains secteurs à des fins de domination, la surcapacité non fondée sur le marché, les investissements ordonnés par l'État, ou même le recours au travail forcé, constituent des comportements qui "entrave[nt] les choix légitimes d'un autre gouvernement". Au contraire, ces pratiques semblent concerner des comportements allégués adoptés *par* la Chine et *en* Chine. Cela ne veut, bien entendu, pas dire que ces pratiques ne sont pas problématiques. En revanche, cela met en évidence l'absence de clarté quant à la manière dont ces pratiques sont liées à un principe de moralité publique s'opposant à la coercition économique telle que cette notion est énoncée dans la déclaration du G-7, même à supposer que cette énonciation soit considérée comme une définition du principe de moralité publique allégué des États-Unis s'opposant à la "coercition".

7.138. Comme le présent exposé le montre, les seuls éléments de preuve versés au dossier qui concernent clairement et sans ambiguïté la "coercition économique" renvoient à des pratiques qui sont très différentes de celles que les États-Unis rattachent au terme "coercition". Ainsi, même si nous admettons, sur la base de ces éléments de preuve, que les États-Unis ont un principe de moralité publique s'opposant à la coercition (économique), nous ne voyons pas bien si les pratiques particulières ciblées par les mesures contestées relèveraient de ce principe de moralité publique.

7.139. Pour ces raisons, nous estimons que nous disposons d'éléments de preuve qui contredisent l'affirmation des États-Unis selon laquelle le "ciblage" de certains secteurs à des fins de domination et la réalisation d'investissements ordonnés par l'État pourraient raisonnablement être considérés comme relevant d'un prétendu principe de moralité publique des États-Unis s'opposant à la "concurrence déloyale" ou à la "coercition", à supposer même qu'un tel principe de moralité publique existe dans l'abstrait dans la société des États-Unis.

7.5.3.3 Éléments de preuve directs concernant les objectifs des mesures en cause

7.140. Lorsque l'on évalue si une mesure contestée est conçue ou prise pour protéger la moralité publique, il est logique de vérifier si la mesure pertinente fait explicitement ou directement référence à cet objectif. Une telle référence n'est pas forcément déterminante, et nous souscrivons à l'avis d'organes juridictionnels antérieurs de l'OMC selon lequel une mesure peut relever de l'exception relative à la moralité publique même si les instruments juridiques qui la mettent en œuvre ne mentionnent pas expressément un objectif de moralité publique.²⁶¹ Néanmoins, la présence ou l'absence d'une telle mention expresse est pertinente.²⁶² En outre, dans la mesure où il y a des éléments de preuve directs montrant que les objectifs d'une mesure sont différents de l'objectif déclaré par les parties, ces éléments de preuve peuvent être considérés comme très pertinents.

7.141. Dans certains différends, la première étape de l'analyse au titre d'un alinéa de l'article XX a donné lieu à des constatations, parfois importantes, sur des éléments de preuve directs se rapportant aux buts et objectifs exposés ou déclarés des mesures contestées, tels qu'attestés par des sources comme le texte des lois et réglementations, l'historique de l'élaboration de la mesure, les intentions déclarées des législateurs et les circonstances environnantes.

7.142. Par exemple, dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, les Communautés européennes ont fait valoir que certaines préférences tarifaires accordées à 12 pays bénéficiaires étaient justifiées au regard de l'article XX b) en tant que mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes parce que ces préférences tarifaires appuyaient les mesures prises dans ces pays pour lutter contre la production et le trafic illicites de stupéfiants, ce qui réduisait l'offre de ces drogues sur leur territoire et protégeait la santé et la vie des citoyens des CE. Le groupe spécial a constaté que les préférences tarifaires n'avaient pas été conçues pour protéger la santé et la vie des citoyens

²⁶⁰ Déclaration des Ministres du commerce du G-7 (2023) (pièce US-40).

²⁶¹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.125.

²⁶² Rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.200.

des CE en se fondant, entre autres choses, sur le fait qu'il n'était pas fait mention de l'objectif affirmé (protéger la santé et la vie des citoyens des CE) dans le texte des instruments pertinents.²⁶³

7.143. Dans l'affaire *Chine – Terres rares*, la Chine a fait valoir que ses droits d'exportation visant les produits des terres rares, du tungstène et du molybdène étaient justifiés au regard de l'article XX b) parce qu'ils faisaient "partie intégrante d'une politique globale ayant pour objectif de réduire la pollution, de protéger la santé de la population chinoise et celle des animaux du pays, et de préserver les végétaux".²⁶⁴ Le groupe spécial a constaté que les droits d'exportation n'avaient pas été appliqués pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour préserver les végétaux, en se fondant, entre autres choses, sur le fait que les instruments chinois imposant les droits d'exportation ne faisaient pas de lien entre les droits et un objectif quelconque en matière d'environnement ou de santé.²⁶⁵

7.144. De même, dans l'affaire *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, la Türkiye a fait valoir qu'elle avait imposé sa prescription relative à la localisation pour se protéger contre une future pénurie d'approvisionnement en produits pharmaceutiques sûrs, efficaces et abordables en Türkiye. Le groupe spécial a constaté, en se fondant sur plusieurs conclusions intermédiaires, que la Türkiye n'avait pas démontré que l'imposition de la prescription relative à la localisation avait l'objectif déclaré. L'une des conclusions intermédiaires du groupe spécial était que les documents concernant la mise en œuvre de la prescription relative à la localisation ne contenaient aucune référence concomitante à un objectif en matière de santé publique susceptible d'étayer l'argument selon lequel cette prescription était une mesure prise pour la protection de la santé ou de la vie des personnes. Selon le groupe spécial, cela "jet[ait] un doute supplémentaire sur l'affirmation de la Turquie" concernant l'objectif de la mesure.²⁶⁶

7.145. En ce qui concerne les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP, nous observons que les dispositions légales pertinentes ne contiennent aucune référence explicite à l'objectif consistant à protéger l'un quelconque des principes de moralité publique invoqués par les États-Unis. Nous notons en outre que certains organismes gouvernementaux des États-Unis ont publié des règlements d'application et/ou d'autres documents d'orientation concernant les aspects contestés des CII et des CIP qui figurent dans le Code des États-Unis. En particulier, le 12 mai 2023, l'IRS a publié la "Directive concernant le crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux au titre des articles 45, 45Y, 48 et 48E".²⁶⁷ Nous ne pouvons trouver aucune référence explicite à la moralité publique en général ou à l'un quelconque des principes spécifiques de moralité publique indiqués par les États-Unis dans les règlements d'application et/ou les autres documents d'orientation concernant les aspects contestés des CII et des CIP qui figurent dans le Code des États-Unis.

7.146. Outre les références explicites faites dans le texte d'une mesure contestée, nous estimons que les déclarations faites par les législateurs à l'occasion de l'adoption ou de l'entrée en vigueur d'une mesure contestée peuvent donner des indications sur le lien entre la mesure contestée et l'objectif de protection de la moralité publique. À cet égard, les États-Unis ont répondu à une question du Groupe spécial en communiquant une série de déclarations publiques qui, selon eux, montrent qu'"il existe depuis longtemps des préoccupations concernant les politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché, qui sont largement répandues dans l'ensemble du gouvernement des États-Unis ... ainsi que dans le secteur privé et la société civile – et que le Congrès des États-Unis avait spécifiquement connaissance de ces préoccupations au cours des mois ayant précédé l'adoption de l'IRA".²⁶⁸ Nous allons maintenant évaluer si elles démontrent l'existence d'un lien entre les CII et CIP et l'objectif de protection de la moralité publique.

7.147. Bien que les États-Unis aient communiqué un grand nombre de déclarations, très peu d'entre elles concernent l'IRA en général ou les CII et CIP en particulier. La plupart des déclarations portent sur des préoccupations générales concernant l'incidence des pratiques industrielles chinoises sur l'économie des États-Unis mais n'ont que peu ou pas de rapport explicite avec les mesures en cause

²⁶³ Rapport du Groupe spécial *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 7.201.

²⁶⁴ Rapports du Groupe spécial *Chine – Terres rares*, paragraphe 7.157.

²⁶⁵ Rapports du Groupe spécial *Chine – Terres rares*, paragraphes 7.169 à 7.171.

²⁶⁶ Rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.200.

²⁶⁷ Administration fiscale des États-Unis, "Domestic Content Bonus Credit Guidance under Sections 45, 45Y, 48, and 48E" (12 mai 2023) (Avis 2023-38) (pièce CHN-38).

²⁶⁸ États-Unis, réponse à la question n° 17 du Groupe spécial, paragraphe 69.

dans le présent différend. En fait, nous n'avons pu trouver de références spécifiques aux CII et CIP, et *a fortiori* aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux, dans aucune des déclarations communiquées.

7.148. En outre, parmi les quelques déclarations qui concernent effectivement l'IRA, aucune ne démontre que les responsables des États-Unis considéraient que cette loi avait été adoptée comme suite à des préoccupations *morales*. En réponse à une question du Groupe spécial, les États-Unis ont expliqué que "le Congrès [avait] adopté l'IRA parce qu'il pensait que la loi réduirait la dépendance des États-Unis à l'égard de la Chine et favoriserait leur sécurité énergétique en faisant en sorte que les États-Unis et leurs alliés ne se retrouvent pas tributaires d'entités étrangères ne partageant pas nos intérêts et nos valeurs".²⁶⁹ Les déclarations peuvent étayer la conclusion selon laquelle certains législateurs avaient pour préoccupation de réduire la dépendance à l'égard d'un partenaire commercial perçu comme instable ou peu fiable et de favoriser un approvisionnement en énergie sûr et stable aux États-Unis. Néanmoins, aucune de ces préoccupations n'est synonyme des préoccupations concernant la moralité publique que les États-Unis ont identifiées dans toutes leurs communications. Il s'agit plutôt de politiques distinctes et, aussi importantes qu'elles puissent être (point sur lequel nous ne formulons pas d'observation), elles ne peuvent pas être assimilées à ce que les États-Unis eux-mêmes ont identifié comme étant les principes de moralité publique en cause.

7.149. Par exemple, les États-Unis font référence à des observations faites par les sénateurs Schumer et Manchin lors de l'adoption de l'IRA par le Congrès. Les sénateurs ont vanté les mérites de l'IRA, qui accroît la sécurité énergétique de l'Amérique:

grâce à des politiques destinées à favoriser la fiabilité de l'énergie et sa production plus propre, associées à des investissements historiques dans la production américaine d'énergie propre qui visent à réduire notre dépendance à l'égard de la Chine, de sorte que la transition vers une économie propre crée des millions d'emplois dans le secteur manufacturier américain et exploite des technologies propres produites en Amérique.²⁷⁰

7.150. De même, les États-Unis indiquent que, après l'adoption de l'IRA, le sénateur Casey (Pennsylvanie) a dit dans une déclaration que l'IRA "accorder[ait] un avantage supplémentaire aux nouveaux investissements dans les énergies propres utilisant des matériaux américains" et "investi[ssait] dans la production d'énergie et la fabrication en Amérique".²⁷¹

7.151. Aucune de ces déclarations ne fait la moindre référence à des préoccupations concernant la moralité publique. Au contraire, elles présentent explicitement l'IRA comme une mesure conçue pour réduire la dépendance à l'égard d'un partenaire commercial perçu comme instable ou peu fiable et pour encourager le développement d'industries nationales.

7.152. Plusieurs des déclarations communiquées par les États-Unis font bien référence, le plus souvent en termes généraux et non spécifiques, aux politiques et pratiques chinoises que les intervenants considèrent comme "déloyales" ou "non fondées sur le marché". Il est à noter toutefois que ces déclarations ne présentent jamais ces politiques ou pratiques comme suscitant ou entraînant des préoccupations concernant la moralité publique. En revanche, la préoccupation constante exprimée dans les déclarations est l'effet des politiques et pratiques chinoises sur la croissance et la production nationales et sur la stabilité de l'approvisionnement en produits importants. Par conséquent, lorsque des préoccupations sont exprimées dans les déclarations au sujet des politiques et pratiques chinoises, ce n'est pas parce que celles-ci sont en elles-mêmes *moralement* répréhensibles mais à cause de leurs effets *économiques* sur la production nationale et la stabilité de l'approvisionnement. En d'autres termes, les déclarations décrivent l'IRA comme une réponse à un risque *économique* et non *moral*.

²⁶⁹ États-Unis, réponse à la question n° 17 du Groupe spécial, paragraphe 69.

²⁷⁰ Summary of the Energy Security and Climate Change Investments in the Inflation Reduction Act of 2022 (27 juillet 2022) (pièce US-111).

²⁷¹ Communiqué de presse, Sen. Robert Casey (Pennsylvania), Casey Applauds Senate Passage of Inflation Reduction Act, Historic Bill to Lower Costs for Families and Tackle Climate Crisis (7 août 2022) (pièce US-148).

7.153. Par exemple, les États-Unis ont communiqué une allocution de l'ancienne Secrétaire au commerce Gina Raimondo, intitulée "La compétitivité des États-Unis et le défi chinois".²⁷² Il s'agit d'une allocution très générale qui n'aborde le fond ni de l'IRA ni des mesures en cause dans le présent différend. Il est toutefois révélateur que, alors même que la Secrétaire Raimondo qualifie effectivement certaines politiques commerciales chinoises de "non fondées sur le marché", son allocution ne mentionne aucune préoccupation concernant l'incidence *morale* de ces pratiques sur la société des États-Unis. Ainsi, la Secrétaire Raimondo indique que les pratiques de la Chine "**nous** forcent à défendre **nos** entreprises et **nos** travailleurs" et à "repenser la manière dont nous protégeons nos intérêts en matière de sécurité nationale tout en promouvant nos intérêts en matière de commerce et d'investissement".²⁷³ En outre, la Secrétaire Raimondo qualifie explicitement la législation adoptée par l'Administration Biden, dont l'IRA, de "stratégie industrielle moderne", qui est conçue de manière centralisée pour "redynamiser" la production nationale et éviter les risques structurels associés à la dépendance envers la Chine dans les "chaînes d'approvisionnement essentielles".

7.154. Dans son allocution, la sénatrice Raimondo fait certes référence à des violations alléguées des droits humains en Chine, y compris le recours au travail forcé. Cependant, ces observations sont en lien avec les efforts de lutte contre le travail forcé déployés par les États-Unis avec la Loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours de l'Administration Biden; la Secrétaire ne fait pas référence à l'IRA dans ce contexte. De plus, il est dit dans l'allocution qu'il est important de sauvegarder "la sécurité nationale et les valeurs démocratiques des États-Unis", mais, là encore, ces déclarations sont générales et ne font pas référence à l'IRA, ni aux mesures spécifiques en cause dans le présent différend.

7.155. Une autre déclaration communiquée par les États-Unis est une allocution de l'ancienne Secrétaire au Trésor Janet Yellen. Cette allocution est en grande partie consacrée à l'IRA.²⁷⁴ Toutefois, elle ne fait absolument aucune référence à la moralité publique: en revanche, elle indique explicitement que les "trois buts distincts" de l'IRA consistent à "élargir les possibilités économiques; renforcer la sécurité économique; et nous propulser vers un avenir d'énergies propres".²⁷⁵ Même si elle allègue effectivement dans son allocution que les chaînes d'approvisionnement en énergies propres sont "trop concentrées en Chine, en partie à cause de pratiques déloyales non fondées sur le marché", la Secrétaire Yellen explique que "cela rend l'Amérique plus exposée à des risques qui entravent notre accès à [la] production étrangère" et fait valoir qu'une telle entrave entraînerait "des perturbations économiques et une hausse des prix pour les consommateurs américains". Par conséquent, l'allocution souligne l'importance perçue de l'IRA pour la réalisation d'objectifs économiques notables, comme la stabilité des chaînes d'approvisionnement, mais n'étaye pas l'argument des États-Unis selon lequel les mesures contestées sont conçues pour protéger la moralité publique.

7.156. Enfin, les États-Unis ont communiqué une note d'information de la Maison-Blanche sur les efforts de l'Administration Biden pour "[r]enforcer l'industrie solaire américaine et protéger les fabricants et les travailleurs contre les pratiques commerciales déloyales de la Chine". Ce document ne fait pas référence à la moralité publique et indique explicitement que le but de l'IRA est d'"encourager l'industrie solaire des États-Unis".²⁷⁶

7.157. Nous reconnaissons que les mesures "ont souvent des objectifs multiples".²⁷⁷ Comme cet examen le démontre, toutefois, aucune des déclarations ci-dessus ne donne à penser que les mesures ont été conçues ou prises pour la protection de la moralité publique, même si cet objectif n'en était qu'un parmi d'autres. Au contraire, dans la mesure où ces déclarations fournissent des éléments de preuve concernant les buts généraux de l'IRA, elles donnent à penser que cette loi était

²⁷² Département du Commerce des États-Unis, Remarks by U.S. Secretary of Commerce Gina Raimondo on the U.S. Competitiveness and the China Challenge (30 novembre 2022) (pièce US-118).

²⁷³ Département du Commerce des États-Unis, Remarks by U.S. Secretary of Commerce Gina Raimondo on the U.S. Competitiveness and the China Challenge (30 novembre 2022) (pièce US-118). (mise en relief dans l'original)

²⁷⁴ Département du Trésor des États-Unis, Remarks by Secretary of the Treasury Janet L. Yellen at Livent in Bessemer City, North Carolina (novembre 2023) (pièce US-119).

²⁷⁵ Département du Trésor des États-Unis, Remarks by Secretary of the Treasury Janet L. Yellen at Livent in Bessemer City, North Carolina (novembre 2023) (pièce US-119).

²⁷⁶ Fact Sheet: "Biden-Harris Administration Takes Action to Strengthen American Solar Manufacturing and Protect Manufacturers and Workers from China's Unfair Trade Practices", 16 mai 2024 (pièce US-68).

²⁷⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 136.

conçue pour réaliser des objectifs de politique économique et commerciale, en particulier le développement de la production nationale et la réduction de la dépendance à l'égard de partenaires commerciaux jugés peu fiables qui permettraient d'assurer un approvisionnement stable en produits importants. Nous ne trouvons dans ces déclarations aucun élément indiquant que ces objectifs de politique économique et commerciale étaient considérés comme ayant une dimension morale.

7.158. Comme nous l'avons dit, si promouvoir le développement de la production nationale et favoriser la réduction de la dépendance à l'égard de partenaires commerciaux jugés instables ou peu fiables peuvent constituer des buts nationaux notables, ces buts ne sont pas synonymes de l'objectif de protection de la moralité publique ni ne peuvent être assimilés à cet objectif. En conséquence, nous n'estimons pas que ces déclarations fournissent des éléments de preuve directs indiquant que les mesures sont conçues ou prises pour protéger la moralité publique. Tout au plus, les déclarations fournies sont des éléments de preuve directs indiquant que les mesures ont été prises en vue d'autres objectifs.

7.159. Pour ces raisons, nous estimons que les éléments de preuve directs se rapportant aux objectifs des mesures en cause qui ont été communiqués par les États-Unis contredisent leur affirmation selon laquelle les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures prises pour protéger la moralité publique.

7.5.3.4 Conception, structure et fonctionnement attendu

7.160. Dans la plupart des différends, l'analyse de l'étape liminaire initiale consistant à déterminer si une mesure vise "la protection de la moralité publique" a essentiellement porté sur la mesure dans laquelle il y avait un quelconque lien objectivement discernable entre l'objectif déclaré et la mesure contestée, compte tenu des aspects pertinents de la conception, de la structure et du fonctionnement attendu de la mesure. Nous souscrivons à l'avis d'organes juridictionnels antérieurs de l'OMC selon lequel il peut néanmoins être constaté que des mesures qui ne font pas expressément référence à la moralité publique ont un lien avec la moralité publique à la suite d'une évaluation de leur conception, de leur teneur, de leur structure et de leur fonctionnement attendu, si cette évaluation démontre l'existence d'un lien objectivement discernable entre la mesure et l'objectif déclaré.²⁷⁸ Ce sont ces aspects des mesures contestées que nous allons maintenant examiner.

7.161. Afin que les choses soient claires, nous examinerons successivement chacune des prescriptions qu'il faut respecter pour obtenir les crédits supplémentaires. Nous rappelons que chacune de ces prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux a été expliquée dans la partie descriptive du présent rapport.

7.5.3.4.1 Prescription concernant l'acier et le fer

7.162. Les États-Unis font valoir que la prescription concernant l'acier et le fer est conçue pour protéger la moralité publique parce que les effets des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché ont été particulièrement marqués dans le secteur de l'acier et que ce problème persiste malgré l'imposition de nombreuses mesures correctives commerciales et les dialogues menés depuis longtemps au niveau mondial. Selon eux, en prescrivant l'utilisation de 100% d'acier et de fer produits aux États-Unis pour les matériaux de construction, la prescription concernant l'acier et le fer protège la moralité publique des États-Unis en contrecarrant les effets des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché.²⁷⁹ Les États-Unis ont en outre expliqué que la prescription concernant l'acier et le fer, ainsi que la prescription concernant les produits fabriqués, sont conçues pour protéger la moralité publique parce qu'elles sont "structurées de manière à éviter que les acheteurs récompensent des pratiques qui violent la moralité publique des États-Unis".²⁸⁰ À cet égard, ils font valoir que les mesures sont nécessaires car elles "signalent aux entreprises sur le marché des États-Unis que les politiques de la Chine ne seront pas tolérées sur ce marché, ce qui réduit l'incitation pour les acteurs sur le marché des États-Unis à adopter ou à encourager un comportement semblable à celui de la Chine, et réduit la récompense que les entités chinoises peuvent retirer de l'adoption de ce comportement".²⁸¹

²⁷⁸ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.125.

²⁷⁹ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 43.

²⁸⁰ États-Unis, réponse à la question n° 16 c) du Groupe spécial, paragraphe 67.

²⁸¹ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 121.

7.163. En outre, les États-Unis ont indiqué que les mesures sont conçues pour encourager les investissements aux États-Unis et chez des partenaires ayant les mêmes idées en vue de l'établissement d'approvisionnements et de chaînes d'approvisionnement en remplacement de ceux de la Chine.²⁸² Cependant, en réponse à une question du Groupe spécial, ils ont clarifié leur position sur ce point, faisant valoir que "[l]es crédits supplémentaires pour investissement et à la production se rapportent à la teneur en éléments des États-Unis de l'acier, du fer et des produits fabriqués, et ne sont pas conçus pour encourager la production dans d'autres pays dont la moralité publique est en adéquation avec celle des États-Unis".²⁸³

7.164. Nous ne souscrivons pas à l'affirmation des États-Unis selon laquelle il peut être dit de la prescription concernant l'acier et le fer qu'elle "contrecarre" les politiques et pratiques chinoises, ou qu'elle est structurée de manière à envoyer un signal au marché des États-Unis concernant la situation des produits chinois au regard de la moralité ou à éviter que les acheteurs récompensent des politiques et pratiques qui violent la moralité publique des États-Unis. Nos raisons sont les suivantes.

7.165. En premier lieu, nous rappelons que la prescription concernant l'acier et le fer ne fonctionne pas de manière isolée. C'est l'une des deux prescriptions qu'il faut respecter pour obtenir les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux (l'autre étant la prescription concernant les produits fabriqués) relevant des CII et CIP. De même, les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux n'existent pas ni ne fonctionnent de manière isolée. En revanche, ils font partie intégrante d'autres aspects, conjointement avec lesquels ils fonctionnent, des CII et CIP, qui accordent des crédits d'impôt aux installations d'énergies renouvelables admissibles sous certaines conditions. Selon nous, le lien entre la prescription concernant l'acier et le fer – et les crédits supplémentaires plus généralement – et l'objectif de protection de la moralité publique ne peut être objectivement évalué que lorsque les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux sont considérés dans leur contexte réglementaire, comme un aspect ou élément d'un programme de crédits d'impôt plus vaste. Tout comme les crédits supplémentaires ne fonctionnent pas de manière isolée, nous considérons aussi qu'il faut examiner leur relation avec l'objectif de protection de la moralité publique en tenant compte de leur place à l'intérieur d'autres aspects connexes du cadre réglementaire plus large et de leur fonctionnement par rapport à ce cadre. Ce faisant, nous n'évaluons pas la compatibilité avec les règles de l'OMC des CII et des CIP en général; notre examen se limite bien entendu au point de savoir si les crédits liés la teneur en éléments nationaux, qui sont les mesures contestées par la Chine, relèvent de l'alinéa a) de l'article XX.

7.166. L'utilisation de 100% d'acier et de fer structurels nationaux est une condition uniquement de la réception des crédits *supplémentaires* relevant des CII et CIP. Par conséquent, comme la Chine l'a signalé²⁸⁴, le montant *de base* du crédit reste disponible même si les installations admissibles utilisent une quantité importante d'acier et de fer chinois. Selon nous, cela signifie que, même si les allégations des États-Unis concernant les politiques et pratiques chinoises sont correctes, la prescription concernant l'acier et le fer ne décourage *pas*, ni *a fortiori* ne restreint, limite ou stigmatise autrement l'utilisation d'acier et de fer chinois. De plus, elle n'envoie aux consommateurs aucune sorte de signal indiquant que l'utilisation d'acier ou de fer chinois pose un problème moral ou est contraire aux principes de moralité publique des États-Unis qui s'opposent à la concurrence déloyale, au travail forcé, au vol ou à la coercition. Au contraire, les CII et les CIP *continuent de récompenser* les installations admissibles même si elles utilisent effectivement de l'acier chinois, quoiqu'à un taux plus bas que si elles utilisaient 100% d'acier et de fer nationaux.

7.167. Par conséquent, alors que la prescription concernant l'acier et le fer reflète évidemment une préférence stratégique pour l'utilisation d'acier et de fer *nationaux*, et pourrait encourager les consommateurs à acheter de l'acier et du fer nationaux pour des raisons économiques (par exemple, la possibilité de recevoir des crédits d'impôt), nous n'estimons pas qu'elle reflète, ou pourrait être considérée par les consommateurs comme reflétant, une préférence ayant pour fondement ou origine des normes morales qui sont menacées ou mises à mal par l'acier et le fer chinois. Les États-Unis font valoir que les mesures contestées "signalent aux entreprises sur le marché des États-Unis que les politiques de la Chine ne seront pas tolérées sur ce marché, ce qui réduit l'incitation pour les

²⁸² États-Unis, première communication écrite, paragraphe 113; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 28; deuxième communication écrite, paragraphe 56.

²⁸³ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 30. (mise en relief dans l'original)

²⁸⁴ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 120.

acteurs sur le marché des États-Unis à adopter ou à encourager un comportement semblable à celui de la Chine, et réduit la récompense que les entités chinoises peuvent retirer de l'adoption de ce comportement".²⁸⁵ Selon nous, le point de savoir si une mesure est capable d'envoyer un tel "signal" aux consommateurs est effectivement une considération potentiellement pertinente qui doit être prise en compte au titre de l'article XX a); entre autres choses, cette considération peut être pertinente pour l'évaluation de la question de savoir si une mesure visant à limiter la consommation de produits qui ne portent pas intrinsèquement atteinte à la moralité²⁸⁶ est une mesure capable de protéger la moralité publique. Cependant, pour les raisons susmentionnées, nous considérons que la prescription concernant l'acier et le fer, fonctionnant à l'intérieur et en tant qu'élément de son cadre réglementaire plus large, n'exprime pas, et ne peut pas exprimer, une quelconque forme de désapprobation morale concernant les pratiques déloyales et non fondées sur le marché alléguées de la Chine ou le risque moral que l'acier et le fer chinois, d'après les allégations, représentent.

7.168. Comme nous le voyons, alors que la prescription concernant l'acier et le fer, en tant qu'élément des crédits *supplémentaires*, peut fonctionner comme une incitation économique à l'utilisation de produits nationaux, elle est inapte à protéger la moralité publique parce qu'elle n'indique pas ni ne montre d'une autre manière aux consommateurs que la consommation d'acier et de fer chinois est contraire à la moralité publique des États-Unis; et que, de fait, elle est un élément d'un programme réglementaire plus large, conjointement avec lequel elle fonctionne, qui *légitime* la consommation d'acier et de fer chinois. De ce fait, il nous apparaît que toute modification de la structure de la consommation au profit de l'acier ou du fer nationaux ne pourrait être motivée que par des préoccupations sans rapport avec la moralité publique. Dans la mesure où les crédits supplémentaires, en tant qu'élément des CII et CIP, sont aptes à motiver le comportement des consommateurs en fonction uniquement de considérations qui ne sont *pas* morales par nature, nous n'estimons pas qu'il puisse être dit de ces mesures qu'elles ont été conçues ou prises pour "la protection de la moralité publique".²⁸⁷

7.169. Comme il est indiqué plus haut, dans leurs deux premières communications écrites et leur déclaration liminaire à la première réunion avec le Groupe spécial, les États-Unis ont aussi fait valoir que la prescription concernant l'acier et le fer (conjointement avec la prescription concernant les produits fabriqués) est conçue pour protéger la moralité publique en encourageant les investissements aux États-Unis et chez des partenaires ayant les mêmes idées en vue de l'établissement d'approvisionnements et de chaînes d'approvisionnement en remplacement de ceux de la Chine.²⁸⁸ Cependant, en réponse à une question posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion du fond, ils ont précisé que "[l]es crédits supplémentaires pour investissement et à la production se rapportent à la teneur en éléments des États-Unis de l'acier, du fer et des produits fabriqués, et ne sont pas conçus pour encourager la production dans d'autres pays dont la moralité

²⁸⁵ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 121.

²⁸⁶ Dans la présente procédure, les États-Unis ont fait valoir que l'article XX a) fait référence à des mesures qui sont "nécessaires à la protection de la moralité publique", et non à des mesures nécessaires à la protection de la moralité publique contre des produits portant atteinte à la moralité. Selon eux, par conséquent, rien dans le texte de l'article XX a) n'indique qu'une mesure justifiée au regard de cette disposition doit s'appliquer "à un quelconque produit particulier, et encore moins à des produits qui portent eux-mêmes intrinsèquement atteinte à la moralité", et une mesure peut donc être nécessaire à la protection de la moralité publique "sans être appliquée uniquement à des produits qui portent intrinsèquement atteinte à la moralité". (Voir États-Unis, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 62.) Nous notons toutefois que les États-Unis ont aussi expliqué ce qui suit:

"Néanmoins, les mesures en cause [en l'espèce] visent à réduire les dépendances à l'égard de produits qui portent eux-mêmes atteinte à la moralité publique des États-Unis – autrement dit, les mesures visent à réduire la dépendance des États-Unis à l'égard des produits impactés par les mesures en cause parce qu'ils sont le résultat du ciblage et de la domination par la Chine [du] secteur[] ... des énergies renouvelables, y compris par le recours à d'autres politiques et pratiques non fondées sur le marché."

(Voir États-Unis, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 63. (mise en relief dans l'original))

²⁸⁷ Autrement dit, nous ne voyons pas comment la prescription concernant l'acier et le fer pourrait amener les consommateurs à prendre des décisions sur la base de considérations *morales*, ou à percevoir ou comprendre la dimension morale de leur consommation, étant donné la conception et la structure de la prescription concernant l'acier et le fer, qui fonctionne dans le contexte et en tant qu'élément des CII et CIP. Le choix des consommateurs (c'est-à-dire les installations de production d'électricité) d'utiliser 100% d'acier national pourrait donc être motivé uniquement par des considérations économiques sans lien avec la perception ou la mise en pratique des "normes de bonnes ou mauvaise conduite" existant aux États-Unis.

²⁸⁸ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 113; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 28; deuxième communication écrite, paragraphe 56.

publique est en adéquation avec celle des États-Unis".²⁸⁹ Dans leur réponse à cette question, les États-Unis font une distinction entre le secteur des minéraux critiques, dans lequel ils "cherchent à collaborer avec les alliés des États-Unis qui ont une grande expérience dans le secteur minier pour contrecarrer la domination mondiale de la Chine", et le secteur de l'acier, dans lequel "les effets des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché durent depuis longtemps et sont particulièrement marqués, et ont entraîné des distorsions mondiales".²⁹⁰

7.170. Par conséquent, il est clair que la prescription concernant l'acier et le fer ne soutient *pas* l'établissement de chaînes d'approvisionnement avec les pays dont les États-Unis considèrent qu'ils "ont les mêmes idées". Au lieu de cela, elle établit une prescription relative à la teneur en éléments nationaux qu'il n'est possible de respecter qu'en utilisant 100% d'acier national. La question est donc maintenant de savoir si cet aspect des mesures contestées démontre qu'elles sont conçues ou prises pour protéger la moralité publique. Nous ne comprenons pas comment il pourrait être dit de cette prescription relative à la teneur en éléments nationaux qu'elle contribue à la protection de la moralité publique invoquée par les États-Unis. Comme nous l'avons relevé, la prescription concernant l'acier et le fer subordonne le crédit supplémentaire à l'utilisation de 100% d'acier et de fer nationaux. Cela signifie évidemment que le crédit supplémentaire est perdu non seulement si une installation admissible utilise de l'acier ou du fer structurels *en provenance de Chine*, mais aussi si elle utilise un tel acier ou fer en provenance de *tout autre pays*, y compris des pays que les États-Unis, dans leurs communications écrites en l'espèce, décrivent comme "ayant les mêmes idées" sur les questions de moralité publique, et avec lesquels ils ont conclu des accords de libre-échange (ALE).²⁹¹

7.171. Tout au long de la présente procédure, les États-Unis ont soutenu que, contrairement à la Chine²⁹², leurs partenaires dans le cadre des ALE partagent leurs engagements contre la concurrence déloyale, la coercition, le vol et le travail forcé.²⁹³ Compte tenu de cela, il est difficile de comprendre comment l'exclusion de l'acier en provenance de ces pays pourrait contribuer en quoi que ce soit à la protection de la moralité publique. Dans la mesure où il n'est pas allégué que ces pays ont des comportements qui vont à l'encontre des principes de moralité publique des États-Unis qui s'opposent à la concurrence déloyale, au travail forcé, au vol et à la coercition, et dans la mesure où il n'est donc pas allégué que l'acier et le fer produits dans ces pays sont d'une quelconque façon compromis par de telles pratiques, nous ne voyons pas comment la prescription relative à la teneur en éléments nationaux de la prescription concernant l'acier et le fer est apte à protéger ces principes de moralité publique.

7.172. Les États-Unis répondent que, comme les pratiques et politiques chinoises ont "infiltré" le marché mondial de l'acier, la seule façon de s'assurer que les consommateurs ne soutiennent pas ces pratiques et politiques est de subordonner le crédit supplémentaire à l'utilisation de 100% d'acier national.²⁹⁴ Cet argument semble avoir pour fondement l'idée que la production d'acier dans *tous* les pays autres que les États-Unis a été si profondément infiltrée par les pratiques et politiques chinoises qu'il n'y a *aucun* acier non originaire des États-Unis qui ne soit pas terni par les pratiques et politiques non fondées sur le marché alléguées de la Chine, et que l'utilisation d'acier originaire de *n'importe quel* pays autre que les États-Unis risque de récompenser les pratiques et politiques non fondées sur le marché alléguées de la Chine.

7.173. Selon nous, ce fondement n'a pas été étayé. À l'appui de leurs arguments concernant l'"infiltration" chinoise, les États-Unis ont présenté trois rapports du Forum mondial sur les surcapacités de production d'acier (GFSEC).²⁹⁵ Tout d'abord, nous notons que notre examen de ces rapports se limite à l'examen de la question de savoir s'ils étayaient les arguments spécifiques des États-Unis dans la présente procédure. Nos constatations relatives à ces rapports ne devraient pas

²⁸⁹ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 30. (mise en relief dans l'original)

²⁹⁰ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 32.

²⁹¹ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 113; réponse à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphes 42 à 45.

²⁹² États-Unis, première communication écrite, paragraphe 105.

²⁹³ États-Unis, réponse à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphes 42 à 45.

²⁹⁴ États-Unis, réponse à la question n° 16 a) du Groupe spécial, paragraphe 65.

²⁹⁵ Forum mondial sur les surcapacités de production d'acier, Impacts of global excess capacity on the health of the GFSEC steel industries (mars 2024) (pièce US-86); Forum mondial sur les surcapacités de production d'acier, Steel Exports, trade remedy actions and sources of excess capacity (mai 2024) (pièce US-85); et Forum mondial sur les surcapacités de production d'acier, Global excess capacity and employment in steel and downstream activities (mars 2025) (pièce US-104).

être autrement utilisées ou considérées comme exprimant nos vues sur des questions soulevées en dehors du contexte du présent différend. Les rapports du GFSEC présentés par les États-Unis font état de préoccupations concernant les effets de la surcapacité de production d'acier sur les industries de l'acier des pays membres du GFSEC.²⁹⁶ Cependant, ils n'indiquent pas que la Chine a "infiltré" et influencé la production d'acier en dehors de la Chine" de la manière suggérée par les États-Unis.²⁹⁷

7.174. En réponse à une question du Groupe spécial les invitant à préciser comment la Chine avait infiltré les marchés mondiaux de l'acier, les États-Unis ont dit que la surcapacité pouvait avoir pour effets négatifs l'inondation des marchés des pays tiers importateurs et le remplacement de la production nationale d'acier, ce qui entraînait une perte de bénéfices et une industrie de l'acier moins viable à long terme.²⁹⁸ Cet effet est aussi évoqué dans les rapports du GFSEC, qui indiquent, par exemple, que "la surcapacité en Chine devrait entraîner une poussée des exportations chinoises d'acier vers les marchés tiers, accroissant ainsi leur part dans la demande sur le marché intérieur des économies importatrices".²⁹⁹ Cependant, il y a une grande différence entre démontrer que la surcapacité a un effet négatif sur la rentabilité des industries de l'acier des pays tiers et montrer que les politiques et pratiques chinoises ont d'une manière ou d'une autre "infiltré" la production d'acier dans d'autres pays et moralement terni l'acier exporté depuis ces pays. Ces éléments de preuve donnent à penser que les exportations d'acier meilleur marché de la Chine peuvent avoir une incidence négative notable sur les industries de l'acier des pays qui importent l'acier chinois. Ils n'emportent pas à eux seuls le caractère moral de l'acier que ces pays produisent ou exportent.

7.175. Les États-Unis font en outre valoir que la Chine a "infiltré" la production mondiale d'acier par l'intermédiaire d'"entreprises d'État chinoises fortement subventionnées" qui "ont effectué d'importants investissements dans la capacité de production d'acier".³⁰⁰ Ils ont fourni peu d'éléments de preuve à l'appui de cette allégation. Néanmoins, un rapport du GFSEC indique effectivement que "la modération de la croissance de la capacité en Chine est compensée par les investissements réalisés à l'étranger par des sociétés chinoises, dont beaucoup sont des entreprises d'État qui sont en général fortement subventionnées. Cela crée une surcapacité non fondée sur le marché hors de ses frontières, notamment en Asie du Sud-Est".³⁰¹ Bien que ce rapport reconnaisse donc que les entreprises d'État peuvent contribuer à la surproduction hors de Chine, et en particulier en Asie du Sud-Est, il n'indique pas que ces entreprises ont "infiltré" la production nationale d'acier dans la totalité, ou même la plupart, des pays autres que les États-Unis de telle manière que tout l'acier provenant de tous les pays autres que les États-Unis est terni par les politiques et pratiques chinoises que les États-Unis jugent contraires à leur moralité publique.

7.176. En outre, même si des entreprises d'État exercent des activités dans l'industrie de l'acier de nombreux pays en dehors de la Chine, les États-Unis n'ont pas établi que, à cause de ces investissements, l'acier est forcément produit dans des conditions "déloyales" ou "non fondées sur le marché" qui sont incompatibles avec les principes de moralité publique des États-Unis qui s'opposent à la concurrence déloyale, au travail forcé, au vol et à la coercition. À cet égard, nous notons que, en réponse à une question du Groupe spécial concernant les sociétés sidérurgiques chinoises exerçant des activités aux États-Unis (dont l'acier serait théoriquement admissible au bénéfice du crédit supplémentaire au titre de la prescription concernant l'acier et le fer parce qu'il est produit dans le pays), les États-Unis ont dit que "[t]oute entité de ce type détenue ou contrôlée par la Chine ... serait assujettie aux lois des États-Unis qui protègent la moralité publique des États-Unis"³⁰² et ne présenterait donc aucun risque pour cette moralité publique. Si cela est admis – et il n'y a visiblement pas de raison pour que cela ne le soit pas – on ne voit pas bien pourquoi d'autres pays, en particulier ceux dont les États-Unis eux-mêmes considèrent qu'ils "ont les mêmes idées" et sont unis contre la concurrence déloyale, la coercition, le vol et le travail forcé, ne

²⁹⁶ Il s'agit des pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Corée du Sud, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République slovaque, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Türkiye et Union européenne.

²⁹⁷ États-Unis, réponse à la question n° 16 a) du Groupe spécial, paragraphe 64.

²⁹⁸ États-Unis, réponse à la question n° 16 a) du Groupe spécial, paragraphe 60.

²⁹⁹ Forum mondial sur les surcapacités de production d'acier, *Impacts of global excess capacity on the health of the GFSEC steel industries* (mars 2024) (pièce US-86), page 16.

³⁰⁰ États-Unis, réponse à la question n° 16 a) du Groupe spécial, paragraphe 64.

³⁰¹ Forum mondial sur les surcapacités de production d'acier, *Steel Exports, trade remedy actions and sources of excess capacity* (mai 2024), (pièce US-85) page 7.

³⁰² États-Unis, réponse à la question n° 16 b) du Groupe spécial, paragraphe 66.

maintiendraient pas aussi des lois faisant en sorte que les entreprises d'État chinoises (ou les autres sociétés chinoises) se comportent d'une manière conforme à la moralité publique pertinente. En tout état de cause, il n'y a pas d'éléments de preuve dans le dossier indiquant que ce n'est pas le cas.

7.177. Dans leur réponse à une question posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, les États-Unis, pour tenter d'expliquer pourquoi les mesures en cause ne sont pas conçues pour établir des chaînes d'approvisionnement de remplacement avec des partenaires ayant les mêmes idées, ont avancé certains arguments supplémentaires sur ce point. Selon les États-Unis:

[P]endant des décennies, les États-Unis ont pris des mesures pour contrecarrer les effets sur leur marché de l'acier des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché. Malheureusement, d'autres pays, y compris des partenaires des États-Unis dans le cadre d'accords de libre-échange (ALE), n'ont pas pris de mesures analogues, et leur marché national de l'acier reste beaucoup plus exposé aux pratiques de la Chine et faussé par ces pratiques que ne l'est le marché de l'acier des États-Unis.³⁰³

7.178. Par conséquent, les États-Unis font valoir que, alors qu'ils ont pris diverses mesures pour protéger leur marché de l'acier contre les politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché, par exemple au moyen d'ordonnances en matière de droits antidumping et compensateurs, d'autres pays, y compris leurs partenaires dans le cadre d'ALE, ne l'ont pas fait. Selon eux, cela a fait que "les prix de l'acier aux États-Unis ont été plus élevés que sur d'autres grands marchés, y compris ceux de partenaires des États-Unis dans le cadre d'ALE, entraînant ainsi une moindre distorsion sur le marché des États-Unis".³⁰⁴ Selon les États-Unis, cette différence de prix donne lieu à un arbitrage par les prix, car des exportations accrues et à des prix artificiellement bas remplacent la production et empêchent des hausses de prix sur les marchés des pays tiers. "De ce fait, les marchés mondiaux sont faussés, et les producteurs et les négociants d'acier cherchent à exporter vers des marchés moins faussés. ... ce marché moins faussé est la plupart du temps celui des États-Unis".³⁰⁵

7.179. D'après ce que nous comprenons, l'argument des États-Unis est que les mesures en cause sont conçues pour protéger la moralité publique des États-Unis parce qu'elles rendent inadmissibles au bénéfice du crédit supplémentaire l'acier et le fer produits dans des pays tiers qui, bien qu'ils aient la même moralité publique que celle que les États-Unis invoquent, n'ont pas pris des mesures jugées suffisantes par les États-Unis pour protéger leur *propre* marché national de l'acier contre les politiques et pratiques déloyales alléguées de la Chine. Cette omission a causé un préjudice à l'industrie nationale de l'acier de ces pays en raison d'une plus forte pénétration des exportations. De ce fait, les producteurs nationaux ont cherché à exporter davantage de leur propre acier vers des marchés tiers, y compris vers les États-Unis.

7.180. Selon nous, même si les diverses hypothèses factuelles et économiques sur lesquelles repose ce raisonnement sont correctes, il est difficile de voir en quoi cet argument est lié à la question de savoir si les mesures en cause ont été conçues pour protéger la moralité publique. Les États-Unis affirment que les exportations accrues d'acier de la Chine vers d'autres pays a) ont causé un préjudice à l'industrie nationale de l'acier de ces pays; et b) ont entraîné un accroissement des exportations d'acier produit dans ces pays vers les États-Unis. Nous ne considérons pas que le point a) ait un quelconque rapport avec les efforts que les États-Unis déploient pour protéger la moralité publique sur leur propre territoire. En ce qui concerne le point b), les États-Unis n'ont pas expliqué pourquoi l'acier produit dans ces autres pays représenterait lui-même une menace pour les principes de moralité publique des États-Unis qui s'opposent à la concurrence déloyale, au travail forcé, au vol et à la coercition. Autrement dit, comme nous l'avons constaté plus haut, les États-Unis n'ont pas expliqué comment ou pourquoi les effets économiques de la pénétration alléguée des exportations chinoises sur les marchés de l'acier de pays tiers emportent le caractère moral de l'acier que ces pays produisent et exportent.

7.181. Avant de conclure, nous rappelons que les États-Unis ont fait valoir que, outre les prescriptions concernant l'acier et le fer et concernant les produits fabriqués, les CII et les CIP contiennent une prescription en matière de salaire en vigueur: pour pouvoir bénéficier de crédits

³⁰³ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 33.

³⁰⁴ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphes 35 à 37.

³⁰⁵ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 38. (références internes omises)

plus importants au titre des crédits d'impôt pour les énergies renouvelables, les sociétés des États-Unis doivent verser aux manœuvres et aux mécaniciens des salaires suffisamment élevés au regard des normes fixées par le Secrétaire au travail.³⁰⁶ Selon les États-Unis, "[l]'un des moyens par lesquels les crédits d'impôt pour les énergies renouvelables protègent la moralité publique des États-Unis est la prescription en matière de salaire en vigueur".³⁰⁷ Pour eux, cette prescription "contribu[e] à faire en sorte que les sociétés des États-Unis défendent les principes de moralité publique des États-Unis relatifs à la concurrence déloyale et au travail forcé".³⁰⁸ Selon nous, même si les États-Unis avaient établi que la prescription en matière de salaire en vigueur pouvait d'une manière ou d'une autre être comprise comme contribuant à faire en sorte que les entreprises des États-Unis défendent la moralité publique des États-Unis liée la "concurrence déloyale" et au "travail forcé" (et nous ne formulons aucune constatation sur ce point), cela ne changerait pas ni n'affecterait d'une autre manière la relation entre les crédits supplémentaires liés la teneur en éléments nationaux, qui sont les mesures en cause dans le présent différend, et l'objectif de protection de la moralité publique. La prescription en matière de salaire en vigueur est une prescription distincte à l'intérieur du cadre réglementaire plus large des CII et des CIP. Les deux ensembles de prescriptions (à savoir la prescription en matière de salaire en vigueur d'une part, et les prescriptions concernant l'acier et le fer et concernant les produits fabriqués de l'autre) fonctionnent séparément, concernent des questions différentes et énoncent des conditions différentes qui doivent être remplies aux fins de l'obtention des crédits d'impôt complets. Chacun peut être respecté indépendamment de l'autre et, de fait, pour autant que les prescriptions concernant l'acier et le fer et concernant les produits fabriqués soient respectées, les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux restent disponibles même si la prescription en matière de salaire en vigueur n'est pas respectée.³⁰⁹ À l'inverse, les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux ne deviennent disponibles que si les prescriptions concernant l'acier et le fer et concernant les produits fabriqués sont respectées, même dans les situations où la prescription en matière de salaire en vigueur est remplie. Nous ne voyons donc pas comment celle-ci pourrait éclairer la question de savoir si les différentes règles relatives à la teneur en éléments nationaux dans les prescriptions concernant l'acier et le fer et concernant les produits fabriqués sont elles-mêmes liées à l'objectif de protection de la moralité publique.

7.182. Enfin, nous ne jugeons pas pertinents les éléments de preuve des États-Unis selon lesquels, après l'imposition des mesures en cause, "la capacité de production d'acier brut des États-Unis a *effectivement* augmenté".³¹⁰ La raison en est que cette augmentation de la production nationale d'acier n'est pas nécessairement synonyme ou indicative de la protection de la moralité publique, ni même liée à cette protection. Selon nous, elle ne montre pas, à elle seule, que les mesures sont conçues ou prises pour la protection de la moralité publique, par opposition à certains autres objectifs comme simplement l'augmentation de la capacité nationale. Comme nous l'avons expliqué, la prescription concernant l'acier et le fer rend inadmissible au bénéfice du crédit supplémentaire l'acier et le fer que produisent et exportent des pays dont les États-Unis considèrent qu'ils partagent leurs valeurs s'opposant à la concurrence déloyale, au travail forcé, au vol et à la coercition. En conséquence, nous n'estimons pas que les données montrant une augmentation de la production nationale constituent des éléments de preuve convaincants du fait que les mesures contestées sont conçues ou prises pour protéger la moralité publique.

³⁰⁶ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 42 (citant 26 U.S.C., article 48 a) 9) B), 10) A) et 11), 26 U.S.C., article 48E d) 3) et 4), 26 U.S.C., article 45 b) 6) et 7), 26 U.S.C., article 45Y g) 9) et 10) (pièce CHN-17)).

³⁰⁷ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 42.

³⁰⁸ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 42.

³⁰⁹ Voir, par exemple, 6 U.S.C., article 48 a) 12) C) et 48E a) 3) B) (pièce CHN-17). Nous notons que la valeur des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux peut être réduite dans certaines circonstances si la prescription en matière de salaire en vigueur n'est pas elle aussi respectée (par exemple, en ce qui concerne les projets dont la production nette maximale de plus de 1 mégawatt d'énergie électrique (mesurée en courant alternatif) ou thermique dont la construction commence 60 jours après la publication par le Secrétaire des indications concernant les obligations relatives à la prescription en matière de salaire en vigueur) (6 U.S.C., article 48 a) 9) b).) Cependant, en aucun cas la disponibilité des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux n'est liée au respect de la prescription en matière de salaire en vigueur. En d'autres termes, un crédit supplémentaire lié à la teneur en éléments nationaux est toujours disponible lorsque les prescriptions concernant l'acier et le fer et concernant les produits fabriqués sont respectées, même si la prescription en matière de salaire en vigueur ne l'est pas.

³¹⁰ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 44. (mise en relief dans l'original)

7.183. Pour ces raisons, plusieurs aspects de la conception, de la structure et du fonctionnement attendu de la prescription concernant l'acier et le fer contredisent l'affirmation des États-Unis selon laquelle les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures prises pour protéger la moralité publique.

7.5.3.4.2 Prescription concernant les produits fabriqués

7.184. Nous allons maintenant examiner la deuxième prescription qu'il faut respecter pour recevoir les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP, qui est la prescription concernant les produits fabriqués.

7.185. Pour commencer, nous notons que les États-Unis n'ont pas avancé d'arguments expliquant en quoi la prescription concernant les produits fabriqués se rapporte spécifiquement à l'objectif de protection de la moralité publique. Dans leurs communications écrites, les États-Unis désignent conjointement les crédits supplémentaires majorant les CII et les CIP sous l'appellation de "crédits d'impôt pour les énergies renouvelables" et font valoir qu'ils "rédui[sent] la dépendance à l'égard de la Chine et renforç[ent], sur le marché des États-Unis, la concurrence loyale et les résultats axés sur le marché. En outre, les mesures incitent à se fournir en dehors de la Chine".³¹¹ Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis ont précisé comment, selon eux, les mesures contestées sont conçues pour protéger la moralité publique:

[L]es dispositions en matière de crédits d'impôt pour les énergies renouvelables qui se rapportent aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux protègent aussi la moralité publique. Comme les États-Unis l'ont expliqué, les effets des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché ont été particulièrement marqués dans le secteur de l'acier et ce problème persiste malgré l'imposition de nombreuses mesures correctives commerciales et les dialogues menés depuis longtemps au niveau mondial. En prescrivant que 100 pour cent d'acier et de fer produits aux États-Unis soient utilisés pour les matériaux de construction et que, pour les produits fabriqués, un certain pourcentage du coût total des composants incorporés soit produit aux États-Unis, les dispositions se rapportant aux crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux protègent la moralité publique des États-Unis en contrecarrant les effets des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché, qui dans ces domaines sont de nature mondiale et particulièrement graves.³¹²

7.186. Il nous semble que cet argument se rapporte avant tout à la prescription concernant l'acier et le fer examinée plus haut. La prescription concernant les produits fabriqués vise non pas l'acier en soi mais *tous* les produits fabriqués. Bien que certains, voire de nombreux, produits fabriqués puissent contenir de l'acier, la prescription concernant les produits fabriqués a une portée extrêmement large, et nous ne savons donc pas avec certitude si les États-Unis concevaient cet argument, qui a spécifiquement trait au secteur de l'acier, aussi comme une explication de la prescription concernant les produits fabriqués.

7.187. À cet égard, nous relevons que, en réponse à une question du Groupe spécial, les États-Unis ont fait valoir que "les effets des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché dans le secteur de l'acier touchent aussi le fer (intrant essentiel de l'acier) et la production des États-Unis (étant donné les répercussions de la fermeture des installations de production d'acier sur les communautés des États-Unis)". Toutefois, les États-Unis n'ont pas précisé ni tenté d'étayer ce point.³¹³ En tout état de cause, et plus fondamentalement, la prescription concernant les produits fabriqués n'est pas circonscrite aux produits fabriqués à partir d'acier ou contenant de l'acier. Nous ne voyons donc pas le lien entre cette prescription et les préoccupations des États-Unis concernant les politiques et pratiques alléguées de la Chine relatives au secteur de l'acier.

7.188. En réponse à une autre question du Groupe spécial, les États-Unis ont indiqué que la prescription concernant les produits fabriqués vise avant tout les produits du secteur des énergies renouvelables³¹⁴, qui, d'après eux, est ciblé par la Chine à des fins de domination.³¹⁵ Or nous notons

³¹¹ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 106.

³¹² États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 43. (notes de bas de page omises)

³¹³ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 32.

³¹⁴ États-Unis, réponse à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 28.

³¹⁵ Voir, par exemple, États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 27.

que la prescription concernant les produits fabriqués n'est pas circonscrite aux produits de ce secteur. D'après ses termes, elle s'applique à tout produit obtenu à l'issue du processus de fabrication qui est incorporé dans tout article, tout matériel ou toutes fournitures qui sont eux-mêmes directement incorporés dans une installation admissible.³¹⁶ En réponse à une question du Groupe spécial sur ce point, les États-Unis ont expliqué que "[l]a prescription concernant les produits fabriqués ... s'applique aux produits d'amont qui sont intégrés dans un projet relatif aux énergies renouvelables" et ont dit que "[l]es produits fabriqués au sens des crédits d'impôt supplémentaires pour investissement et à la production incluent, par exemple, les suiveurs photovoltaïques, les modules photovoltaïques, les éoliennes, les blocs de batteries et les coffres et boîtiers de batteries".³¹⁷

7.189. Nous admettons que de nombreux produits relatifs aux énergies renouvelables pourraient entrer dans le champ de la prescription concernant les produits fabriqués. Il convient cependant de noter que la prescription a un champ beaucoup plus large et que son application n'est pas circonscrite, implicitement ou explicitement, aux produits des secteurs dans lesquels il est allégué que la Chine se comporte d'une manière incompatible avec la moralité publique des États-Unis. Ce large champ n'a pas de lien discernable avec l'objectif de protection des principes de moralité publique dont les États-Unis allèguent qu'ils sont menacés par des produits de ces secteurs spécifiques.

7.190. Même si nous laissons cela de côté, nous ne sommes pas convaincus que la prescription concernant les produits fabriqués soit apte à protéger la moralité publique des États-Unis en contrecarrant les effets des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché³¹⁸, en réduisant la dépendance à l'égard de la Chine ou en encourageant la production hors de Chine.³¹⁹ Comme nous l'avons indiqué, cette prescription dispose que, pour que le crédit supplémentaire puisse être obtenu, un pourcentage spécifié des produits fabriqués qui sont incorporés dans une installation de production d'électricité doit être fabriqué aux États-Unis. Le seuil en pourcentage est de 40% pour les projets dont la construction a commencé avant 2025 et augmente de 5 points de pourcentage par an jusqu'à 55% pour les projets dont la construction commencera en 2027 et au-delà.³²⁰ Cela signifie que, au stade le plus restrictif (à compter de 2027), le crédit supplémentaire ne pourra être obtenu que par les installations qui incorporeront des produits fabriqués dont au moins 55% seront fabriqués aux États-Unis.

7.191. Tout d'abord, et comme la prescription concernant l'acier et le fer, la prescription concernant les produits fabriqués est un élément des autres aspects, conjointement avec lesquels elle fonctionne, des CII et CIP. Alors que la prescription concernant les produits fabriqués s'applique au crédit *supplémentaire*, le crédit de base reste à la disposition des installations qui incorporent très peu, voire pas du tout, de produits fabriqués aux États-Unis (et donc, sans doute, de nombreux produits fabriqués en Chine, voire uniquement de tels produits). Pour les raisons que nous avons exposées en ce qui concerne la prescription concernant l'acier et le fer, nous ne pensons pas qu'il puisse être dit d'une mesure qu'elle est conçue ou prise pour protéger la moralité publique lorsqu'elle ne stigmatise pas, et même récompense, l'utilisation des produits mêmes dont il est allégué qu'ils sont incompatibles avec la moralité publique en cause. La prescription concernant les produits fabriqués, fonctionnant à l'intérieur et en tant qu'élément de son cadre réglementaire plus large, n'exprime aucune forme de désapprobation morale concernant les pratiques déloyales et non fondées sur le marché alléguées de la Chine dans le secteur des énergies renouvelables ou tout autre secteur.

7.192. Au contraire, même si elle offre une incitation économique à utiliser des produits nationaux, elle continue de signaler les produits chinois comme étant des options commerciales légitimes. Par conséquent, si elle crée une incitation à utiliser des produits nationaux, elle ne le fait, et ne peut le faire, pour aucune raison *morale* explicite ou implicite, et l'évolution de la structure de la consommation ne pourrait donc être motivée que par des raisons sans lien avec l'établissement ou

³¹⁶ Administration fiscale des États-Unis, "Domestic Content Bonus Credit Guidance under Sections 45, 45Y, 48, and 48E" (12 mai 2023) (Avis 2023-38) (pièce CHN-38), pages 6 et 7.

³¹⁷ États-Unis, réponse à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 28.

³¹⁸ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 43.

³¹⁹ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 106.

³²⁰ Nous notons que, pour les installations éoliennes en mer, le barème commence à 20% et passe à 55% pour les projets de construction commençant après 2027. Les États-Unis n'ont pas expliqué pourquoi des pourcentages différents s'appliquent aux installations éoliennes en mer, ni si et comment ces pourcentages différents se rapportent à l'objectif de protection de la moralité publique.

le maintien de normes de bonne ou mauvaise conduite, car les consommateurs seraient totalement incapables de comprendre que l'utilisation de ces produits fabriqués chinois est incompatible avec les normes de bonne ou mauvaise conduite des États-Unis. Dans ces conditions, nous ne voyons pas comment il peut être dit de la prescription concernant les produits fabriqués qu'elle est apte à protéger la moralité publique.

7.193. En outre, nous observons que la prescription concernant les produits fabriqués ne prescrit pas l'utilisation de 100% de produits fabriqués nationaux. En revanche, elle prescrit un certain pourcentage d'éléments nationaux, qui passe de 40% pour les projets dont la construction commence avant 2025 à 55% pour les projets dont la construction commence en 2027 et au-delà. Cela signifie que, même au stade le plus restrictif, la prescription concernant les produits fabriqués peut être respectée dans les cas où 45% au maximum des composants fabriqués le sont dans des pays autres que les États-Unis, y compris la Chine. C'est donc non seulement le programme réglementaire dont la prescription concernant les produits fabriqués fait partie mais aussi la prescription elle-même qui continuent de légitimer et de récompenser la consommation des produits mêmes dont les États-Unis affirment qu'ils représentent un risque moral. Au vu de cette circonstance, nous ne pouvons pas admettre l'argument des États-Unis selon lequel "les crédits supplémentaires protègent la moralité publique des États-Unis parce qu'ils font en sorte que le soutien des États-Unis – sous la forme de crédits d'impôt – ne récompense pas les politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché".³²¹ Comme nous l'avons expliqué, il nous semble que c'est exactement ce que font les CII et CIP en général et la prescription concernant les produits fabriqués en particulier.

7.194. De plus, et comme la Chine l'a souligné, la prescription concernant les produits fabriqués ne prescrit pas simplement que, aux fins de la protection de la moralité publique des États-Unis contre les pratiques déloyales et non fondées sur le marché alléguées de la Chine, un certain pourcentage de produits fabriqués le soient dans des pays autres que la Chine. Au lieu de cela, elle établit qu'un pourcentage d'éléments *nationaux* doit être utilisé. En réponse à une question du Groupe spécial sur ce point, les États-Unis ont expliqué qu'"[e]xiger une fabrication aux États-Unis joue un rôle important dans la protection de la moralité publique des États-Unis parce que les fabricants aux États-Unis doivent respecter la constitution des États-Unis, la Loi Sherman, la Loi sur la Commission fédérale du commerce, la législation du travail des États-Unis et d'autres lois qui reflètent la moralité publique des États-Unis".³²² Cela est indéniablement vrai. Cependant, cela n'explique pas pourquoi les fabricants de pays autres que la Chine, et au moins des pays "ayant les mêmes idées" qui partagent les engagements des États-Unis contre la concurrence déloyale, la coercition, le vol et le travail forcé, ne seraient pas assujettis à des lois équivalentes. Les États-Unis n'ont assurément fourni aucun élément de preuve indiquant que ce n'est pas le cas.

7.195. Nous observons en outre que les États-Unis ont constamment défendu les mesures contestées, y compris la prescription concernant les produits fabriqués, en faisant valoir qu'elles sont conçues et nécessaires pour "contrecarr[er] les effets des politiques et pratiques non fondées sur le marché de la *Chine*".³²³ Ils n'ont pas fait valoir que les produits fabriqués, y compris dans le secteur des énergies renouvelables, qui sont fabriqués dans des pays *autres* que la Chine représentent ou comportent d'une autre manière une menace pour la moralité publique des États-Unis. Il n'apparaît donc pas qu'il y a un quelconque lien objectif entre l'objectif énoncé par les États-Unis et le fait de prescrire l'utilisation d'éléments *nationaux* dans le cadre de la condition d'admissibilité au bénéfice d'un crédit d'impôt.

7.196. De plus, étant donné que la prescription concernant les produits fabriqués autorise jusqu'à 45% de composants fabriqués qui ne sont pas nationaux, nous ne comprenons pas, et les États-Unis n'ont pas expliqué, en quoi la prescription parallèle voulant que jusqu'à 55% soient nationaux est liée à l'objectif de protection de la moralité publique. Si des produits fabriqués qui comportent 45% de composants importés ne menacent pas la moralité publique des États-Unis, une question se pose: comment et pourquoi des produits fabriqués avec 65%, 75% ou même 100% de composants importés la menacent? En d'autres termes, on ne voit pas bien quelle protection additionnelle de la moralité publique des États-Unis est apportée par le fait d'exiger une proportion plus élevée d'intrants nationaux, alors qu'une part importante d'intrants étrangers est déjà considérée comme compatible avec la protection de la moralité publique. Les États-Unis n'ont pas expliqué, et nous ne

³²¹ États-Unis, réponse à la question n° 16 a) du Groupe spécial, paragraphe 56.

³²² États-Unis, réponse à la question n° 16 a) du Groupe spécial, paragraphe 56.

³²³ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 43. (pas de mise en relief dans l'original)

pouvons pas discerner de lien rationnel entre, le chiffre de 55% (voire moins au cours des années précédant 2027) et l'objectif de protection de la moralité publique.³²⁴ En effet, à un niveau plus fondamental, nous ne voyons pas bien comment l'échelle mobile elle-même protège la moralité publique: si une teneur en éléments nationaux de 40% est suffisante pour protéger la moralité publique en ce qui concerne les installations dont la construction commence avant 2025, on ne voit pas bien pourquoi un pourcentage plus élevé est exigé pour la réalisation du même objectif en ce qui concerne les installations dont la construction commence une ou plusieurs années plus tard.

7.197. Nous sommes conscients que, en réponse à une question du Groupe spécial sur la prescription concernant les produits fabriqués, les États-Unis ont fait valoir ce qui suit:

[L]e fait que *certain*s éléments puissent avoir leur origine en dehors des États-Unis, y compris en Chine, ne rend pas les mesures en cause incompatibles avec les préoccupations des États-Unis en matière de moralité publique. Les mesures en cause créent des incitations financières en faveur d'approvisionnements de remplacement et sont structurées de manière à éviter que les acheteurs des États-Unis récompensent des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché qui violent les normes des États-Unis contre la concurrence déloyale, le travail forcé, le vol et la coercition.³²⁵

7.198. Toutefois, pour les raisons que nous avons exposées, nous n'estimons pas que les prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux dans le cadre des CII et CIP soient "structurées de manière à éviter que les acheteurs des États-Unis récompensent des politiques et pratiques de la Chine non fondées sur le marché". Au contraire, les mesures contestées continuent de récompenser les consommateurs pour l'utilisation de produits chinois et sont donc inaptes à encourager un comportement sur la base de normes de bonne ou mauvaise conduite. Tout simplement, en permettant que "certains éléments" soient originaires de Chine, la prescription concernant les produits fabriqués est inapte à donner aux consommateurs la moindre indication que l'utilisation de produits chinois entraîne ou implique des considérations *morales* ou a des incidences pour la mise en œuvre ou la protection des normes de bonne ou mauvaise conduite.

7.199. En conclusion de leur réponse à une autre question concernant les CII et CIP, les États-Unis ont fait valoir que "les mesures encouragent la production aux États-Unis et réduisent la dépendance et l'exposition à l'acier, au fer et aux produits fabriqués chinois, protégeant ainsi les principes de moralité publique des États-Unis qui s'opposent à la concurrence déloyale, au travail forcé, au vol et à la coercition".³²⁶ Selon nous, le simple fait qu'une mesure donnée encourage ou accroît la production nationale, ou réduit la dépendance à l'égard d'un partenaire commercial donné ou l'exposition à ce partenaire, ne montre pas, en lui-même et à lui seul, que la mesure a été conçue ou prise pour protéger la moralité publique. Ces résultats peuvent être le but ou la conséquence de diverses sortes d'objectifs, parmi lesquels peut-être des objectifs moraux, mais certainement aussi des objectifs économiques qui n'ont pas d'incidences morales.³²⁷ Ainsi, le fait qu'une mesure donnée peut, par exemple, accroître la production nationale n'établit pas, en lui-même, que la mesure a été conçue pour protéger la moralité publique. La question n'est pas de savoir si la mesure produit un certain résultat économique, mais si la conception et la structure de la mesure démontrent que ce résultat lui-même représente ou fait progresser la protection de la moralité publique.

7.200. Par conséquent, dans le présent différend, la question pertinente à examiner n'est pas celle de savoir si les mesures contestées sont conçues pour accroître la production nationale ou réduire la dépendance à l'égard de la Chine, mais plutôt celle de savoir si elles sont conçues pour protéger les principes de moralité publique des États-Unis qui s'opposent à la concurrence déloyale, au travail

³²⁴ Voir le rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.208, dans lequel le Groupe spécial a examiné des considérations semblables.

³²⁵ États-Unis, réponse à la question n° 16 c) du Groupe spécial, paragraphe 67. (mise en relief dans l'original)

³²⁶ États-Unis, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 45.

³²⁷ Nous rappelons que, dans l'affaire *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, le Groupe spécial a fait une observation similaire lorsqu'il a dit ce qui suit: [I]l ne s'ensuit pas logiquement que toute mesure prise par un Membre de l'OMC pour accroître sa production locale de produits pharmaceutiques doive être réputée avoir été prise dans le

but de protéger la santé et la vie des personnes". En revanche, le Groupe spécial a évalué les éléments de preuve qui lui avaient été présentés pour déterminer si la conception, la structure et le fonctionnement attendu de la mesure spécifique en cause démontraient qu'elle avait véritablement été conçue ou prise dans ce but. Voir le rapport du Groupe spécial *Turquie – Produits pharmaceutiques (UE)*, paragraphe 7.210.

forcé, au vol et à la coercition. La première peut constituer un facteur pertinent pour l'évaluation de la deuxième, mais les deux questions ne sont pas synonymes. Le fait qu'une mesure a un certain résultat économique n'est pas une réponse appropriée aux doutes sur le point de savoir si cette mesure a été prise pour protéger la moralité publique qui découlent d'une évaluation objective de sa conception et de sa structure. Nous avons identifié plusieurs aspects de la conception et de la structure de la prescription concernant les produits fabriqués qui font douter qu'elle soit conçue pour protéger la moralité publique. Et nous ne sommes pas convaincus que les États-Unis aient expliqué ces aspects d'une manière suffisante pour dissiper ces doutes.

7.201. Pour ces raisons, plusieurs aspects de la conception, de la structure et du fonctionnement attendu de la prescription concernant les produits fabriqués contredisent l'affirmation des États-Unis selon laquelle les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures prises pour protéger la moralité publique.

7.5.3.5 Conclusion sur la question de savoir si les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures visant "la protection de la moralité publique"

7.202. La charge incombe aux États-Unis d'établir que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures prises "pour la protection de la moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994.

7.203. Pour les raisons exposées plus haut, nous estimons que nous disposons d'éléments de preuve qui contredisent l'affirmation des États-Unis selon laquelle le "ciblage" de certains secteurs à des fins de domination et la réalisation d'investissements ordonnés par l'État pourraient raisonnablement être considérés comme relevant des prétendus principes de moralité publique des États-Unis qui s'opposent à la "concurrence déloyale" ou à la "coercition", à supposer même que de tels principes de moralité publique existent dans l'abstrait dans la société des États-Unis. Nous estimons également que les éléments de preuve directs se rapportant aux objectifs des mesures en cause qui ont été communiqués par les États-Unis contredisent leur affirmation selon laquelle les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures prises pour protéger la moralité publique. En outre, plusieurs aspects de la conception, de la structure et du fonctionnement attendu des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP contredisent encore un peu plus l'affirmation des États-Unis selon laquelle ces crédits supplémentaires sont des mesures prises pour protéger la moralité publique. Compte tenu de ces considérations prises conjointement, dont nous estimons qu'aucune n'est nécessairement déterminante, notre évaluation globale est que les États-Unis n'ont pas démontré que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures nécessaires à la protection de la moralité publique au titre de l'exception générale prévue à l'article XX a) du GATT de 1994.

7.5.4 Questions restantes concernant le moyen de défense des États-Unis au titre de l'article XX a)

7.204. Nous avons conclu que les États-Unis n'ont pas démontré que les mesures en cause sont prises pour "la protection de la moralité publique" compte tenu de la nature de la moralité publique alléguée invoquée par les États-Unis, des éléments de preuve directs concernant les objectifs des mesures en cause, et de l'existence d'un lien entre la moralité publique alléguée et la conception, la structure et le fonctionnement attendu des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP.

7.205. En conséquence, et vu que le système de règlement des différends n'est censé "encourager ni les groupes spéciaux ni l'Organe d'appel à "légiférer" en clarifiant les dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC hors du contexte du règlement d'un différend particulier"³²⁸, il n'est pas nécessaire que nous formulions de quelconques constatations définitives sur les types de valeurs ou d'intérêts qui pourraient être considérés comme des composantes de la "moralité publique" au titre de l'article XX a), y compris les questions d'interprétation pertinentes soulevées par les arguments des parties et tierces parties dans le présent différend.³²⁹

³²⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 22.

³²⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.109.

7.206. De même, comme les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP ne satisfont pas à cet élément juridique liminaire, nous n'avons pas besoin d'évaluer les éléments juridiques restants du critère de la "nécessité" au titre de l'article XX a) pour déterminer l'applicabilité de cette exception.

7.207. Puisqu'il n'a pas été montré que les mesures contestées relèvent de l'article XX a) et que, par conséquent, elles ne sont pas provisoirement justifiées au regard de cet alinéa, il n'est pas non plus nécessaire que nous évaluions si les mesures ont été appliquées d'une manière compatible avec les prescriptions du texte introductif de l'article XX.³³⁰

7.208. Enfin, compte tenu de notre constatation selon laquelle les mesures ne sont pas justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994, nous n'avons pas besoin de nous prononcer sur le point de savoir si les exceptions générales prévues à l'article XX sont applicables à l'Accord SMC. La raison en est que l'invocation de l'article XX a) par les États-Unis à l'égard de tous les accords visés pertinents repose sur les mêmes éléments de preuve et arguments. Les États-Unis n'ont pas indiqué, et nous ne discernons pas, de quelle façon leur invocation de l'article XX a) du GATT de 1994 pourrait être infructueuse à l'égard du GATT de 1994 mais aboutir dans le contexte de l'Accord SMC (ou de l'Accord sur les MIC).³³¹

7.5.5 Conclusion

7.209. Pour les raisons exposées plus haut, nous concluons que les États-Unis n'ont pas démontré que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures nécessaires à la protection de la moralité publique au titre de l'exception générale prévue à l'article XX a) du GATT de 1994.

8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

- a. les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994 parce que, en subordonnant l'admissibilité au bénéfice de montants de subventions supplémentaires à la condition que des produits originaires des États-Unis soient utilisés, les États-Unis ne soumettent pas les produits d'origine chinoise à un traitement non moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne les lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des produits visés sur le marché intérieur;
- b. les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC parce que les conditions sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises qui sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994;
- c. les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC parce qu'ils sont des subventions accordées ou maintenues par les États-Unis, et subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés; et

³³⁰ Les organes juridictionnels de l'OMC antérieurs se sont traditionnellement abstenus d'évaluer la conformité avec le texte introductif de l'article XX des mesures dont ils avaient constaté qu'elles n'étaient pas provisoirement justifiées. Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Mesures tarifaires (Chine)*, paragraphe 7.242; *Inde – Cellules solaires*, paragraphes 7.389 et 7.390; *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.912; et *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphe 7.620. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 5.155; et *Chine – Publications et produits audiovisuels*, note de bas de page 614.

³³¹ Nous notons que l'article 3 de l'Accord sur les MIC dispose que "[t]outes les exceptions prévues dans le GATT de 1994 s'appliqueront, selon qu'il sera approprié, aux dispositions du présent accord". L'Accord SMC ne contient pas de libellé analogue, et les parties ont activement contesté l'applicabilité à l'Accord SMC des exceptions prévues à l'article XX du GATT de 1994.

- d. les États-Unis n'ont pas démontré que les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont des mesures nécessaires à la protection de la moralité publique au titre de l'exception générale prévue à l'article XX a) du GATT de 1994.

8.2. En vertu de l'article 3:8 du Mémoire d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage. Le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sont incompatibles avec le GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC, ils ont annulé ou compromis des avantages résultant pour la Chine de ces accords.

8.3. Conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, le Groupe spécial *recommande* que les États-Unis rendent conformes à l'article III:4 du GATT de 1994 et à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP.

8.4. Conformément à l'article 4.7 de l'Accord SMC, et compte tenu de ses constatations au titre de l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC, le Groupe spécial *recommande* en outre que les États-Unis retirent les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP sans tarder.

8.5. L'article 4.7 de l'Accord SMC nous prescrit de spécifier dans notre recommandation le délai dans lequel ces mesures doivent être retirées. Nous reconnaissons qu'aux fins de la mise en œuvre de notre recommandation par les États-Unis, une action législative serait nécessaire pour modifier les dispositions pertinentes de leur législation fiscale, et nous comprenons également que l'exercice financier 2027 des États-Unis commence le 1^{er} octobre 2026, même si les parties sont en désaccord sur l'importance de l'exercice financier.³³² Dans les circonstances de la présente affaire, il apparaît que cette date est une date limite raisonnable pour le retrait des crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP. Compte tenu de la date à laquelle le présent rapport sera publié, nous considérons que cette date limite laissera suffisamment de temps pour entreprendre une action législative pertinente, et qu'elle tient aussi compte de tous problèmes relatifs à l'exercice financier identifiés par les États-Unis en ce qui concerne ces mesures fiscales. Nous notons que les États-Unis n'ont fourni aucun raisonnement quant à la raison pour laquelle une action législative ne pourrait pas être menée à bien dans un tel délai. Bien que nous ne considérions pas qu'il soit toujours approprié de fixer un délai permettant à un Membre défendeur de continuer à accorder des subventions prohibées jusqu'à la fin de l'exercice financier au cours duquel le rapport d'un groupe spécial est adopté et distribué, nous notons que l'octroi aux États-Unis d'un délai allant jusqu'au 30 septembre 2026 trouve également des éléments d'appui dans l'approche adoptée par le Groupe spécial *États-Unis – FSC*.³³³

8.6. En conséquence, le Groupe spécial recommande que les États-Unis retirent les crédits supplémentaires liés à la teneur en éléments nationaux majorant les CII/CIP au plus tard le 1^{er} octobre 2026.

³³² La Chine a noté tout récemment que, dans les différends antérieurs, le délai de mise en œuvre était le plus souvent de 90 jours mais, dans certaines circonstances, il a été prolongé pour atteindre 120 à 180 jours. (Chine, réponse à la question n° 32 du Groupe spécial; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 32 du Groupe spécial) Les États-Unis ont noté que tout délai de ce type devrait permettre un dialogue entre les parties au sujet du retrait des mesures et tenir compte également du fait que le retrait des mesures nécessiterait une action législative; ils ont en outre noté que le calendrier législatif normal pour l'introduction de modifications fiscales se fonde sur l'exercice financier et ils ont fait référence, à cet égard, à l'approche adoptée par le Groupe spécial *États-Unis – FSC* et ont donc proposé un an à compter de la date d'adoption comme délai pour la mise en conformité. (États-Unis, réponse à la question n° 32 du Groupe spécial; et observations sur la réponse de la Chine à la question n° 32 du Groupe spécial, paragraphe 4)

³³³ Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC*, paragraphe 8.8 (tenant compte de l'exercice financier).